



CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 145 • NUMÉRO 051 • 3<sup>e</sup> SESSION • 40<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le vendredi 28 mai 2010**

—  
Présidence de l'honorable Peter Milliken

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 28 mai 2010

La séance est ouverte à 10 heures.

---

*Prière*

---

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1005)

[Traduction]

#### TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER

**Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NPD)** propose:

Que la Chambre prenne acte de l'horreur que la catastrophe écologique actuellement en cours dans le golfe du Mexique inspire aux Canadiens et du fait qu'ils réclament la prise de mesures de prévention pour empêcher que pareille chose ne se produise au Canada, et par conséquent qu'elle exhorte le gouvernement à entreprendre immédiatement une révision exhaustive, au niveau fédéral, des lois, règlements et politiques qui régissent la mise en valeur des sources non conventionnelles de pétrole et de gaz, dont les sables bitumineux, les gisements pétroliers et gaziers en eau profonde et le gaz de schiste, au moyen d'un processus transparent comportant la consultation la plus vaste possible de tous les intervenants concernés en vue de doter le Canada des règles de sécurité et de protection de l'environnement les plus rigoureuses du monde, et à faire rapport à la Chambre afin d'en assurer le suivi.

— Monsieur le Président, aujourd'hui, je vais partager mon temps de parole avec ma collègue, la députée de Nanaimo—Cowichan.

Le Nouveau Parti démocratique demande l'appui de la Chambre afin qu'on procède à un examen ouvert et, s'il y a lieu, à la révision des lois, de la réglementation et des politiques fédérales qui régissent la mise en valeur des sources non conventionnelles de pétrole et de gaz.

Pourquoi le gouvernement doit-il effectuer cet examen et pourquoi cet examen est-il primordial pour les intérêts immédiats et à long terme des Canadiens?

L'économie canadienne continue d'être principalement axée sur les besoins en carburants fossiles alors qu'une grande partie des pays développés s'éloignent de cette dépendance étroite à l'égard de l'énergie, tant pour des raisons environnementales que pour des raisons de prospérité durable. Il incombe par conséquent au gouvernement du Canada de veiller à ce que nos ressources naturelles soient exploitées de façon durable, efficiente et respectueuse de l'environnement, dans l'intérêt des Canadiens d'aujourd'hui et des générations à venir.

Le gouvernement doit également veiller à ce que les intervenants d'autres secteurs soient consultés et à ce que leurs intérêts soient pris en compte, respectés et protégés par ses politiques et ses décisions en matière d'exploitation des ressources. Les Canadiens exigent et méritent qu'on leur assure un avenir axé sur les énergies propres. Ils s'attendent également à ce que les emplois ne soient pas menacés

comme c'est arrivé dans le golfe du Mexique, où des contrôles environnementaux trop laxistes n'ont pas assuré l'emploi et ont même provoqué un raz-de-marée économique.

Les ressources pétrolières et gazières du Canada appartiennent aux Canadiens, que leur administration relève des gouvernements provinciaux, fédéral ou autochtones. L'exploitation de ces ressources peut être confiée à des entreprises privées, mais elles demeurent néanmoins propriété publique. Par conséquent, il incombe au gouvernement de veiller à ce qu'elles soient gérées et exploitées dans l'intérêt à long terme des Canadiens.

Les Canadiens sont horrifiés devant le monumental désastre écologique qui a actuellement lieu dans le golfe du Mexique. Nous sommes tous ébranlés par les dommages causés aux espèces en péril, au secteur des pêches et aux économies locales ainsi que par l'imminente propagation de cette pollution par les ouragans. Cependant, les citoyens sont tout aussi indignés de constater l'échec lamentable de l'administration américaine pour ce qui est d'affirmer son pouvoir réglementaire pour surveiller l'industrie des ressources extracôtières et éviter ce désastre. Le gouvernement américain a notamment permis la déréglementation, simplifié le processus d'approbation, supprimé certaines exigences environnementales et transféré des pouvoirs à des organismes non élus. Par surcroît, les organismes de réglementation ont entretenu des relations trop amicales, voire corrompues, aux dires même du président Obama, avec les pétrolières.

Cette situation semble vraiment très familière. Qu'est-il arrivé au devoir de gouverner? Qui se préoccupe de la confiance du public? Ce n'est pas uniquement ce désastre écologique au sud de la frontière qui confirme aux Canadiens la nécessité d'une intervention accrue de la part du gouvernement du Canada pour protéger les intérêts de la population. Au moment où le gouvernement s'apprête à dépenser 1 milliard de dollars pour se faire du capital politique à l'occasion des sommets du G8 et du G20, la vérificatrice générale affirme que le gouvernement n'a pas respecté ses obligations juridiques au titre de la protection de l'environnement dans le Nord canadien, parce qu'il a notamment omis d'évaluer l'incidence cumulative et d'assurer le contrôle d'application des lois environnementales.

Cet automne, le commissaire à l'environnement et au développement durable publiera un rapport de vérification attendu sur les mesures prises par le gouvernement fédéral pour protéger l'Arctique canadien, un milieu fragile. D'ici là, le gouvernement dépensera des centaines de millions de dollars des contribuables pour dresser la carte du territoire marin de l'Arctique canadien en prévision du forage qui y sera effectué. Ce que la population ne sait peut-être pas, c'est que le gouvernement a accordé des concessions il y a longtemps sans même tenir de consultation publique ou d'évaluation environnementale et sans désigner de secteurs protégés.

Dans une lettre adressée au président Obama, la communauté inuapiat d'Arctic Slope a déclaré ceci:

### Travaux des subsides

Alors que le pays fait des pieds et des mains pour nettoyer la catastrophe dans le golfe du Mexique, la pétrolière Shell s'apprête à forer des puits de reconnaissance dans l'océan Arctique, un des milieux les plus éloignés et les plus extrêmes de toute la planète [...] La côte de l'Arctique ne dispose pas des infrastructures et des technologies nécessaires pour intervenir efficacement en cas d'explosion ou de déversement pétrolier en milieu maritime.

Ce signal d'alarme a résonné dans le monde entier au moment où l'Office national de l'énergie envisageait une demande de la part des mêmes compagnies qui souhaitent affaiblir les règles de sécurité environnementale pour le forage de puits dans la mer de Beaufort dans le cadre d'un processus d'audiences auquel ne pouvait même pas participer le public. Nous serions bien avisés de tenir compte des préoccupations soulevées par les communautés de l'Arctique au sujet de l'absence de capacités dans cette région éloignée, compte tenu de la déconfiture totale des autorités fédérales qui n'avaient pas pu intervenir lors du déversement sans précédent de plus de 700 000 litres cubes de mazout brut dans le lac Wabamun.

Si le gouvernement a été incapable d'intervenir lors d'une catastrophe terrestre de cette envergure, survenue près de grands centres et dans une province qui s'y connaît en matière de pétrole, comment pourrions-nous croire qu'il est prêt à faire face à une catastrophe d'une plus grande ampleur encore qui surviendrait en mer?

Cependant, ce ne sont pas seulement les puits profonds en mer qui menacent sérieusement l'environnement. Le Comité permanent de l'environnement et du développement durable vient tout juste d'examiner les répercussions des sables bitumineux non conventionnels dans le bassin hydrographique Paix-Athabasca, et le Comité des ressources naturelles a à peine effleuré les questions touchant le forage non conventionnel.

• (1010)

Hier, le président Obama a annoncé des mesures vigoureuses visant à corriger la relation qu'il décrit comme étant beaucoup trop étroite entre le secteur pétrolier et les responsables de la réglementation aux États-Unis. Il a annulé les permis de forage d'exploration dans l'Arctique, la mer de Beaufort et la mer de Tchoukotka. Il a annulé des projets de concessions pétrolières au large de la Virginie et dans le golfe du Mexique. Il a suspendu 33 projets dans le golfe du Mexique. Il a mis sur pied une commission présidentielle sur les causes du déversement. Il a renversé la politique d'approbation accélérée et simplifiée des demandes et annulé ce qu'il décrit lui-même comme étant « l'esquive trop fréquente des examens environnementaux obligatoires ». Il a aussi séparé les rôles d'octroi des permis et d'application de la loi.

Nous voulons savoir si le gouvernement prendra rapidement des mesures semblables pour combler les lacunes ciblées dans nombre d'études passées et actuelles. Comme il semble toujours s'empresse d'emboîter le pas aux États-Unis, le gouvernement renversera-t-il aussi sa politique d'approbation accélérée et simplifiée des demandes de permis de forage dans l'Arctique?

L'Office national de l'énergie a sagement annulé l'audience réclamée par les pétrolières dans le but d'assouplir les normes en matière de sécurité et d'environnement pour le forage dans l'Arctique. L'office tiendra plutôt une audience plus générale sur le forage dans l'Arctique. Nous recommandons que ce processus soit plutôt dirigé par un organisme indépendant sous la direction du gouvernement et englobe tous les modes non conventionnels de prospection pétrolière sur les trois côtes, ainsi que les sables bitumineux.

On estime que le volume de pétrole déversé par la plateforme de BP dans le golfe du Mexique surpasse le déversement causé par la

catastrophe de l'*Exxon Valdez* en 1989. Le désastre actuel est donc le pire de l'histoire des États-Unis. Pouvons-nous imaginer un déversement de cette ampleur dans l'Arctique canadien, sur la côte Ouest, sur la côte Est ou dans le delta Paix-Athabasca?

Le Sénat du Canada réclame la tenue d'audiences d'urgence sur le forage extracôtier. Mary Simon, la chef nationale des Inuits, appuie la suspension des activités de prospection pétrolière et gazière dans l'Arctique.

Nous exhortons tous les députés à appuyer l'étude urgente des lois, règlements et politiques fédéraux sur l'exploitation non conventionnelle des combustibles fossiles; de l'établissement de règles et de politiques minimales concernant le forage extracôtier, notamment les puits profonds, la prospection dans l'Arctique et l'exploitation du gaz de schiste, ainsi que l'importance d'une supervision gouvernementale; des mesures de précaution, des évaluations environnementales et des exigences réglementaires; des règles et des capacités concernant les déversements et autres situations d'urgence; du processus d'approbation des concessions et des permis de prospection et de forage; des droits concernant la transparence et l'intervention; de la cohérence des régimes réglementaires et des agences de réglementation du Canada; des lois et des politiques comparables d'autres administrations; des budgets et des ressources affectés à l'octroi des permis, à la surveillance, à l'inspection, à l'application de la loi et aux interventions d'urgence.

Nous pouvons tirer des leçons des erreurs des autres. Nous pouvons appliquer le principe de précaution. Nous pouvons choisir de protéger les intérêts des générations futures de Canadiens.

[Français]

**M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ):** Monsieur le Président, je remercie la députée de son discours.

Il faut reconnaître que cet affaiblissement général des normes environnementales, des évaluations environnementales et des normes de sécurité a été engagé bien avant que le gouvernement en place décide, par exemple, de modifier la loi faisant en sorte que les projets ne soient plus soumis à une évaluation de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, mais soient plutôt soumis à l'Office national de l'énergie. Dès 2005, on savait que le gouvernement fédéral, sous l'égide des libéraux, avait l'intention de modifier les évaluations environnementales afin que les projets de forage exploratoires ne soient plus soumis à des évaluations, à des études...

**Le vice-président:** Je m'excuse d'interrompre le député, mais il n'y a pas de traduction. On peut peut-être donner quelques minutes aux interprètes pour régler le problème. Est-ce que cela fonctionne maintenant? Oui.

L'honorable député de Rosemont—La Petite-Patrie a 30 secondes pour poser à nouveau sa question.

• (1015)

**M. Bernard Bigras:** Monsieur le Président, si je n'ai que 30 secondes, cela veut dire que je ne peux pas faire de préambule.

Je veux demander à la députée s'il est normal que le gouvernement, dès 2005, ait décidé de ne plus soumettre les projets exploratoires de forage à des études approfondies, mais plutôt à des examens préalables? L'affaiblissement de la réglementation n'est pas simplement venu du présent gouvernement, mais bien aussi du gouvernement libéral, dès 2005.

*Travaux des subsides*

[Traduction]

**Mme Linda Duncan:** Monsieur le Président, depuis un certain temps, le gouvernement fédéral s'est engagé sur la voie de la déréglementation de cette entreprise cruciale et risquée qu'est l'exploitation pétrolière extracôtière et non traditionnelle. Contrairement aux États-Unis, qui exigent une évaluation environnementale et un examen public avant d'accorder des permis d'exploration et de travaux de prospection géosismique, au Canada, nous avons choisi la voie de la déréglementation, ce qui fait en sorte que rien de tout cela n'est nécessaire.

Nous devons soumettre l'orientation du Canada dans ce dossier à un examen général afin de nous assurer que nos régions fragiles sont protégées contre le forage non traditionnel en eau profonde et les autres activités de recherche et d'exploitation des ressources qui compromettent la sécurité de nos collectivités.

**M. Malcolm Allen (Welland, NPD):** Monsieur le Président, je remercie la députée d'Edmonton—Strathcona pour sa motion, car elle tombe à point et elle est extrêmement importante, compte tenu de ce qui se passe actuellement dans le golfe du Mexique.

Pourquoi, selon elle, est-il si important que le gouvernement du Canada fasse lui-même les évaluations environnementales, plutôt que de transférer cette responsabilité à des organismes comme l'Office national de l'énergie? Pourquoi permettons-nous à des gens qui ne font pas partie du processus réglementaire d'effectuer ces évaluations, alors que c'est nous qui en avons le pouvoir? Pourquoi le gouvernement ne ferait-il pas lui-même ces évaluations afin de protéger tous les Canadiens, le pays et le monde contre ces déversements massifs?

**Mme Linda Duncan:** Monsieur le Président, au Canada, c'est le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien qui décide ou non d'accorder le droit d'exploitation. Cependant, il n'exige aucune étude d'impact sur l'environnement et les demandes ne sont pas soumises à l'examen du public.

Le public n'a pas vraiment la possibilité d'intervenir dans le cadre de l'examen des demandes de forage par l'Office national de l'énergie parce que, contrairement aux organes d'examen provinciaux, comme celui de l'Alberta que je tiens à féliciter, l'office n'offre aucun incitatif financier pour que le public intervienne, qu'il s'agisse des Premières nations, des Inuvialuits, des Inuits ou des habitants du Nunavut. Elle n'offre aucune aide pour que le public puisse retenir les services d'experts ou d'avocats, et beaucoup des audiences sont tenues très loin des régions concernées. En effet, les audiences de l'ONE sur l'assouplissement des règles régissant le forage au large des côtes de l'Arctique devaient avoir lieu dans le haut Arctique, afin d'éviter que les collectivités à l'extérieur de la région puissent intervenir.

Il faut tenir un examen parce que le gouvernement délègue de plus en plus de décisions à des organismes nommés au lieu de maintenir un système où le gouvernement élu impose des règles obligatoires. Voilà pourquoi le président Obama est intervenu en demandant un examen et en limitant le pouvoir discrétionnaire qu'on accorde depuis de nombreuses décennies à des organismes de réglementation qui n'ont aucun compte à rendre au public.

**Mme Jean Crowder (Nanaimo—Cowichan, NPD):** Monsieur le Président, je remercie la députée d'Edmonton—Strathcona, d'une part pour avoir partagé son temps de parole avec moi et, d'autre part, pour avoir présenté cette motion très importante. La députée d'Edmonton—Strathcona est une partisane énergique et passionnée de la cause de la protection de l'environnement. Elle a su jeter un regard très critique sur les stratégies gouvernementales actuelles en matière de pseudo-protection de l'environnement.

Je suis ravie de prendre la parole sur cette motion très importante. Les électeurs de Nanaimo—Cowichan soulèvent souvent des questions sur la santé des océans en Colombie-Britannique, sur le sort des stocks de saumon sauvage et sur notre dépendance aux combustibles fossiles. Voilà notamment pourquoi je tenais à parler de la motion.

Trois choses sont en train de se produire en Colombie-Britannique dont il est important de prendre note. Premièrement, des pressions constantes sont exercées en faveur de l'abolition du moratoire à l'égard des navires pétroliers qui est en vigueur depuis 1972. Deuxièmement, le projet d'oléoduc d'Enbridge qui reliera la région des sables bitumineux de l'Alberta à Kitimat, est devenu un enjeu critique en Colombie-Britannique. Troisièmement, des pressions de plus en plus fortes sont exercées afin d'obtenir l'autorisation de forer des puits de pétrole et de gaz en mer, dans certains des environnements marins les plus fragiles et les plus instables du Canada.

Bien que j'aimerais traiter de ces trois questions, je vais me limiter aujourd'hui à parler de celle de l'exploitation pétrolière et gazière en mer. Cependant, je vais aussi dire un mot sur la circulation des navires-citernes car c'est une question particulièrement brûlante en ce moment.

On peut lire dans le communiqué de presse publié par la Living Oceans Society à la suite du déversement pétrolier dans le golfe du Mexique que:

Le mégaprojet Gateway d'Enbridge prévoit la construction d'un oléoduc d'une longueur d'environ 1 100 kilomètres qui transporterait le pétrole des sables bitumineux jusqu'à Kitimat, où 525 000 barils de pétrole seraient chargés chaque jour à bord de pétroliers à destination de l'Asie via le chenal marin de Douglas et le Passage de l'Intérieur. Chaque année, quelque 225 superpétroliers se feraient ainsi la course dans le canal et autres passages étroits et exigus le long du littoral.

En mars 2010, les Premières nations des côtes Nord et Centrale de Haida Gwaii ont interdit aux navires-citernes l'accès à leurs territoires traditionnels. Elles ont déclaré ceci:

Les gouvernements des Premières nations ont pris les mesures nécessaires pour protéger l'océan dont dépend la survie de nos collectivités, a dit Sterritt.

Sterritt est le directeur exécutif des Premières nations de la côte. Elles poursuivent ainsi:

Nous nous attendons maintenant à ce que le gouvernement fédéral fasse preuve du même leadership que nous.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées pour nettoyer le déversement du golfe du Mexique, les groupes soulignent qu'il s'agit d'un sombre rappel du fait que les défaillances technologiques et les conditions météorologiques extrêmes peuvent aggraver même l'impossible.

Il y a probablement un grand nombre de Canadiens qui ne connaissent pas cette région côtière, qui est balayée par de très puissantes tempêtes et d'énormes vagues et qui abrite un écosystème très fragile. Ce serait catastrophique de courir le risque qu'un déversement de pétrole comme celui qui a eu lieu au Mexique se produise dans ces eaux pures.

Je prendrai une bonne partie de mon temps pour parler du rapport « A Review of Offshore Oil and Gas Development in British Columbia », qui a été publié en mai 2004. Cette étude a été réalisée par le groupe de recherche sur l'exploitation du pétrole et du gaz extracôtiers de la School of Resource and Environmental Management de l'Université Simon Fraser pour les Premières nations de la côte. Comme il s'agit d'un volumineux rapport, je n'en aborderai que quelques éléments.

### Travaux des subsides

Le rapport passe en revue le moratoire imposé en Colombie-Britannique, y compris divers rapports déjà publiés sur l'exploitation du pétrole et du gaz extracôtiers. Parmi ces rapports, on compte celui du B.C. Offshore Oil and Gas Task Force, celui du Provincial Scientific Review Panel, celui du groupe de travail sur l'exploitation du pétrole et du gaz extracôtiers mis sur pied par le processus d'examen provincial et par le Provincial Scientific Review Panel, et enfin ce rapport.

Le Provincial Scientific Review Panel en arrive notamment à la conclusion suivante:

[...] Le fait qu'il existe des lacunes importantes dans les connaissances que nous avons, que les répercussions environnementales pourraient être catastrophiques, que les structures de réglementation actuelles sont déficientes et qu'il faut répondre à un certain nombre de conditions préalables avant de pouvoir procéder à l'exploitation du pétrole et du gaz extracôtiers, tout cela porte à croire qu'il est trop tôt pour lever le moratoire en vigueur.

Il parle de cela parce que nous nous préoccupons du fait que la réglementation fédérale est tout simplement inadéquate. Lorsqu'on tient compte des enjeux environnementaux qui existent en Colombie-Britannique, il devient nettement évident que les moratoires sur la circulation de pétroliers et sur le forage de puits de pétrole et de gaz doivent rester en vigueur.

• (1020)

Le rapport révèle l'existence de 26 secteurs où il y aurait des lacunes dans les connaissances. Le temps me manque pour décrire ces 26 secteurs, mais j'aimerais néanmoins en aborder quelques-uns.

Il y a notamment des lacunes dans les connaissances concernant l'identification des espèces de grande valeur, l'identification des secteurs stables et la surveillance des tremblements de terre. Rappelons aux Canadiens qui ne le sauraient pas que la zone où l'activité sismique est la plus forte au Canada se trouve chez nous. Il y a également des lacunes dans les connaissances concernant l'évaluation des impacts de la propagation acoustique, les trajectoires des déversements d'hydrocarbures, l'effet des déversements d'hydrocarbures sur les atterrages, les zones d'habitats essentiels, le comportement et la toxicité du gaz naturel en milieu marin, les impacts à long terme des taux de déversement et de récupération et les effets environnementaux cumulatifs. Ce ne sont là que quelques-uns des 26 graves sujets de préoccupation sous le rapport des lacunes dans les connaissances environnementales qui sont soulevés dans le rapport.

On lit plus loin dans le rapport que l'exploitation du pétrole et du gaz extracôtiers:

[...] aurait des effets néfastes sur l'environnement. Ces effets pourraient survenir aux étapes de l'exploration, de l'exploitation, de la production ou du déclassement. Certains impacts sont localisés et de courte durée, tandis que d'autres sont plus étendus et de plus longue durée.

Même si l'on s'entend généralement pour dire que l'environnement subira des effets néfastes, une grande incertitude règne quant à la nature et à l'ampleur précises de ces effets. Cette incertitude est attribuable à plusieurs facteurs. Premièrement, la recherche sur les impacts environnementaux de l'exploitation du pétrole et du gaz extracôtiers est incomplète; il existe des lacunes considérables sur le plan des connaissances. Deuxièmement, chaque écosystème subit des impacts qui lui sont propres. Des résultats se fondant sur l'expérience d'autres régions ne permettraient pas de prédire avec exactitude quels seraient les impacts en Colombie-Britannique. Troisièmement, les données sur les impacts se fondent sur des probabilités inconnues de voir des incidents comme un déversement accidentel d'hydrocarbures se produire. Quatrièmement, les impacts seraient différents selon le genre de réglementation, de pratiques de gestion et de technologies applicables à l'exploitation du pétrole et du gaz extracôtiers.

On lit encore ceci dans le rapport:

Les mesures de nettoyage des nappes d'hydrocarbures ne sont d'aucune efficacité pour atténuer les effets des déversements. Les efforts de nettoyage permettent de récupérer, en moyenne, entre 5 p. 100 et 15 p. 100 des hydrocarbures déversés, et

les activités de nettoyage elles-mêmes peuvent endommager davantage l'environnement.

Des recherches récentes révèlent que l'impact des déversements d'hydrocarbures continue de se faire sentir durant plusieurs décennies au moins. Le délai de récupération est, par conséquent, très long.

J'aimerais maintenant parler brièvement des arguments économiques. On nous rebat les oreilles avec ces arguments, surtout dans certains coins de la Colombie-Britannique où le taux de chômage est très élevé. On répète sans cesse que l'exploitation du pétrole et du gaz extracôtiers est nécessaire parce qu'elle crée de l'emploi dans nos collectivités.

Malheureusement, les faits disent le contraire. Dans le rapport, le comité d'examen présente une analyse socio-économique approfondie. Selon ce rapport:

L'exploitation pétrolière et gazière extracôtière requiert beaucoup de capitaux et crée peu d'emplois en plus de nécessiter des services très spécialisés et du matériel fabriqué ailleurs qu'en Colombie-Britannique. Par conséquent, les retombées économiques sont moindres par rapport à la valeur produite que ce que l'on observe dans presque tous les autres secteurs de l'économie de la province. Par exemple, le secteur des hydrocarbures crée environ 1,5 emploi (année-personne directe) par million de dollars de production comparativement à 3,5 emplois dans le secteur forestier, 3,5 dans le secteur de la chasse et du piégeage et 22,23 dans le secteur du tourisme.

Le comité a fait une comparaison avec le projet énergétique extracôtier de l'île de Sable en Nouvelle-Écosse. Il dit:

L'investissement de 2,3 milliards de dollars dans le projet énergétique extracôtier de l'île de Sable a permis de créer seulement 310 emplois directs; cela représente 7,4 millions de dollars par emploi créé. Aussi, 90 p. 100 des recettes tirées de la production gazière ont été touchées par des parties à l'extérieur de la Nouvelle-Écosse, principalement sous la forme de profits pour les sociétés exploitant la ressource. La Nouvelle-Écosse n'a touché que 6 p. 100 des recettes, sous forme de redevances et de taxes et les employés qui travaillent en Nouvelle-Écosse ont reçu 4 p. 100.

Par conséquent, il existe un argument contraire très solide concernant la création d'emplois.

Je pense qu'il est très clair que nous ne disposons pas d'information suffisante, ne serait-ce que pour envisager de lever le moratoire en Colombie-Britannique. Il faut tenir compte des répercussions sur la collectivité, des conséquences socio-économiques et de l'impact sur l'environnement, et toutes les parties concernées doivent participer aux pourparlers sur la possibilité de lever ce moratoire, y compris des représentants des Premières nations, des collectivités, du milieu des affaires certainement et des autres ordres de gouvernement.

Il doit s'agir d'un processus inclusif respectant le principe de précaution. À moins qu'on puisse démontrer sans équivoque qu'il n'y a pas de danger, le moratoire sur la circulation des pétroliers et sur l'exploitation pétrolière et gazière doit rester en place.

• (1025)

**Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, la députée de Nanaimo—Cowichan exprime vraiment les inquiétudes et les préoccupations que nous ressentons tous en Colombie-Britannique, non seulement au sujet de l'oléoduc d'Enbridge et des ravages qu'il pourrait causer, comme la députée l'a indiqué, en raison du passage de plus de 200 pétroliers dans des eaux très vulnérables, mais aussi au sujet du moratoire en vigueur sur l'exploitation des ressources pétrolières et gazières et sur la circulation des pétroliers.

*Travaux des subsides*

J'aimerais poser une question à la députée au sujet de l'oléoduc d'Enbridge. En Colombie-Britannique, les Premières nations, des groupes environnementaux, des organismes communautaires locaux et des organismes provinciaux et nationaux manifestent une opposition forte et résolue à l'égard ce projet. Je n'ai encore rencontré personne, à part les promoteurs de l'oléoduc, qui considère qu'il s'agit d'un bon projet.

La députée peut-elle présenter à la Chambre l'ampleur et la portée de l'opposition exprimée en Colombie-Britannique envers cet oléoduc et les dommages que ce dernier causera?

**Mme Jean Crowder:** Monsieur le Président, j'ai ici un article intitulé: « Les Premières nations expriment leur opposition à l'oléoduc Northern Gateway, accentuant les risques pour les investisseurs d'Enbridge. »

Les Premières nations et d'autres collectivités côtières sont très au fait du déversement de pétrole de l'*Exxon Valdez* et des ravages qu'il a causé dans le Nord. En voyant ce qui se passe actuellement dans le golfe du Mexique, de nombreuses personnes en Colombie-Britannique n'arrivent tout simplement pas à croire que nous envisagions la possibilité de faire venir plus de 200 pétroliers dans certaines des zones côtières les plus sauvages de la province.

Il y a un an à peine, les stocks de saumon sauvage de la rivière Fraser se sont effondrés. L'une des plus grandes inquiétudes à l'égard de toute exploitation des ressources pétrolières ou gazières ou de la circulation de pétroliers est l'incidence que cela pourrait avoir sur les stocks déjà fragiles de saumon sauvage.

Nous sommes très préoccupés par la santé générale de l'écosystème. Les Britanno-Colombiens indiquent très clairement qu'ils veulent que le moratoire reste en place. Ils ne veulent pas de ce genre d'exploitation des ressources en Colombie-Britannique.

• (1030)

**M. Jack Harris (St. John's-Est, NPD):** Monsieur le Président, j'invite la députée à se déplacer vers l'autre côte, à Terre-Neuve-et-Labrador où se trouve une baie connue sous le nom de baie Placentia. C'est une très grande baie qui est souvent noyée dans le brouillard et sujette à d'autres phénomènes météorologiques dangereux. Par ailleurs, il y a au fond de la baie une raffinerie ainsi qu'un port de transbordement.

Transport Canada a récemment mené une étude qui a démontré qu'il y a environ 8 200 déplacements de bateaux dans le port, ce qui inclut les pétroliers qui transportent le pétrole vers la raffinerie et en rapportent les produits raffinés et qui effectuent le transbordement du pétrole des Grands Bancs.

Parmi les critiques émises dans cette étude, soulignons le fait qu'on n'a pas prévu de méthode efficace pour faire face à un éventuel déversement de pétrole, que Transports Canada, qui est le premier répondant dans de tels cas, n'assure pas de coordination et que le matériel nécessaire en cas de déversement de pétrole se trouve à l'extérieur de la baie Placentia, à St. John's, et non pas à l'intérieur de la baie où la possibilité de devoir intervenir est la plus grande.

Si un tel examen devait avoir lieu, est-ce aussi le genre de choses que l'on pourrait étudier et qui pourrait peut-être nécessiter une modification des règlements en vue de les rendre plus stricts et de prévoir une intervention plus efficace en cas de déversement?

**Mme Jean Crowder:** Monsieur le Président, le rapport que je citais provenait de l'Université Simon Fraser. L'un des problèmes dont parlait ce rapport était le fait que la coordination intergouvernementale était souvent inexistante pour ce qui est du partage des renseignements, de l'encadrement et des règlements, et je ne parle

pas de coordination entre le gouvernement fédéral et les provinces, mais entre les divers ministères fédéraux. Lorsqu'il s'agit de répercussions sur les océans, il n'y a pas qu'Environnement Canada qui est en cause, mais aussi le MPO et le ministère des Transports.

Nous aimerions voir un effort coordonné au niveau des règlements plutôt que la structure traditionnelle de cloisonnement lorsque nous devons faire face à des problèmes environnementaux graves. Je le répète, en cas de déversement de pétrole, il est essentiel que nous puissions compter sur une approche coordonnée tant pour évaluer les risques de déversement que pour définir une stratégie de nettoyage.

[Français]

**M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD):** Monsieur le Président, je demande le consentement de la Chambre pour présenter la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, à la conclusion du débat d'aujourd'hui sur la motion d'opposition du NPD au nom de la députée d'Edmonton—Strathcona, toute question nécessaire pour disposer de cette motion soit réputée mise aux voix et que le vote par appel nominal soit réputé demandé et différé jusqu'au mardi 1<sup>er</sup> juin 2010 à la fin de la période prévue pour les ordres du gouvernement.

**Le vice-président:** L'honorable député a-t-il le consentement unanime de la Chambre afin de proposer la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Le vice-président:** La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée.)

[Traduction]

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, ce débat fournit une occasion d'assurer aux Canadiens qu'en ce qui concerne le développement de nos ressources naturelles, le gouvernement conservateur fait passer leur santé et leur sécurité en premier sans les dissocier des questions environnementales.

Nous sommes toujours sous le choc devant l'ampleur de la catastrophe écologique dans le golfe du Mexique et des conséquences environnementales qui en découlent pour nos voisins américains.

Comme le premier ministre l'a dit plus tôt ce mois-ci:

Le Canada s'est doté de règles environnementales strictes, notamment en ce qui concerne les puits d'intervention. L'Office national de l'énergie ne permet pas de travaux de forage à moins d'avoir la certitude qu'il est possible d'assurer la sécurité de l'environnement et des travailleurs. Permettez-moi d'assurer aux députés que nous continuerons d'imposer des normes environnementales très strictes au Canada.

C'est un fait.

• (1035)

[Français]

En matière de recherche de ressources énergétiques, de protection de l'environnement et de sécurité des travailleurs, le système réglementaire du Canada pour les forages en mer et partout ailleurs est l'un des meilleurs au monde.

[Traduction]

Nous espérons tous que les efforts en vue de colmater la fuite de pétrole dans le golfe du Mexique porteront bientôt fruit. Les médias de la planète suivent de près l'évolution de la situation et il est certain que ce désastre incitera les pays des quatre coins du monde à examiner minutieusement leurs activités extracôtières.

*Travaux des subsides*

Ici, au Canada, les autorités réglementaires n'ont pas tardé à entreprendre un examen et à formuler des exigences additionnelles visant à assurer que le matériel, les systèmes et les procédures nécessaires à la sûreté des opérations sont en place, et à protéger l'environnement.

Le 11 mai, l'Office national de l'énergie a annoncé la revue des exigences en matière de sécurité et d'environnement pour les forages extracôtiers dans l'Arctique.

Le 20 mai, l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers a indiqué que les activités de forage menées par Chevron dans le secteur du bassin Orphan faisaient l'objet de mesures de surveillance spéciales.

En outre, le gouvernement du Canada a une équipe qui surveille les efforts déployés dans le golfe du Mexique.

Je peux assurer aux députés que les exigences réglementaires s'appliquant au forage extracôtier sont considérables et qu'elles répondent à des normes élevées. Je crois qu'un examen approfondi, un examen qui cernerait tous les aspects du désastre dans le golfe du Mexique, permettra de conclure que les mesures de protection en place au Canada sont au-dessus de tout reproche. Dans le cas où elles ne le seraient pas, soyez assurés qu'elles seront renforcées.

[Français]

Les Canadiens seront heureux d'apprendre qu'à l'heure actuelle, nos lois et nos normes environnementales sont très sévères et qu'on a déjà un régime de sécurité bien développé pour le forage en mer.

Les plates-formes pétrolières et gazières utilisées dans l'industrie canadienne des forages en mer ainsi que l'équipement et la formation nécessaires à leur utilisation doivent être conformes à des normes réglementaires qui sont parmi les plus strictes au monde.

À l'heure actuelle, il n'y a pas de forage en mer dans le Nord. Permettez-moi de me répéter, parce que sur ce point, il semble y avoir beaucoup de confusion. À l'heure actuelle, il n'y a pas de puits de pétrole en train de se faire creuser en mer dans le Nord. Il n'y en a pas, pas un seul, et c'est aussi clair que cela.

Si des demandes d'autorisation de forage devaient être reçues à l'avenir, l'Office national de l'énergie, l'agence indépendante qui a la responsabilité d'évaluer ce genre de demandes, évaluerait chacune d'entre elles pour vérifier sa conformité aux strictes normes fédérales.

En ce qui concerne la côte est, l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extra-côtiers et l'Office Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers ont des responsabilités semblables et les appliquent avec la même rigueur.

Aucun forage ne peut avoir lieu à moins que l'office responsable ne soit pleinement convaincu que les plans de forage soient sécuritaires pour les travailleurs et pour l'environnement.

Ces mêmes offices exigent aussi des sociétés pétrolières et gazières qu'elles aient des plans de protection de l'environnement et d'intervention à jour en cas de déversement.

Il faut aussi dire que l'Office nationale de l'énergie et les offices des hydrocarbures extracôtiers ne travaillent pas en silo. Au contraire, ils travaillent ensemble. Ils travaillent en étroite collaboration. Ils entretiennent aussi souvent des rapports avec les autres organismes de réglementation du monde pour pouvoir tirer les leçons nécessaires de ce qui se passe ailleurs, et c'est justement ce qui se passe.

[Traduction]

Il est important que les Canadiens comprennent que, quand il est question d'activités extracôtiers, les décisions sont prises avec le plus grand soin et seulement après avoir minutieusement examiné tous les facteurs.

À l'heure actuelle, on ne fait pas de forage en mer ou de production pétrolière dans le Nord du Canada. Par ailleurs, il y a un moratoire sur les activités d'exploration pétrolière et gazière dans les régions nordiques de la baie d'Hudson. Aussi, tout récemment, le moratoire sur l'exploration extracôtiers dans le Banc Georges de la Nouvelle-Écosse a été prolongé jusqu'à la fin de 2015.

Compte tenu de l'importance de la question, comme on pourrait s'y attendre, le processus d'examen de l'Office national de l'énergie sera ouvert, transparent et extrêmement rigoureux. Tous les citoyens canadiens, surtout les Autochtones, pourront y prendre part.

• (1040)

[Français]

À la lumière du déversement dans le golfe, on examinera attentivement les mesures qui pourraient devoir être prises pour réduire le risque qu'un tel accident survienne ici.

Pour le moment, on a en place un cadre réglementaire robuste et solide. Mais comme tous les Canadiens, je suis scandalisé et très préoccupé par la catastrophe dans le golfe du Mexique. Cela me choque de voir l'ampleur des dommages environnementaux et des coûts économiques d'un tel déversement. Et comme tous les Canadiens, et tous les députés de cette Chambre, j'en suis convaincu, notre gouvernement conservateur veut s'assurer qu'un tel désastre ne surviendra jamais ici au Canada.

[Traduction]

La motion de la députée demande également que les règlements qui s'appliquent aux sables bitumineux fassent l'objet d'un examen.

Un article récent du *Calgary Herald* souligne ce qui suit:

Dans le cas des sables bitumineux, l'ampleur de la ressource a été définie, l'exploration ne comporte aucun risque et les problèmes environnementaux peuvent être réglés.

Voilà le premier point. Ce genre d'exploration ne comporte tout simplement pas le même degré de risque.

Deuxièmement, souvenons-nous que les règlements environnementaux qui s'appliquent aux sables bitumineux, tout comme ceux qui s'appliquent aux activités extracôtiers au Canada, comptent parmi les plus rigoureux du monde. Cependant, des préoccupations subsistent et nous déployons des efforts pour y remédier.

L'une des préoccupations est l'utilisation de l'eau. Moins de 1 p. 100 du débit annuel moyen de la rivière Athabasca est utilisée dans l'exploitation des sables bitumineux. Un cadre de gestion de l'eau est en place. Ce cadre prévoit la surveillance hebdomadaire du débit d'eau de la rivière Athabasca et, en fonction des données enregistrées, le rajustement des limites chaque semaine.

L'utilisation des terres est une autre préoccupation. Toute nouvelle demande d'exploitation des sables bitumineux doit comprendre un plan exhaustif et détaillé pour assainir et réhabiliter toute terre qui pourrait être touchée par l'exploitation. Il s'agit là d'une condition pour obtenir un permis. Les résidus sont surveillés et gérés conformément aux exigences environnementales les plus rigoureuses. Je fais remarquer que la performance environnementale dans les sables bitumineux s'améliore constamment.



De 1990 à 2007, les émissions de gaz à effet de serre par baril de pétrole produit ont chuté de près du tiers, l'un des meilleurs bilan de toute l'industrie canadienne

[Français]

Le captage et le stockage du carbone nous permettra de réduire de façon considérable les émissions de carbone provenant des sables bitumineux.

Cette technologie nous permettra aussi de réduire des émissions engendrées par la production d'électricité à partir du charbon. On fait d'une pierre deux coups.

Le Groupe de travail Canada-Alberta sur le captage et le stockage de carbone a estimé que l'application généralisée de cette technologie permettrait de réduire considérablement les émissions de GES du Canada, soit jusqu'à 600 millions de tonnes par année, ce qui correspond aux trois quarts de nos émissions annuelles actuelles.

Parce qu'on ne peut pas ignorer un tel potentiel, le gouvernement continue d'investir dans la recherche et dans des projets de démonstration pour perfectionner cette technologie.

En ce qui a trait à la question des eaux, il faut mentionner que 90 p. 100 de l'eau utilisée dans la production des sables bitumineux sont entièrement recyclés, et les producteurs se tournent de plus en plus souvent vers des sources souterraines qui donnent des eaux salines ou saumâtres impropres à la consommation humaine ou à l'agriculture.

Des recherches poussées permettent de continuer à trouver de nouveaux et de meilleurs moyens d'assainir les sols et de disposer des résidus.

Les recherches menées par des scientifiques de mon ministère sont très prometteuses. Elles ont élaboré un procédé de traitement des résidus secs par lequel ceux-ci seraient transformés en une sorte de brique. Le procédé donnerait des résidus à la fois secs et empilables pouvant éliminer tout à fait le besoin de créer des bassins de résidus, réduisant ainsi davantage les risques pour l'environnement.

À l'opposé de ces constantes améliorations sur le plan de l'environnement, il faut également tenir compte de l'importance économique et stratégique de la ressource.

Les sables bitumineux sont les deuxièmes plus importantes réserves prouvées dans le monde, soit 170 milliards de barils de pétrole. C'est assez pour fournir chaque goutte de pétrole dont les États-Unis auront besoin durant les 23 prochaines années.

Avec le progrès de la technologie, il est possible que ce rendement en vienne à presque doubler et atteindre plus de 300 milliards de barils. La contribution des sables bitumineux à la sécurité énergétique nord-américaine est immense et s'accroît presque tous les jours.

Comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et d'autres experts nous l'ont dit, le pétrole sera la principale source de carburant et de combustible dans le monde pendant de nombreuses décennies à venir. C'est un fait et une vérité, qu'on le veuille ou non. On peut ne pas l'aimer et en être choqué, et on peut continuer à développer des sources alternatives. C'est ce qu'on fait.

Toutefois, quand on gouverne, il faut aussi être responsable, et il faut accepter les faits et la réalité. Je répète donc que le pétrole sera la principale source de carburant et de combustible dans le monde pendant de nombreuses décennies à venir. C'est le temps de l'exploiter d'une façon plus propre, et c'est ce que ce gouvernement fait.

### *Travaux des subsides*

En fait, l'AIE prévoit que la demande mondiale en pétrole augmentera de près de 35 p. 100 au cours de 20 prochaines années. Il faut comprendre la chance qu'on a d'avoir une si formidable ressource pour alimenter notre propre économie et celle de notre voisin.

Soyons clairs sur ce point, la sécurité énergétique des États-Unis ainsi que la santé et le bien-être de l'économie américaine sont des facteurs très importants pour le Canada.

Les sables bitumineux ont fourni des emplois directs et indirects à près d'un quart de million de Canadiens en 2008 seulement. Ces avantages rejaillissent évidemment sur l'ensemble de notre pays. Selon une étude importante réalisée par le Canadian Energy Research Institute, 44 p. 100 des emplois générés par les investissements dans les sables bitumineux de l'Alberta se situent à l'extérieur de cette province.

Au cours des 25 prochaines années, les sables bitumineux pourraient, à eux seuls, fournir une contribution de 1,7 billion de dollars, donc 1 700 milliards de dollars, au PIB du Canada. Cela se traduit par plus de 326 000 bons emplois, et j'insiste, de bons emplois pour les Canadiens d'un océan à l'autre.

● (1045)

[Traduction]

Ces chiffres sont aussi impressionnants qu'ils sont importants pour, d'une part, la prospérité à venir et la qualité de vie des Canadiens, mais aussi, d'autre part, pour la sécurité énergétique et économique de notre plus important partenaire commercial et client numéro un, les États-Unis.

Il ne faudrait d'ailleurs surtout pas oublier que le développement de ces ressources extraordinaires, et je ne parle pas juste des sables bitumineux, mais aussi des réserves sous-marines de pétrole et de gaz et de toutes les nouvelles ressources énergétiques, comme le gaz de schiste ou le méthane, s'appuiera sur la réglementation la plus stricte et la plus rigoureuse du monde en matière d'environnement et de sécurité. Rien ne se fera tant qu'on n'aura pas prouvé qu'il n'y a aucun danger et que l'environnement est respecté.

Au Canada, les politiques et les règlements qui régissent l'énergie et le développement des autres ressources sont revus de façon quasi continue afin de s'assurer qu'ils demeurent efficaces à tous les égards, bref, qu'ils permettent d'assurer la sécurité des citoyens, qu'ils protègent l'environnement et qu'ils ne nuisent pas à l'économie. Et cette démarche n'est pas le seul apanage du gouvernement du Canada, car les provinces et les territoires se prêtent aussi au même exercice.

En fait, en tant que ministre des Ressources naturelles, je collabore déjà avec mes homologues provinciaux et territoriaux à la mise en oeuvre d'un processus dans le cadre duquel le régime réglementaire canadien sera revu de fond en comble afin de vérifier qu'il est aussi efficace que possible.

[Français]

Je remercie donc la députée d'Edmonton—Strathcona de sa motion, qui attire notre attention sur des enjeux très importants aujourd'hui.

Cette motion nous fournit une occasion en or de rassurer les Canadiens au sujet des protections offertes par les normes réglementaires du Canada. Comme je viens de le dire, ces normes sont à la fois modernes, robustes et en constante amélioration.

*Travaux des subsides*

[Traduction]

**M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, je veux aller droit à la question de l'examen, qui est inhérente à la motion. On y mentionne un engagement pris par le premier ministre au nom du Canada lors du sommet du G20 de Pittsburgh. Je parle ici des subventions pour l'extraction des carburants fossiles.

Le premier ministre a répété trois fois cette semaine à la Chambre des communes que le Canada n'offrait pas de subventions pour l'extraction des carburants fossiles et a mentionné l'allocation pour immobilisation accélérée contenue dans le budget de 2007, mais qui n'entre en vigueur qu'en 2011. Le premier ministre a clairement dit que nous examinerions, par exemple, les déductions pour amortissement accéléré pour les dépenses d'exploration et de mise en valeur et les actions accréditives.

Lors du sommet du G20, à Toronto, le Canada est censé présenter une stratégie de mise en oeuvre et un calendrier d'élimination de ces subventions. Le ministre des Ressources naturelles est responsable de ces subventions. Il pourrait peut-être aider les Canadiens à comprendre parce que la confusion règne dans ce dossier. Est-ce que le Canada a une stratégie d'élimination complète des subventions pour l'extraction des carburants fossiles à présenter au sommet du G20 à Toronto?

• (1050)

[Français]

**L'hon. Christian Paradis:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Effectivement, les amortissements en capital accéléré sont un incitatif qui avait été mis en place par le gouvernement libéral précédent. Cependant, il est important de souligner ce que notre premier ministre a dit haut et fort non seulement à la Chambre, mais partout dans le monde, c'est-à-dire qu'il faut éliminer les subventions. Sur ce plan, le Canada est un chef de file.

Nous continuerons d'assurer un leadership. Des engagements ont effectivement été pris à Pittsburgh, et nous allons continuer dans cette voie aux sommets du G20 et du G8. Le dossier du Canada à ce chapitre est fort éloquent: on est l'un des pays où il y a le moins de subventions au monde. On a une économie verte et il est important de continuer dans cette direction. Je suis très heureux du leadership de notre premier ministre en la matière. On est déjà champion pour ce qui est de l'élimination des subventions, mais on va continuer à travailler dans ce sens et à faire preuve de leadership.

**M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ):** Monsieur le Président, je suis un peu surpris du discours d'aujourd'hui du ministre, qui se dit rassurant par rapport aux forages actuels et futurs au Canada. Or la réalité est tout autre. Alors qu'au Sud, le président Obama dit que son gouvernement met un moratoire et attend les résultats d'une commission d'enquête, ici, le ministre continue à autoriser le forage pétrolier à 400 km de Saint-Jean, à Terre-Neuve.

Cependant, les fonctionnaires disent qu'en cas d'accident de forage, il faudrait faire venir une foreuse du golfe du Mexique capable de creuser un puits de secours. Cela pourrait prendre 11 jours avant de faire venir cette foreuse et de quatre à cinq mois pour forer un puits de secours.

Comment le ministre peut-il se prétendre rassurant par rapport aux projets de forage actuels alors que les gens de l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers nous disent que cela pourrait prendre des mois pour forer un puits de secours? Est-ce là un discours rassurant de la part du gouvernement?

**L'hon. Christian Paradis:** Monsieur le Président, effectivement, un forage se fait à l'est de Terre-Neuve-et-Labrador sous la compétence de l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers. Le 20 mai dernier, cet office a annoncé qu'il resserrerait les mesures de surveillance. C'est ce qui se passe présentement.

Comme je le disais, on ne travaille en silo. Du côté fédéral, il y a l'Office national de l'énergie qui revoit l'ensemble des règles. On est heureux que les Américains aient suspendu le forage dans le Nord. En fin de compte, ils viennent exactement où on en est. Au Canada, dans la mer de Beaufort, dans les eaux arctiques, aucun permis de forage n'est en cours. Aucun forage ne pourra se faire avant 2014. Cela nous donne amplement le temps d'étudier la question afin de parfaire les règles du Canada. Les États-Unis ont aussi suspendu les activités pour mieux comprendre. Autrement, il y aurait eu du forage dans six mois.

Cela démontre que nous avons un système solide. Ici, l'Office national de l'énergie est une entité indépendante en fonction depuis des années. Il faut faire attention. Je trouve très dangereux que l'opposition tente de politiser cette situation et de discréditer des agences scientifiques responsables et indépendantes du gouvernement, qui ont justement pour mandat d'appliquer les normes les plus sévères qui protègent le mieux l'environnement.

[Traduction]

**Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NPD):** Monsieur le Président, j'ai écouté les déclarations ronflantes du gouvernement. L'important pour le gouvernement c'est de continuer de subventionner le secteur du pétrole et du gaz et de continuer d'exporter nos ressources aux États-Unis.

J'ai maintes fois entendu le gouvernement déclarer à la Chambre qu'il voulait s'aligner sur les lois et les politiques des États-Unis concernant l'énergie et l'environnement, mais pensons à la catastrophe qui a lieu dans le golfe du Mexique et au risque d'une catastrophe encore plus grave dans notre Arctique. Au moment où se produisait la catastrophe dans le golfe du Mexique, l'Office national de l'énergie était sur le point d'entendre une demande d'allègement des exigences rattachées aux puits de secours. Dans l'Arctique, il faudrait trois ans pour creuser un puits de secours plutôt que deux ou trois mois, comme dans le golfe du Mexique.

Le ministre s'engagera-t-il à élargir son examen? Garantira-t-il la participation du public et le paiement des frais de participation pour que les gens puissent présenter leurs propres experts indépendants et, si nécessaire, avoir recours à des conseillers juridiques pour l'examen visant à améliorer la réglementation et la gouvernance dans un secteur critique?

• (1055)

[Français]

**L'hon. Christian Paradis:** Monsieur le Président, une chose est claire, ce qui se passe dans le golfe du Mexique est catastrophique et il ne fait aucune doute que nous sommes tous scandalisés. Maintenant, il y a beaucoup de « si ». Il ne faut pas non plus dire que cela va arriver de façon indubitable ici, au Canada. Des règles sont en vigueur.

Premièrement, aucun projet ne sera mis en place sans que le gouvernement et l'Office national de l'énergie et régulateur canadien ne soient convaincus que la santé des travailleurs et que l'environnement sont protégés. C'est la première des choses. C'est la prémisse de base.

Maintenant, comme ma collègue le sait, l'Office national de l'énergie a dit le 12 mai dernier qu'il revoyait dans son ensemble toute la réglementation qui s'applique sur le plan du forage en mer et qu'il tiendrait des audiences où le public serait invité. Cela se fera de façon ouverte et transparente.

Alors, on prend justement les incidents qui se sont déroulés dans le golfe du Mexique pour mieux comprendre ce qui s'est passé et pour parfaire notre réglementation. Cela va se faire de façon ouverte et transparente. Entre-temps, il n'y a pas de licence dans le Nord ni dans la mer de Beaufort. Rien ne se passe à l'heure actuelle. À toutes fins pratiques, rien ne s'y passera jusqu'en 2014. Il n'y a même pas de bateaux qui sont là pour forer. Il n'y a absolument rien, il n'y a aucune activité.

Cela donne un minimum cinq ans pour mieux comprendre et pour parfaire nos connaissances à ce niveau. C'est pour cela que je disais que c'est rassurant de voir que l'administration Obama, aux États-Unis, ait justement décidé de s'en aller elle aussi vers une agence indépendante, comme nous en avons une depuis des années, et que deuxièmement, elle ait décidé de suspendre les activités pour elle aussi mieux comprendre ce qui se passe et voir dans le futur ce qui peut être fait pour mieux assurer la protection de l'environnement.

[Traduction]

**M. Richard Harris (Cariboo—Prince George, PCC):** Monsieur le Président, en raison de certaines déclarations de l'opposition, beaucoup de Canadiens croient qu'il y a des vastes opérations de forage au large des côtes du Grand Nord. Ce n'est pas vrai. Compte tenu des déclarations trompeuses faites par l'opposition au cours des dernières semaines, je crois qu'il serait approprié pour le ministre d'aborder cette question et d'assurer aux Canadiens qu'il n'y a pas du tout d'opérations de forage au large des côtes du Grand Nord.

[Français]

**L'hon. Christian Paradis:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

En effet, aucune licence et aucune autorisation n'a été émise pour du forage dans les eaux arctiques ni dans la mer de Beaufort. C'est la situation présentement. Alors, si jamais les projets étaient menés à terme tôt ou tard, rien ne se déroulerait avant cinq ans au minimum. Cela nous donne justement le temps, en collaboration avec l'Office national de l'énergie, de mener une étude exhaustive et de consulter pour mieux parfaire nos connaissances et pour améliorer la situation. On vise toujours la protection de l'environnement. C'est ce que tout le monde veut ici et c'est justement ce sur quoi on s'attarde.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### L'INITIATIVE PARLEMENTAIRE DE MISE EN FORME

**M. John Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, PCC):** Monsieur le Président, les Canadiens doivent profiter de l'élan des Jeux olympiques et paralympiques de 2010.

En tant que représentant de la circonscription où une grande partie des épreuves se sont déroulées, je suis honoré de travailler avec les députés et les sénateurs de tous les partis afin de promouvoir l'Initiative parlementaire de mise en forme 2010, qui vise à favoriser la forme physique et la bonne santé de tous les Canadiens.

Je recueillerai des fonds pour nos athlètes en participant à la course de cinq kilomètres avec ma famille ce samedi lors de la Fin de semaine de course d'Ottawa. Tous les membres de la famille Weston,

### Déclarations de députés

qui comprend ma femme Donna et mes trois enfants Shane, Jake et Mei Mei, qui se trouvent sur la Colline aujourd'hui, participeront à cet événement.

La fondation Canadian Athletes Now est un organisme de bienfaisance enregistré qui facilite la campagne de financement. Depuis 1997, cet organisme a recueilli plus de 11 millions de dollars pour aider des centaines d'athlètes canadiens à réaliser leur rêve de participer à des compétitions internationales. Les membres de ma famille, les habitants de ma circonscription et tous les Canadiens appuient nos héros olympiques et paralympiques et les considèrent comme d'excellents modèles.

\* \* \*

● (1100)

### L'UKRAINE

**M. Borys Wrzesnewskij (Etobicoke-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, la communauté ukraino-canadienne, forte de 1,2 million de membres, est angoissée, en raison des récentes tentatives visant à museler les médias ukrainiens et des accusations criminelles forgées de toutes pièces portées contre des chefs de l'opposition.

Chose incroyable, des agents des services secrets ont même essayé d'intimider des recteurs d'université. Le 18 mai, un agent des services secrets a appelé le père Borys Gudziak, recteur de l'Université Catholique d'Ukraine, sur son téléphone cellulaire et, vingt minutes plus tard, ce dernier était dans son bureau. Pendant une heure, l'agent a essayé de s'assurer les services du recteur, afin que celui-ci espionne des étudiants militants et lui donne les noms des étudiants qui organisent des protestations.

Jamais depuis l'époque de l'Union soviétique l'Église catholique ukrainienne, ses institutions, ses prêtres et ses étudiants n'avaient été menacés de la sorte.

Le Canada entretient des liens particuliers avec l'Ukraine et a accompagné le peuple ukrainien dans sa marche vers la souveraineté et la démocratie.

Aujourd'hui, nous appuyons les étudiants et les journalistes ukrainiens, ainsi que tous ceux qui ont pris le parti d'une Ukraine libre et indépendante.

\* \* \*

[Français]

### LA FRANCOPHONIE

**Mme Monique Guay (Rivière-du-Nord, BQ):** Monsieur le Président, l'Université du Québec en Outaouais, l'UQO, innovera en juin prochain en offrant une première édition de l'Université d'été sur la francophonie des Amériques. En tandem avec l'Université Laval, l'UQO offrira la deuxième partie de cette université d'été. Cet événement est le résultat de la collaboration avec la Chaire Senghor de l'UQO et le Centre de la francophonie des Amériques.

### *Déclarations de députés*

Cette première édition réunira une quinzaine d'experts, dont Graham Fraser, commissaire aux langues officielles, Benoît Pelletier, ancien député du Québec, Barry Ancelet, de l'Université de Lafayette, Virgil Benoit, de l'Université du Dakota du Nord, ainsi que des représentants de Mexico, du Maine, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Québec. Ils viendront mettre en commun leurs connaissances et débattront de la francophonie des Amériques. Ce sera la toute première fois que ces chercheurs seront réunis au même endroit pour échanger sur le fait français.

Je suis certaine que cet événement sera une grande réussite et je salue cette heureuse initiative.

\* \* \*

[Traduction]

#### **LE PROJET DE MÉMOIRE INTERGÉNÉRATIONNELLE**

**M. Claude Gravelle (Nickel Belt, NPD):** Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole pour porter à l'attention de la Chambre un projet scolaire unique en son genre créé par Mme Camille Dupuis et sa collègue à l'école secondaire Lasalle.

Créé en 2008, le projet de mémoire intergénérationnelle jumelle une personne âgée avec deux élèves qui, pendant quelques mois, aident celle-ci à transcrire l'histoire de sa vie. À la fin, les élèves présentent à la personne âgée un album résumant sa vie.

Je peux témoigner personnellement du fabuleux travail de ces élèves parce que deux d'entre eux, Alexandra Burgess et Alyssa Sabourin, ont travaillé en étroite collaboration avec mon père, Conrad Gravelle, pour créer l'album de sa vie.

C'est un projet brillant. Les élèves développent de l'empathie à l'égard des personnes âgées tout en apprenant la contribution qu'elles ont faite à leur collectivité. Les personnes âgées ont de la compagnie, ce dont elles ont besoin, et ont une occasion en or de coucher leur histoire sur papier.

Je félicite Mme Dupuis et les élèves qui ont participé à ce projet au cours des trois dernières années, ainsi que l'école et le conseil scolaire de l'appui qu'ils ont accordé au projet.

J'espère que d'autres écoles offriront à leurs élèves la possibilité de participer à un projet de mémoire intergénérationnelle.

\* \* \*

#### **LE BÉNÉVOLAT**

**M. Greg Rickford (Kenora, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour célébrer les réalisations d'une femme extraordinaire de ma circonscription. Betty Thompson a récemment remporté un prix du partenariat pour l'excellence pour le travail bénévole qu'elle accomplit au centre de santé régional de Dryden.

Ce prix est décerné aux personnes qui ont à coeur les valeurs de l'hôpital et qui font du travail exceptionnel pour rendre le séjour des patients plus agréable. Betty a commencé à faire du bénévolat en 2004. Au début, elle passait quatre heures par semaine à la réception pour accueillir les patients et elle a volontiers accepté des responsabilités accrues au point où elle donne maintenant plus de 60 heures de son temps par mois.

L'an dernier, Betty a obtenu son accréditation de super hôtesse de l'Ontario en participant à un atelier visant à enseigner les compétences et les techniques nécessaires pour offrir d'excellents services.

Les bénévoles jouent un rôle indispensable dans beaucoup d'organisations. Je sais que les patients apprécient son engagement et son dévouement.

Selon la personne qui a proposé sa candidature, Betty accueille tout le monde avec le sourire, leur donne des conseils utiles et leur accorde une attention toute spéciale. Voilà encore une autre électrice qui fait de Kenora une circonscription si merveilleuse.

\* \* \*

#### **LES PENSIONS**

**L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, à cette même date en 1927, le premier ministre libéral sir William Lyon Mackenzie King approuvait la mise en oeuvre du régime de pensions de vieillesse. Il s'agissait d'une étape historique qui a donné lieu à la mise en oeuvre de la première mesure législative importante axée sur le bien-être de la population qui assurait le versement de prestations aux Canadiens du troisième âge dans le besoin.

Malheureusement, les conservateurs étaient déjà contre ce genre de mesures sociales. En 1963, quand le premier ministre libéral Lester Pearson a commencé à travailler sur le Régime de pensions du Canada, les conservateurs se sont encore une fois insurgés vigoureusement contre l'idée d'offrir aux travailleurs canadiens la sécurité du revenu de retraite.

De toute évidence, le Parti conservateur résiste depuis longtemps à l'idée d'améliorer les régimes de pensions canadiens. Les conservateurs se sont opposés à la Pension de la sécurité de la vieillesse et au Régime de pensions du Canada proposés par les libéraux et, aujourd'hui, ils font obstacle aux mesures visant véritablement à assurer la sécurité des pensions.

Quand le premier ministre mettra-t-il de côté la feuille de route lamentable de son parti à l'égard des pensions pour admettre que l'approche des conservateurs davantage axée sur les discours que sur des mesures concrètes nuit à une véritable réforme des pensions?

\* \* \*

● (1105)

#### **L'ASSURANCE-EMPLOI**

**M. Pierre Poilievre (Nepean—Carleton, PCC):** Monsieur le Président, il arrive parfois que des députés de tous les partis unissent leurs efforts sans faire trop de bruit et qu'ils prennent les mesures qui s'imposent pour la population qu'ils servent. Ce qui s'est passé cette semaine au Comité des ressources humaines en est un exemple frappant.

Le comité étudie la Loi sur l'équité pour les familles militaires, qui a été inspirée par une idée du major Duquette portée à mon attention il y a quelques mois. Il tentait de corriger une injustice dans le système d'assurance-emploi, qui prive les familles de militaires de prestations dûment cotisées et qui, en fait, traite mieux les criminels que les soldats.

Le major Duquette a témoigné devant le comité par téléconférence, alors que sa femme l'a fait ici, à Ottawa, en personne. C'était émouvant de les voir entrer en communication pour la première fois depuis des mois. Leur visage s'est éclairé lorsque l'écran a été allumé.

À la suite des témoignages, le comité a adopté le projet de loi à l'unanimité, ce qui prouve que, lorsque nous unissons nos efforts pour servir nos militaires, leurs familles et tous nos électeurs, nous pouvons adopter les mesures qui s'imposent.

[Français]

### AMNISTIE INTERNATIONALE

**M. Jean Dorion (Longueuil—Pierre-Boucher, BQ):** Monsieur le Président, Amnesty internationale est préoccupée: elle qualifie de flagrante la détérioration de l'appui du gouvernement canadien aux droits fondamentaux et à la démocratie.

En outre, selon un rapport émis hier, Amnesty dénonce l'affaiblissement de la protection des droits humains au Canada, dont ceux des Autochtones dans la délivrance de permis pour l'exploitation des mines, des forêts, du pétrole et d'autres ressources naturelles. Amnesty juge aussi indéfendable la non-ratification de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et déplore l'inaction du gouvernement face à la violence contre les femmes autochtones.

Les remontrances d'Amnesty ne s'arrêtent pas là: rappelant le témoignage de Richard Colvin, l'organisme s'inquiète du sort réservé aux prisonniers afghans. Elle a aussi souligné le fait que l'enfant-soldat Omar Khadr est le seul Occidental toujours détenu à Guantanamo.

S'il veut cesser de faire le cancre sur le plan international, le gouvernement canadien doit retrouver sa crédibilité en matière de droits de la personne.

\* \* \*

[Traduction]

### LE REGISTRE DES ARMES À FEU

**L'hon. Jim Abbott (Kootenay—Columbia, PCC):** Monsieur le Président, la décision du chef du Parti libéral de forcer ses députés à suivre la ligne de parti lors du vote sur le registre des armes d'épaule ne touche pas seulement les huit députés qui ont déjà voté pour l'abolition de ce registre coûteux. Dans ma circonscription, Kootenay—Columbia, cette décision a rebuté un éventuel candidat libéral, Brent Bush. Il a dit ceci en parlant du chef des libéraux:

[Il] a fait volte-face et déclaré que le vote à l'étape de la troisième lecture du projet de loi sera soumis à la discipline de parti.

Il a ajouté ceci:

Forcer un député ou un candidat éventuel à suivre la ligne de parti lors d'un vote, même si cela va à l'encontre des intérêts des électeurs d'une circonscription, est clairement incompatible avec les principes de la démocratie représentative.

Selon le chef des libéraux, durcir le ton à l'endroit des criminels signifie punir les agriculteurs et les chasseurs de canards. Ces huit députés libéraux doivent agir consciencieusement et voter pour l'abolition du registre des armes d'épaule, ou voter pour son maintien...

**Le vice-président:** Le député de Hull—Aylmer a la parole.

\* \* \*

[Français]

### LE REGISTRE DES ARMES À FEU

**Mr. Marcel Proulx (Hull—Aylmer, Lib.):** Monsieur le Président, hier, le ministre de la Sécurité publique du Québec est venu demander aux conservateurs et néo-démocrates de sauver le registre.

En sept ans, le registre a sauvé 2 100 vies. C'est trop cher pour le NPD et les conservateurs de sauver 300 vies par année pour 4 millions de dollars? On parle de 4 millions de dollars comparés à 1 milliard de dollars qu'ils vont dépenser pour trois jours de sécurité au G8 et au G20.

### Déclarations de députés

Ce milliard de dollars de gaspillage conservateur financerait le registre jusqu'en l'an 2260.

On paye 1 milliard de dollars pour l'incompétence du premier ministre, mais on refuse de sauver 300 vies canadiennes par année pour les 250 prochaines années. Cela ferait 75 000 vies sauvées.

[Traduction]

Oui, le milliard de dollars qui sera dépensé pour assurer trois jours de sécurité pendant les sommets permettrait de financer le registre pendant les 250 prochaines années. Ce milliard de dollars sauverait la vie de 75 000 Canadiens.

• (1110)

[Français]

Le ministre québécois de la Sécurité publique l'a dit: le message conservateur sur la loi et l'ordre est complètement incohérent avec leurs politiques.

\* \* \*

### LA FISCALITÉ

**M. Jacques Gourde (Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière, PCC):** Monsieur le Président, une étude de l'Université de Calgary confirme ce que nous avons toujours su: le plan des libéraux d'augmenter le fardeau fiscal tuera des emplois. L'étude souligne que le plan des libéraux est très mal avisé et qu'il nuirait à la compétitivité fiscale du Canada par rapport aux autres pays de l'OCDE.

Notre gouvernement sait qu'un faible fardeau fiscal crée des emplois et stimule la croissance économique. Voilà pourquoi l'allègement fiscal est un élément clé du Plan d'action économique du Canada, un plan qui a permis de créer 285 000 nouveaux emplois nets depuis juillet dernier.

Alors que la reprise économique reste fragile, les libéraux augmenteraient le fardeau fiscal et tueraient des milliers et des milliers d'emplois.

Le fait que le chef du Parti libéral veuille augmenter l'imposition des sociétés, hausser la TPS et concevoir une taxe sur le carbone montre une fois de plus qu'il ne s'intéresse pas aux Canadiens. Il ne pense qu'à lui-même.

\* \* \*

[Traduction]

### LE SECTEUR MINIER

**M. Malcolm Allen (Welland, NPD):** Monsieur le Président, je me suis joint hier aux métallurgistes de Port Colborne, entre autres, qui se sont rassemblés sur la Colline du Parlement pour demander au gouvernement de mettre un terme aux prises de contrôle par des intérêts étrangers qui entraînent des pertes d'emplois au Canada au nom de profits réalisés à l'étranger.

Mes électeurs subissent les dures conséquences de ces ententes. Les travailleurs de Vale Inco sont sans travail depuis 11 mois. Pendant qu'ils luttent pour obtenir l'entente équitable dont ils ont besoin et le respect qu'ils méritent, ces travailleurs et leur famille sont durement éprouvés.

### Déclarations de députés

Hier, la société Vale Inco a finalement accepté de reprendre en juin les négociations, qui seront menées par un médiateur provincial. Il s'agit d'une bonne nouvelle, mais Vale Inco cherche toujours le moyen d'abandonner des travailleurs. On a dit aux employés congédiés pendant la grève qu'ils ne travailleraient plus jamais dans l'entreprise. Ce comportement honteux existe parce que le gouvernement, en permettant la prise de contrôle par des intérêts étrangers, ne réussit pas à protéger les travailleurs et l'économie canadienne. En outre, les conservateurs refusent toujours d'intervenir et de forcer la société Vale Inco à négocier de bonne foi. Les Canadiens méritent mieux que cela.

Je demande à Vale Inco de négocier une entente équitable avec tous les travailleurs, y compris les employés congédiés, et aux conservateurs de se porter enfin à la défense des travailleurs du Canada et de leur famille.

\* \* \*

### L'ASSURANCE-EMPLOI

**M. Merv Tweed (Brandon—Souris, PCC):** Monsieur le Président, les bonnes nouvelles méritent d'être répétées. Je suis donc ravi d'informer la Chambre que le projet de loi C-13, Loi sur l'équité pour les familles militaires, a franchi mercredi l'étape de l'étude en comité avec un appui unanime.

Grâce à ce projet de loi, rien n'empêchera plus les militaires des Forces canadiennes qui servent notre pays avec tant de fierté de passer du temps de qualité avec leurs nouveau-nés à leur retour de service.

Le major Duquette, qui a été le premier à porter ce problème à l'attention du député de Nepean—Carleton, a comparu par téléconférence à partir de Kaboul, en Afghanistan. Son épouse, Anne, a comparu en personne. Le major Duquette a déclaré que l'éventuelle adoption de ce projet de loi serait la plus grande réalisation d'une carrière militaire qui inspire la fierté, du fait que cette mesure législative aura un impact durable sur la vie des familles militaires.

Je demande instamment à tous les partis de collaborer à l'adoption rapide de ce projet de loi afin que les familles militaires deviennent admissibles à ces avantages qu'ils méritent amplement.

\* \* \*

[Français]

### LA SANTÉ MATERNELLE

**Mme Meili Faille (Vaudreuil-Soulanges, BQ):** Monsieur le Président, les ministres de la Condition féminine et de la Coopération internationale ont répété toute la semaine l'importance de sauver la vie de femmes et d'enfants qui meurent faute de soins dans les pays en voie de développement. Oui, bien sûr.

Mais en cette Journée internationale d'action pour la santé des femmes, ces ministres savent-elles qu'en refusant de financer l'accès à l'avortement pour les femmes dans les pays en voie de développement, elles acceptent que, chaque année, plus de 70 000 femmes meurent faute d'avoir accès à ce service? Ce gouvernement n'a-t-il aucune compassion pour ces femmes qui meurent par excès de dogmatisme?

Les conservateurs ont beau dire qu'ils ne veulent pour rouvrir le débat sur l'avortement, il reste que les députés d'arrière-banc ont toute la liberté voulue pour déposer des projets de loi en limitant l'accès, avec l'approbation évidente d'un premier ministre qui a un contrôle obsessionnel sur tout.

Les conservateurs doivent écouter ce que la population québécoise et canadienne leur dit et financer l'accès à l'avortement dans les pays en voie de développement, tout en maintenant ce service...

**Le vice-président:** L'honorable député d'Ottawa-Sud a la parole.

\* \* \*

[Traduction]

### LE REGISTRE DES ARMES À FEU

**M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, au Comité de la sécurité publique, mercredi, la députée de Saint-Boniface a lancé une attaque scandaleuse et tout à fait gratuite contre le chef de la police de Toronto, Bill Blair.

Elle a dit: « Certains agents ont subi des représailles de chefs de police, comme M. Blair, qui les a mutés lorsqu'ils ont parlé contre [le registre des armes à feu]. C'est la raison pour laquelle ils ne parlent pas aujourd'hui et ont peur de donner leur opinion. »

C'est une atteinte honteuse à la réputation du chef Blair, qui, pendant ses 33 années de carrière, a occupé presque toutes les fonctions dans la police dans certains des quartiers les plus durs du pays.

Selon l'Association canadienne des chefs de police, le registre des armes à feu assure la sécurité dans nos collectivités. L'Association canadienne des policiers est du même avis tout comme la GRC, les pédiatres, les médecins, les victimes de même que les syndicats et les groupes de femmes. Le procureur général de l'Ontario dit que le soutien du registre des armes à feu est d'une ampleur sans précédent.

Le gouvernement devrait défendre la police plutôt que de la salir. Il devrait défendre les victimes, appuyer les médecins et sauver des vies en sauvant le registre des armes à feu.

La députée devrait présenter des excuses pour cette attaque effroyable et injustifiable. C'est une conduite indigne d'un député.

\* \* \*

● (1115)

### LA FISCALITÉ

**M. Tom Lukiwski (Regina—Lumsden—Lake Centre, PCC):** Monsieur le Président, hier, des spécialistes ont confirmé ce que nous savions depuis le début. Le plan du chef libéral visant à augmenter les impôts fera disparaître des emplois. Une étude effectuée par l'Université de Calgary révèle que les hausses d'impôt préconisées par les libéraux entraîneraient directement la perte de 233 000 emplois. L'étude qualifie le plan du chef libéral de « grave erreur » qui placerait le Canada dans une situation désavantageuse par rapport aux autres pays de l'OCDE.

Plus tôt cette année, une autre étude indépendante indiquait que l'augmentation de la TPS préconisée par le chef libéral causerait la perte de 162 000 emplois au Canada.

Le gouvernement sait que de faibles taux d'imposition favorisent la création d'emplois et stimulent la croissance économique. C'est pourquoi les réductions d'impôt font partie du Plan d'action économique du Canada, qui a permis de créer quelques 285 000 emplois nets depuis juillet dernier. Au moment où notre reprise économique est encore fragile, les augmentations d'impôt préconisées par le chef libéral entraîneraient la perte de près de 400 000 emplois.

En se prononçant en faveur de hausses d'impôt qui causeraient la perte de centaines de milliers d'emplois, le chef libéral montre une fois de plus qu'il ne défend pas les intérêts des Canadiens.

*Questions orales***QUESTIONS ORALES***[Traduction]***LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**M. Mark Holland (Ajax—Pickering, Lib.):** Monsieur le Président, hier, le gouvernement a invoqué les événements du 11 septembre 2001 pour tenter de justifier des dépenses supérieures de 300 p. 100 au coût de tout autre sommet jamais organisé.

Depuis les attentats du 11 septembre, il y a eu 11 sommets, dont celui de Londres, en Angleterre, qui a eu lieu l'an dernier à un coût inférieur de 5 000 p. 100 à ce qui est prévu cette année. On ne peut pas se servir du mot « sécurité » comme échappatoire pour éviter de rendre des comptes.

Comment le gouvernement a-t-il laissé ce sommet devenir, et de loin, la réunion la plus coûteuse jamais tenue où que ce soit dans le monde?

**M. Dave MacKenzie (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, depuis les événements tragiques du 11 septembre 2001, la sécurité accrue fait malheureusement partie de la réalité, et la sécurité coûte de l'argent. Nous accueillons deux événements internationaux l'un après l'autre, un fait sans précédent.

Tous les coûts ont été prévus, et ces prévisions sont respectées. Comme nous l'avons vu avec l'attentat à la bombe incendiaire à Ottawa et les dommages causés à Toronto hier soir, les événements comme les sommets du G8 et du G20 attirent des voyous et d'autres marginaux qui cherchent désespérément à attirer l'attention. Le Canada, à titre d'hôte des sommets du G8 et du G20, doit être prêt à réagir à toute situation ou à toute menace à la sécurité de nos invités, et c'est exactement ce que nous faisons.

**M. Mark Holland (Ajax—Pickering, Lib.):** Monsieur le Président, la seule chose sans précédent est le coût. Je répète que 11 sommets ont été tenus, tous à un coût incroyablement moindre. En fait, dans le cas de celui de Londres, l'an dernier, la différence de coût était de 5 000 p. 100.

Il est clair que le gouvernement ne comprend pas. Nous sommes en récession. Des milliers de Canadiens n'ont pas d'emplois. Les conservateurs ont accumulé le plus important déficit de l'histoire du Canada. Nous n'avons pas les moyens de dépenser 1 milliard de dollars pour des réunions qui dureront 72 heures.

Le ministre de la Sécurité publique dit maintenant que tout cela coûte « très cher » et demande si « de telles réunions sont nécessaires ».

Pourquoi diable n'a-t-il pas posé de questions avant d'autoriser des dépenses de 1 milliard de dollars?

**M. Dave MacKenzie (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, les Canadiens ont été secoués par l'attentat à la bombe incendiaire dans une succursale de la Banque royale à Ottawa la semaine dernière et par les dommages causés à Toronto hier soir. Ces incidents montrent parfaitement pourquoi nous devons être prêts à faire face aux voyous qui veulent compromettre notre sécurité.

Nos préparatifs vont bon train et les sommets du G8 et du G20 que nous accueillerons chez nous se dérouleront en toute sécurité. Notre plan de sécurité a été élaboré et chiffré par les plus grands experts canadiens dans le domaine. Les fonds ont été prévus. Nous sommes honorés d'accueillir les dirigeants les plus influents du monde à l'occasion de ces sommets en juin.

Contrairement au chef libéral, qui a dit avoir honte du Canada, nous sommes fiers de notre pays et prêts à le mettre en valeur sur la scène internationale.

**M. Mark Holland (Ajax—Pickering, Lib.):** Monsieur le Président, il ne s'agit pas ici d'une question de sécurité, mais bien d'une question d'incompétence et de mauvaise gestion.

Le gouvernement affirme qu'il n'a pas les moyens de bonifier les prestations d'assurance-emploi pour les survivantes du cancer du sein. Il dit aux policiers et aux pompiers qu'il n'y a pas d'argent pour les familles de ceux qui sont morts dans l'exercice de leurs fonctions. Il dit à ceux qui ont perdu leur emploi au cours de la récession qu'il n'a pas d'argent pour les aider, mais il a 1 milliard de dollars à dépenser pour les 72 heures de réunions les plus coûteuses jamais tenues.

Le gouvernement admettra-t-il simplement que sa mauvaise gestion, sa planification inefficace et son désir de tenir ces réunions dans la circonscription d'un ministre ont volé 1 milliard de dollars qui aurait pu servir au financement des priorités vraiment importantes pour les Canadiens?

**M. Dave MacKenzie (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, ce n'est pas parce que le député le dit que c'est vrai.

Le Canada est honoré d'accueillir les dirigeants les plus influents du monde à l'occasion des sommets du G8 et du G20 en juin. Il s'agit d'événements importants qui nécessitent une planification complexe en matière de sécurité afin que nous soyons prêts. Comme c'est le cas pour tous les événements de cette envergure, la priorité doit toujours être la sécurité des Canadiens, des participants et des visiteurs.

Nous avons réussi à veiller à ce que les Jeux olympiques que nous avons accueillis se déroulent en toute sécurité et puissent ainsi faire la fierté des Canadiens, et nous veillerons aussi à ce que la sécurité pour ces sommets soit aussi efficace et bien gérée.

\* \* \*

● (1120)

*[Français]***LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION**

**Mme Raymonde Folco (Laval—Les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, Citoyenneté et Immigration Canada refuse des visas à 60 représentants d'organismes d'aveugles africains parce qu'il les soupçonne de vouloir rester au Canada après leur conférence à Laval.

Ces non-voyants de l'Union Francophone des Aveugles viennent au Canada dans un cadre de coopération internationale, mais le gouvernement conservateur les traite comme des criminels.

Après les Africaines victimes de viol, pourquoi ce gouvernement s'acharne-t-il sur les plus démunis d'Afrique?

*[Traduction]*

**M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC):** Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question, bien qu'elle n'ait rien à voir avec la criminalité. La députée devrait être extrêmement claire lorsqu'elle emploie de tels termes.

*Questions orales*

Je ne peux pas parler des détails de tout refus d'accorder un visa sans le consentement du demandeur. Cela dit, les décisions concernant les visas sont prises au cas par cas par des fonctionnaires indépendants bien formés qui appliquent la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, et non par des politiciens. Parmi les facteurs dont ils tiennent compte, il y a la probabilité qu'un demandeur viole les conditions d'un visa temporaire en choisissant, par exemple, de ne plus quitter le Canada.

**Mme Raymonde Folco (Laval—Les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement traite les Africains aveugles comme des criminels. Je suppose que c'est parce qu'ils viennent d'Afrique et non parce qu'ils sont aveugles puisque les représentants des pays autres que les pays africains ont obtenu leurs visas. Il y a certainement une façon de faire venir ces gens au Canada pour cette conférence.

Le gouvernement s'occupera-t-il de régler cette question dès maintenant afin que la conférence puisse se dérouler avec la participation des délégués africains?

**M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC):** Monsieur le Président, je suis toujours prêt à donner des éclaircissements au besoin. Une des responsabilités de l'opposition est justement de demander des éclaircissements. J'ai répondu à la question. Mais voilà que la députée fait des allégations sans aucun fondement qui n'ont rien à voir avec la question. Le gouvernement ne se laissera pas traiter de façon injuste sur un point qui n'a rien à voir avec sa politique.

\* \* \*

[Français]

**LES VALEURS MOBILIÈRES**

**Mme Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry, BQ):** Monsieur le Président, le chat est sorti du sac. Le ministre des Finances compte sur les pressions des entreprises dont les titres sont transigés à la bourse pour convaincre le Québec d'adhérer à la commission des valeurs mobilières. On le voit bien, l'adhésion volontaire mon oeil! C'est un leurre.

Pourquoi le gouvernement fédéral n'admet-il pas que son véritable plan est de déposséder le Québec de son autonomie financière au profit de Toronto?

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, c'est une approche volontaire. Nous avons demandé l'avis de la Cour suprême pour nous assurer que nous exerçons dans nos sphères de juridiction. Certaines provinces ailleurs au pays veulent s'unir pour avoir une commission unique sous le leadership du fédéral. Alors, on demande l'avis à la Cour suprême du Canada et si le Cour suprême est d'accord, on y va, et si le Québec ne veut pas y aller, qu'il n'y aille pas. C'est aussi simple que cela.

**Mme Claude DeBellefeuille (Beauharnois—Salaberry, BQ):** Monsieur le Président, le projet fédéral prévoit l'abolition du système de passeport. En sabrant dans ce système, le gouvernement conservateur menotte les entreprises québécoises inscrites à l'AMF, les incitant à se rabattre sur la commission pancanadienne, marginalisant du même coup l'AMF et les autorités locales. Ce n'est pas compliqué à comprendre.

Comment le gouvernement fédéral peut-il prétendre que le Québec pourra conserver sa commission alors que tout est mis en place afin de déposséder le Québec de son autonomie financière?

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, encore une fois, c'est une approche volontaire. On demande l'avis de la Cour suprême pour exercer dans

nos sphères de juridiction. Le projet de commission unique aurait une approche décentralisée avec des bureaux dans les principales régions. Cela étant dit, si le Québec ne veut pas y adhérer, jamais le fédéral ne le forcera à le faire. C'est cela, du fédéralisme d'ouverture.

**M. Daniel Paillé (Hochelaga, BQ):** Monsieur le Président, le rapport Lortie est clair. Le fait de balkaniser le système avec votre histoire de volontariat telle que proposée, c'est le pire des scénarios. C'est écrit là-dedans. En éliminant les passeports, un système qui est reconnu et qui fonctionne, le gouvernement fédéral va compliquer les choses à court terme et va déposséder à moyen terme le Québec du contrôle de son secteur financier au profit de Toronto.

Pourquoi voulez-vous, vous du gouvernement fédéral, déposséder le Québec de son autonomie financière? Pourquoi voulez-vous faire cela?

• (1125)

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, le Canada est le seul pays du G20 où il n'y a pas de commission unique. Je vois mon collègue citer amplement des études de l'OCDE lorsque vient le temps de taxer les banques, mais lorsque vient le temps par contre de citer l'OCDE pour dire que ce serait une bonne approche, lorsque vient le temps de citer le FMI pour dire que ce serait une bonne approche de systématiser le tout, il fait alors fi des études.

Ce qui est important, c'est qu'on a une approche volontaire. Si le Québec ne veut pas y adhérer, qu'il n'y adhère pas. En sus, on s'assure avec la Cour suprême du Canada d'agir dans nos sphères de juridictions. Ça, c'est responsable.

**M. Daniel Paillé (Hochelaga, BQ):** Monsieur le Président, l'Assemblée nationale dénonce votre coup de force.

Molson, Canam, Cascades, Couche-Tard, Jean Coutu, Power, Québecor, Transat, Transcontinental, l'Industrielle Alliance, La Capitale, le SSQ, le Conseil du patronat du Québec, Fondation, le Fonds de solidarité — en veux-tu, en voilà — s'opposent à votre projet.

Au lieu d'être au service du Québec, pourquoi êtes-vous des Québécois de service serviles? Pourquoi faites-vous cela?

**Le vice-président:** C'est important de se rappeler que les députés doivent utiliser la troisième personne et non pas la deuxième personne quand ils adressent leurs questions.

L'honorable ministre des Ressources naturelles a la parole.

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, l'OCDE est claire. En temps de crise, avoir une approche systématisée, c'est ce qui facilite le tout.

Une étude de l'Université Columbia démontre qu'il y a une dizaine de milliards de dollars de pertes et 65 000 emplois perdus.

Au lieu d'envoyer des insultes, allons au-delà de la politique. Qu'il parle à des gens qui ont perdu de l'argent, à du vrai monde comme Joey Davis, qui disait clairement encore hier — parce qu'il l'a vécu, il s'est fait escroqué par des financiers — qu'avoir l'approche d'une commission unique, c'est ce qui enrayerait mieux les crimes de cols blancs. Qu'il parle au vrai monde.



## Questions orales

[Traduction]

## LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

**M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD):** Monsieur le Président, les conservateurs n'ont pas encore donné une explication raisonnable de leur gâchis de 1 milliard de dollars dans l'organisation du sommet du G20. Le plan initial, contenu dans le Budget principal des dépenses, établissait le coût du sommet à 179 millions de dollars. Il coûtera maintenant 1 milliard de dollars aux contribuables. C'est environ 75 millions de dollars l'heure pour assurer la sécurité lors du sommet.

Comment le gouvernement peut-il justifier un tel gâchis puisque le sommet de Pittsburgh a coûté 18 millions de dollars et celui de Londres, 30 millions de dollars? Les conservateurs ne sont pas très forts en mathématiques. Que se passe-t-il? Pourquoi ne parlent-ils pas franchement? Quel sera le coût réel de l'événement?

**M. Dave MacKenzie (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, un député d'Ottawa peut certainement comprendre que l'attentat à la bombe incendiaire survenue dans une succursale de la Banque Royale à Ottawa la semaine dernière fait partie de l'équation, tout comme les dommages causés à Toronto hier soir. Ce sont des exemples patents des raisons pour lesquelles nous devons être prêts à faire face aux voyous qui menaceraient notre sécurité.

Nous tiendrons des sommets du G8 et du G20 sûrs. Notre plan de sécurité, y compris sa structure de coûts, a été élaboré par les meilleurs experts canadiens dans le domaine. L'argent est prévu dans le budget. Nous avons l'honneur d'accueillir les dirigeants mondiaux les plus influents lors des sommets de juin. Contrairement au chef libéral, qui a déclaré qu'il avait honte du Canada, nous sommes fiers de présenter le Canada au monde et nous sommes prêts à le faire.

**M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD):** Monsieur le Président, il nous faut plus que des petites phrases toutes faites, il nous faut des réponses. Il y a cinq mois, le premier ministre a promis que le Canada serait le champion de la santé de la mère et de l'enfant dans le monde en développement, pourtant, à moins d'un mois du sommet du G8, le gouvernement n'a aucun plan de financement de cette initiative.

Le gouvernement dépensera 1 milliard de dollars en canons assourdissants et en gaz lacrymogène. Pourquoi ne consacre-t-on pas des sommes comparables à la santé des mères et des enfants? Où est l'argent pour eux? Pourquoi dépenser 1 milliard de dollars en canons assourdissants et en gaz lacrymogène, mais refuser de consacrer la même somme...

**Le vice-président:** Le secrétaire parlementaire a la parole.

**M. Dave MacKenzie (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, le Canada est honoré de recevoir les dirigeants les plus influents de la planète lors des sommets du G8 et du G20 en juin. Ces sommets sont des événements majeurs et leur tenue nécessite une planification soignée des mesures de sécurité pour que nous soyons prêts à toute éventualité.

La priorité lors de tous les événements de cette importance doit toujours être la sécurité des Canadiens, des participants et de nos visiteurs. Nous avons réussi à tenir des Jeux olympiques sûrs dont les Canadiens peuvent être fiers. Nous assurerons, lors des deux sommets, des mesures de sécurité aussi efficaces que lors des Jeux olympiques.

Mon ami du NPD voterait contre n'importe quoi.

[Français]

**M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD):** Monsieur le Président, si le gouvernement avait géré cela comme il faut, 160 000 personnes de plus auraient pu recevoir de l'assurance-emploi, 190 000 étudiants auraient eu de l'argent pour payer leurs frais de scolarité et 1 270 autobus hybrides auraient été achetés. On aurait aussi pu payer le tiers des coûts mondiaux annuels des objectifs du Millénaire pour le développement afin de sauver la vie de 10 millions de femmes et d'enfants d'ici 2015.

N'est-ce pas ces personnes qui devraient être la priorité du sommet?

• (1130)

[Traduction]

**M. Dave MacKenzie (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, le sommet du G8 offre au Canada une occasion unique de faire preuve de leadership sur la scène internationale. Le G8 sera axé sur les enjeux vastes que sont le développement, la démocratie, la paix et la sécurité. C'est un honneur pour nous d'accueillir les dirigeants les plus influents du monde dans le cadre des sommets qui auront lieu en juin.

La portée et l'ampleur des opérations de sécurité liées à la tenue de deux sommets importants l'un à la suite de l'autre sont sans précédent. Cela nécessitera le plus grand déploiement de personnel de sécurité jamais vu à l'occasion d'un événement d'envergure au Canada. Nous préparons les sommets du G8 et du G20, qui doivent se tenir dans les meilleures conditions de sécurité qui soient. Le Groupe intégré de la sécurité et ses partenaires adoptent une approche globale en matière de planification de la sécurité. Le plan de sécurité est...

**Le vice-président:** Le député de Malpeque a la parole.

\* \* \*

## L'ÉTHIQUE

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, l'incompétence du gouvernement conservateur n'a pas de limites. D'abord, les conservateurs créent un cafouillage de 1 milliard de dollars en tentant de caser la rencontre du G20 à Huntsville pour faire une faveur politique au ministre de l'Industrie. Nous découvrons maintenant une infopub du même ministre criardant les mérites des produits d'un de ses amis désireux de vendre ses fournitures à l'armée chinoise.

Le premier ministre était au courant de cette absurde prestation depuis deux ans. Pourquoi a-t-il gardé cela secret pendant deux ans et permis au ministre de violer les règles à répétition?

**M. Pierre Poilievre (secrétaire parlementaire du premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales, PCC):** Monsieur le Président, le député a inventé un verbe: criarder. Je crois qu'il pensait plutôt à l'adjectif « criard », qui décrirait bien sa propre intervention.

Je remarque qu'il n'a pas parlé, dans sa question, des emplois et de l'économie. Le ministre de l'Industrie travaille fort à l'avancement de ces deux causes.

*Questions orales*

Hier, des spécialistes ont confirmé ce que nous savions depuis longtemps. Le plan du chef libéral, qui consiste à hausser les impôts, serait néfaste pour l'emploi. Selon l'Université de Calgary, les hausses d'impôt libérales feraient disparaître 233 000 emplois. Des études antérieures ont révélé que l'augmentation de la TPS, préconisée par les libéraux, ferait disparaître 162 000 emplois. Voilà le véritable enjeu.

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, ce n'est pas en dorant son image et en faisant diversion que le Parti conservateur changera les faits. Le pire, c'est que le ministre ne comprend toujours pas qu'il a violé les règles. Il a dit qu'il était prêt à agir de nouveau comme bonimenteur à la télé.

C'est incroyable que des amis des conservateurs aient un accès privilégié à un ministre agissant comme vendeur. C'est déplorable et c'est une violation flagrante de l'article 23 de la politique du Conseil du Trésor.

Si le premier ministre n'agit pas, le président du Conseil du Trésor prendra-t-il des mesures pour corriger cette violation?

**M. Pierre Poilievre (secrétaire parlementaire du premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales, PCC):** Monsieur le Président, la question du député ressemble à une annonce de ShamWow, mais ne suscite pas autant d'enthousiasme.

Le député devrait nous expliquer avec autant de verve pourquoi il vote en faveur du maintien du registre des armes d'épaule — un gaspillage de 1 milliard de dollars — qu'il a promis d'éliminer au cours de maintes campagnes électorales.

Le ministre de l'Industrie a respecté toutes les règles. Il travaille à la création d'emplois partout au pays. Son travail pour la réalisation du Plan d'action économique est fructueux. Il aide les Canadiens à s'en sortir. Il redonne de l'espoir à tous.

Je demande à tous les députés de féliciter ce ministre hors pair pour son excellent travail.

\* \* \*

[Français]

**L'ENVIRONNEMENT**

**Mme Alexandra Mendes (Brossard—La Prairie, Lib.):** Monsieur le Président, chaque fois qu'à la Chambre nous osons poser des questions au gouvernement sur ses plans de nettoyage d'éventuelles marées noires, nous n'obtenons que des réponses vides. Nous n'avons toujours pas entendu parler d'une quelconque planification, pas une page, pas un détail.

Le ministre peut-il nous dire, clairement, ce que ferait le gouvernement si une marée noire devait se répandre le long de nos côtes? Le gouvernement peut-il nous présenter ne fut-ce qu'un seul document qui rassurerait les Canadiens en leur prouvant qu'il est prêt à réagir à une catastrophe potentielle?

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, on a répondu maintes et maintes fois à cette question. On parle toujours d'éventuelles marées ou d'éventuels risques. La députée cherche-t-elle à créer une marée pour politiser cela encore une fois?

C'est clair, l'Office national de l'énergie est l'agence qui se penche sur chacun des projets. Des plans d'urgence et des plans stratégiques doivent être soumis par les entreprises. L'Office national de l'énergie est en charge d'appliquer les règles les plus strictes au monde en matière d'environnement, et il doit être convaincu que la santé des travailleurs et la protection de l'environnement sont assurés. Si ce n'est pas le cas, il n'y aura pas de projets.

● (1135)

[Traduction]

**Mme Alexandra Mendes (Brossard—La Prairie, Lib.):** Monsieur le Président, toujours pas d'information détaillée; seulement des déclarations grandiloquentes peu crédibles.

Le président Obama a ordonné un examen complet du plan d'action du gouvernement devant rendre le forage pétrolier plus sûr. Entre-temps, les conservateurs ne font que parler.

Pourquoi le gouvernement persiste-t-il à refuser de réexaminer la question, alors que les trois côtes du Canada sont vulnérables aux déversements d'hydrocarbures qui pourraient survenir? Pourquoi nier l'évidence notamment du besoin de se doter d'un véritable plan d'urgence?

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, l'Office national de l'énergie a annoncé, le 12 mai dernier, qu'il s'apprêtait à entreprendre un examen de toute la réglementation. Aucun permis de forage n'a encore été accordé. Aucuns travaux de forage ne sont en cours dans l'Arctique, dans la mer de Beaufort. Nous sommes heureux que les autorités américaines aient décidé de surseoir à toutes les opérations de forage qui devaient débiter au printemps, parce qu'elles en sont arrivées aux mêmes conclusions que nous, au Canada.

Le président Obama veut examiner ce qui s'est passé dans le golfe du Mexique en vue de mieux comprendre la situation et d'améliorer la réglementation pour mieux assurer la sécurité des travailleurs et la protection de l'environnement dans l'avenir. Le président en est arrivé aux mêmes conclusions que nous, au Canada.

\* \* \*

[Français]

**LE REGISTRE DES ARMES À FEU**

**M. Nicolas Dufour (Repentigny, BQ):** Monsieur le Président, malgré des études qui démontrent que le registre des armes à feu sauve des vies, le gouvernement s'entête à vouloir l'éliminer. Le ministre de la Sécurité publique du Québec est venu au comité plaider pour le maintien de cet outil. Il était accompagné d'une importante délégation comprenant des familles de victimes du Collège Dawson et de l'École Polytechnique de Montréal, des policiers municipaux, des directeurs de police, de la Fraternité des policiers et policières de Montréal et du contrôleur des armes à feu du Québec.

Comment ce gouvernement, qui se prétend sensible au sort des victimes d'actes criminels, peut-il vouloir éliminer un outil aussi efficace qui fait consensus au Québec?

[Traduction]

**M. Dave MacKenzie (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, ayant une fois de plus tourné le dos aux Canadiens vivant en milieu rural en maintenant son appui au registre inefficace et coûteux qu'est le registre des armes d'épaule, le chef du Parti libéral oblige tous les députés libéraux, même ceux qui avaient promis à leurs électeurs de voter en faveur de l'abolition de ce registre, à soutenir le maintien d'un registre des armes d'épaule qui est inefficace et coûteux.

Dans l'esprit du chef libéral, lutter contre la criminalité signifie sévir contre les agriculteurs et les amateurs de chasse au canard. Nous savons tous que les criminels n'enregistrent pas leurs armes à feu. Nous sommes bien déterminés à prendre des mesures concrètes pour réprimer la criminalité.

*Questions orales*

[Français]

**M. Nicolas Dufour (Repentigny, BQ):** Monsieur le Président, je pense qu'il m'a confondu avec les libéraux. Je recommence.

L'entêtement idéologique de ce gouvernement à vouloir démanteler le registre des armes à feu est exaspérant. Les conservateurs refusent obstinément d'entendre les spécialistes de la santé publique et les policiers, qui affirment que le registre sauve des vies.

Comment les députés conservateurs du Québec peuvent-ils cautionner par leur silence ce gouvernement qui méprise le consensus de la nation québécoise exprimé unanimement par l'Assemblée nationale?

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, l'enregistrement des biens et des propriétés est de compétence provinciale. C'est aussi simple que cela. Nous ne voulons pas criminaliser les chasseurs lorsqu'ils omettent d'enregistrer des armes d'épaule. Ce ne sont pas des gens qui commettent des crimes. Encore une fois, les électeurs, comme ceux du député de Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord, ne sont sûrement pas très heureux de cela. Si Québec veut un registre, qu'il en fasse un. Pour notre part, nous décriminalisons. Donc, le fédéral n'a plus de juridiction.

\* \* \*

**LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION**

**M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ):** Monsieur le Président, Immigration Canada refuse d'octroyer des visas à 60 représentants d'organismes d'aveugles de pays africains qui devaient participer au colloque de l'Union francophone des aveugles, qui a lieu à Laval. Immigration Canada craint qu'ils refusent de retourner dans leur pays. Pourtant, ce sont des leaders dans leur pays, ils y ont des attaches. Certains sont même cautionnés par leur gouvernement.

Ce nouveau cas ne prouve-t-il pas, encore une fois, que la politique d'octroi des visas du gouvernement conservateur se base encore trop souvent sur des préjugés inacceptables?

[Traduction]

**M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC):** Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à cette question du Parti libéral. La seule chose qu'ont en commun les bloquistes et les libéraux est qu'ils utilisent tous deux des mots comme « préjugés » et « sectarisme » comme s'ils étaient productifs. Tout cela n'a rien à voir avec la question.

Ce sont des fonctionnaires indépendants et bien formés qui prennent ces décisions au cas par cas conformément à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, et ce, sans ingérence de la part de politiciens.

● (1140)

[Français]

**M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ):** Monsieur le Président, le ministre avait le pouvoir d'agir et il ne l'a pas fait, encore une fois.

Le manque de souplesse de ce gouvernement a des répercussions importantes sur l'industrie québécoise des congrès. Dans ce cas-ci, l'Union francophone des aveugles, qui se réunit à Laval dans le cadre d'un colloque sur les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, n'aura même pas quorum pour tenir son assemblée annuelle, de quoi décourager beaucoup d'autres.

Quand le gouvernement conservateur cessera-t-il de saper les efforts du Québec pour développer l'industrie des congrès?

[Traduction]

**M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement n'a jamais essayé de faire obstacle au progrès des entreprises du Québec et de l'industrie elle-même. Bien au contraire, le Plan d'action économique stimule les entreprises du Québec et du reste du Canada.

En ce qui concerne les décisions, contrairement aux autres partis, le nôtre ne saurait tolérer qu'on s'en prenne à nos fonctionnaires. Ceux-ci contribuent à l'élaboration des politiques. Ils contribuent à l'avancement du pays. Nous continuerons de travailler avec eux et de les appuyer, même si l'opposition refuse de le faire.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT**

**Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, hier, le président Calderón a demandé au premier ministre d'en faire plus au chapitre des changements climatiques. Le président a dit que nous ne pouvons pas attendre, que la qualité de vie et les perspectives d'avenir sont menacées.

Le temps presse et les sommets du G8 et du G20, le mois prochain, sont l'occasion idéale pour le Canada de faire preuve de leadership à cet égard.

Pourquoi le gouvernement ne met-il pas les changements climatiques au centre des discussions durant cette conférence?

**M. Mark Warawa (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, le président Calderón a dit que, pour le Mexique, le Canada est l'un des leaders mondiaux de protection de l'environnement. Il a également dit ceci:

[...] l'Asie et l'Union européenne ont su mettre en commun leurs potentialités [...] les régions qui valorisent leurs avantages comparatifs seront celles qui réussiront mieux [...] De là l'importance que le Canada et le Mexique travaillent ensemble.

Nous sommes d'accord. Le Canada est en faveur de l'approche harmonisée à l'échelle du continent et collaborera avec ses partenaires nord-américains pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous continuerons de faire preuve de leadership.

**Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, non seulement le gouvernement a mal géré les frais de sécurité liés à la conférence qui aura lieu le mois prochain, mais il ne parlera pas des préoccupations les plus pressantes de nos partenaires mondiaux.

Les conservateurs n'ont pas choisi le bon camp en ce qui a trait à la réforme du système bancaire, ils ignorent les changements climatiques et leur approche à l'égard de la santé des mères coûtera des vies.

Quand les conservateurs comprendront-ils que le monde ne se préoccupe pas d'eux?

**M. Mark Warawa (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, le Parti libéral, appuyé par le NPD et le Bloc, est le seul parti représenté à la Chambre qui a lamentablement échoué au chapitre de l'environnement.

### Questions orales

Le gouvernement s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous avons réalisé des progrès importants. Le budget prévoit 8 millions de dollars pour nettoyer les Grands Lacs, 18 millions de dollars pour la production de rapports annuels par le gouvernement au sujet des indicateurs environnementaux et 9,2 millions de dollars pour la recherche météorologique et les services de navigation dans l'Arctique.

Pourquoi tous ces députés votent-ils contre ces bons programmes environnementaux?

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

**M. Francis Valeriote (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, les détaillants d'intrants agricoles du Canada réclament de l'aide pour assurer la sécurité des divers sites où des tonnes d'engrais explosifs et de produits chimiques servant à la production de drogues illégales sont laissés sans protection, offrant ainsi aux terroristes et aux trafiquants de drogue une occasion de mettre leurs plans infâmes à exécution.

Aux États-Unis, le président Obama a prévu des allègements fiscaux pour que l'industrie assure la sécurité de ces sites alors que, au Canada, les ministres conservateurs refusent même de rencontrer les détaillants d'intrants agricoles pour protéger les Canadiens.

Comment les conservateurs peuvent-ils dépenser 1 milliard de dollars pour assurer la sécurité des sommets du G8 et du G20 pendant 72 heures, mais passer des années à faire l'autruche, en ignorant carrément les menaces qui pèsent contre la sécurité du Canada?

**L'hon. Gerry Ritz (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé, PCC):** Monsieur le Président, le député d'en face a lui-même indiqué que nous sommes déterminés à assurer la sécurité, comme le prouvent les mesures que nous mettrons en place à l'occasion des sommets du G8 et du G20.

Nous continuons de collaborer avec les détaillants d'intrants agricoles. Il semble y avoir des problèmes de communication parce que les gouvernements libéraux qui nous ont précédés ont carrément laissé tomber les détaillants. Nous avons l'intention de travailler avec ces derniers pour faire en sorte que les Canadiens soient bien servis sur tous les plans.

**M. Francis Valeriote (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, tout récemment, un terroriste a tenté de faire sauter une voiture à Times Square avec un explosif fabriqué à partir d'engrais chimiques. Cet explosif aurait pu être fabriqué avec les produits chimiques que le gouvernement du Canada laisse complètement sans protection; il aurait tué des centaines de personnes innocentes, terrorisé le pays tout entier et entraîné des pertes économiques de milliards de dollars.

Les députés conservateurs d'Edmonton—St. Albert, de Yorkton—Melville et de Saint-Boniface eux-mêmes se sont ralliés à l'opposition officielle et à l'industrie pour demander que le gouvernement intervienne pour protéger les Canadiens.

Compte tenu des enjeux, quelle excuse le gouvernement peut-il invoquer pour justifier le fait qu'il continue de négliger la sécurité publique?

• (1145)

**L'hon. Gerry Ritz (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé, PCC):** Monsieur le Président, je suis en quelque sorte devant un dilemme. Si ce député est à ce point préoccupé par cette question, pourquoi ne

l'a-t-il pas soulevée lors de la tournée pancanadienne que le comité auquel il siège vient de terminer? Pourquoi n'a-t-il pas soulevé cette question? Un rapport sera publié...

**M. Francis Valeriote:** J'ai soulevé cette question à la Chambre à trois reprises.

**L'hon. Gerry Ritz:** Le député crie pour dire qu'il a soulevé la question à la Chambre. Ce n'est pas vraiment la façon de se faire entendre au Canada. Je ne sais pas exactement pourquoi le député n'a pas abordé cette question lors des séances du comité auxquelles ont participé les détaillants d'intrants agricoles.

Alors que nous continuons de collaborer avec le secteur, le député continue de semer la peur au sujet d'événements qui se sont produits ailleurs dans le monde. Nous continuerons de collaborer avec le secteur dans l'intérêt de tout le monde.

\* \* \*

### L'ÉCONOMIE

**M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Essex, PCC):** Monsieur le Président, le Plan d'action économique du Canada bat son plein d'un bout à l'autre du pays avec des projets d'infrastructure et des réductions d'impôt pour les familles canadiennes comme on n'en a jamais vu auparavant.

Si l'on tient compte des prédictions de l'OCDE et du FMI selon lesquelles le Canada connaîtra la croissance économique la plus rapide de tous les pays du G7 et des 285 000 emplois créés depuis le mois de juillet, il est clair que notre plan fonctionne. D'ailleurs, un responsable de l'OCDE a qualifié le rendement économique du Canada de remarquable.

Le secrétaire parlementaire pourrait-il dire à la Chambre ce que les spécialistes pensent des hausses d'impôt prônées par le chef libéral?

**M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, PCC):** Monsieur le Président, selon une étude importante publiée hier, les hausses d'impôt des libéraux se traduiraient directement par la perte de 233 000 emplois. Plus tôt cette année, une autre étude révélait que la hausse de la TPS proposée par les libéraux entraînerait la perte de 162 000 emplois au Canada. Nous avons maintenant des preuves provenant de sources indépendantes que ces deux hausses d'impôt prônées par les libéraux entraîneraient la perte de quelque 400 000 emplois.

Notre gouvernement conservateur sait que des impôts moins élevés permettent la création d'emplois et encouragent la croissance économique. C'est la raison pour laquelle nous avons réduit la TPS et plus de 100 autres taxes depuis que nous sommes au pouvoir.

\* \* \*

### LE LOGEMENT

**Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NDP):** Monsieur le Président, les maires des grandes villes se sont réunis cette semaine et ont réclamé une stratégie nationale du logement, affirmant que la situation des sans-abri ne peut plus attendre, mais le gouvernement conservateur refuse de faire preuve de leadership dans ce domaine.

Deux mères chef de famille, une personne ayant survécu au cancer et un père de quatre enfants ont été obligés d'intenter des poursuites contre le gouvernement pour obtenir un logement décent.

Les maires veulent que le ministre consulte les intéressés et adopte une stratégie nationale pour faire face à cette crise.

Le gouvernement finira-t-il par comprendre qu'il existe un problème de plus en plus sérieux au niveau du logement au Canada et appuiera-t-il l'adoption d'une stratégie nationale du logement?

*Questions orales*

**M. Ed Komarnicki (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, alors que la députée parle de stratégie nationale du logement, nous avons déjà pris des mesures à l'échelle nationale pour assurer un toit aux Canadiens les plus vulnérables. Il y a actuellement plus de 3 500 projets en cours d'un bout à l'autre du pays, dans toutes les provinces. Nous prenons des mesures alors qu'ils se contentent de parler de la possibilité de prendre des mesures.

Ce qui est paradoxal dans tout cela, c'est que ces députés ont voté contre toutes les mesures que nous avons prises pour aider les sans-abri.

**Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, le recyclage de vieilles annonces de fonds déjà accordés ne permettra pas de résoudre la crise du logement au pays.

Le ministre sait très bien que le gouvernement conservateur est prêt à réduire de 500 millions de dollars par année l'aide du fédéral à l'égard des logements abordables existants. La Fédération canadienne des municipalités et plus de 50 grands organismes du pays ont appuyé le projet de loi C-304 qui porte sur le logement sûr et abordable.

Le gouvernement est-il prêt à appuyer ce projet de loi et à s'entendre avec les autres niveaux de gouvernement sur l'adoption d'une nouvelle stratégie nationale du logement?

**M. Ed Komarnicki (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, permettez-moi de rappeler que nous avons dépensé 1,9 milliard de dollars sur cinq ans pour les sans-abri. C'est un investissement important.

Pour d'autres groupes, comme les aînés, nous avons investi 400 millions de dollars. Les néo-démocrates s'y sont opposés. Ils ont voté contre le budget. Ils ont voté contre ces dispositions.

D'autres sommes ont été prévues, dont 75 millions pour les personnes handicapées, 400 millions pour les réserves des Premières nations et 200 millions pour le Nord. Les députés de ce parti ont voté contre chacune de ces mesures et ils parlent maintenant d'une politique nationale.

\* \* \*

[Français]

**LES FEUX DE FORÊT**

**M. Jean-Yves Laforest (Saint-Maurice—Champlain, BQ):** Monsieur le Président, les Attikameks de Wemotaci, d'Obedjiwan et de Manawan vivent actuellement des heures très angoissantes parce que des feux de forêt d'une rare intensité menacent leurs communautés et ont même forcé plusieurs d'entre eux à être évacués. Déjà on sait que les pertes seront très importantes.

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut-il nous dire quelles sont les mesures qu'il entend prendre pour apporter rapidement de l'aide à ces milliers de personnes en détresse?

[Traduction]

**M. John Duncan (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, PCC):** Monsieur le Président, nous sommes au courant de la situation. Nos fonctionnaires travaillent avec la Première nation et la province, qui assume la responsabilité première des évacuations et des opérations qui seront nécessaires. Nous ne ménagerons aucun effort pour venir en aide à la population.

• (1150)

[Français]

**L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

**M. Guy André (Berthier—Maskinongé, BQ):** Monsieur le Président, la semaine dernière, la compagnie Kruger, à Trois-Rivières, a annoncé la mise-à-pied de 440 travailleurs. Alors que l'industrie forestière doit vivre avec des taux d'intérêt pouvant atteindre 25 p. 100, le gouvernement conservateur s'entête à ne pas offrir de garanties de prêts.

Comment le gouvernement peut-il prétendre que ses programmes « font la job » alors que les pertes d'emplois se multiplient dans le secteur forestier?

**M. Jacques Gourde (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national, PCC):** Monsieur le Président, notre gouvernement conservateur agit et continuera de le faire pour appuyer les secteurs clés de notre économie. Le ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) annonçait, avec la vice-première ministre du Québec, ministre des Ressources naturelles et de la Faune et ministre responsable du Plan Nord, Mme Nathalie Normandeau, ainsi qu'avec le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune, M. Serge Simard, des mesures d'aide de 110 millions de dollars pour 2010-2011. Ces mesures permettent de consolider la relance et d'aider la transformation du secteur.

\* \* \*

[Traduction]

**LE PORT DE SYDNEY**

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Jeudi dernier, au Cap-Breton, Sydney a célébré la Journée des ports. Le thème de la journée était le dragage du port de Sydney, un projet déterminant pour l'avenir du Cap-Breton. Pourtant, le gouvernement fédéral n'était pas au rendez-vous pour annoncer des investissements dans les travaux de dragage du port.

Le nouveau délai prend fin aujourd'hui. Le premier ministre va-t-il s'engager à ce que le gouvernement finance le dragage du port de Sydney, un projet crucial pour la croissance et la prospérité de la collectivité?

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC):** Monsieur le Président, les investissements de millions de dollars que le gouvernement s'est engagé à verser au Cap-Breton au cours des quatre dernières années sont assurément au rendez-vous. Malheureusement, le député a voté contre la plupart de ces investissements, dont le fonds de l'infrastructure, l'investissement de 175 millions de dollars pour appuyer la revitalisation de Marine Atlantique, les fonds provenant de la taxe sur l'essence; il a aussi voté contre les projets financés par le Fonds d'adaptation des collectivités et le fonds Infrastructure de loisirs du Canada.

Ce sont là des projets incroyables pour le Cap-Breton, des projets auxquels le député s'est opposé. Je vois le député hocher la tête et j'entends le brouhaha d'ici, mais ce que je dis est vrai.

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Monsieur le Président, comment se fait-il qu'on ne voit pas plus souvent ce ministre, qui est responsable de la Nouvelle-Écosse, sur le pont-jetée de l'île? Il devrait se rendre là-bas. Il devrait y être aujourd'hui pour annoncer cet investissement essentiel au lieu de passer son temps à la Chambre.

*Questions orales*

Je continuerai de me battre pour la population du Cap-Breton. Le ministre est censé s'occuper de la population de la Nouvelle-Écosse. Il devrait se rendre là-bas et annoncer cet investissement crucial pour l'avenir du Cap-Breton.

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC):** Monsieur le Président, le député pique une sainte colère, mais il a brillé par son absence pendant 13 ans. Pendant ces années où il a été député ministériel, il n'a pas dit mot au sujet du dragage dans le port de Sydney. Lorsqu'il était question du dragage dans le port de Sydney, on pouvait entendre une mouche voler autour du député.

Le gouvernement conservateur a investi des millions de dollars.

Je me rends régulièrement au Cap-Breton. J'aime le Cap-Breton. J'aime aussi le salon de thé chez Rita.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT**

**Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NPD):** Monsieur le Président, la semaine prochaine, la province de l'Alberta tiendra une audience sur la construction d'une usine de valorisation des sables bitumineux dans la région connue sous le nom de « Upgrader Alley ». Ce projet détruira l'habitat des poissons et causera des dépôts acides dans le parc national. Pourtant, malgré les demandes du public, aucune évaluation environnementale fédérale n'a été exigée et aucun fonctionnaire fédéral ne sera présent à l'audience.

Comment le ministre explique-t-il qu'il n'a pas exigé la tenue d'un examen avant qu'une décision irrévocable ne soit prise, qu'il n'a pas assuré la participation pleine et entière du public et qu'il n'a pas fait d'évaluation environnementale coordonnée, toutes choses pourtant prévues par la loi?

**M. Mark Warawa (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, la députée sait pertinemment que, pour le gouvernement, la réglementation sur les évaluations environnementales est de la plus haute importance. Or, son parti a voté contre l'amélioration des évaluations environnementales. Le système actuel multiplie inutilement les évaluations, ce qui est coûteux et compromet une bonne partie des grands projets du pays, sans mieux protéger l'environnement pour autant.

Pourquoi s'oppose-t-elle à ce qu'on améliore les évaluations environnementales?

**Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NPD):** Monsieur le Président, c'est pour cette raison que les examens coordonnés existent, sauf qu'en l'occurrence, l'un des partenaires brille par son absence.

Le gouvernement ne manque pas une occasion de dire à qui veut l'entendre que sa politique s'aligne sur les politiques et les normes énergétiques et environnementales des États-Unis. Dans ce cas-là, le gouvernement s'engagera-t-il aujourd'hui même à resserrer les lois canadiennes sur les concessions pétrolières et gazières afin qu'elles accordent au moins les mêmes droits permettant au public de se pencher sur les processus adoptés et qu'elles exigent les mêmes évaluations environnementales que les lois américaines? Suivra-t-il le chemin tracé par le président Obama et osera-t-il reprendre le contrôle et assumer ses responsabilités concernant les concessions pétrolières et gazières risquées...

• (1155)

**Le vice-président:** Le secrétaire parlementaire a la parole.

**M. Mark Warawa (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, la députée sait très

bien que le gouvernement croit par-dessus tout aux évaluations environnementales améliorées. Nous avons harmonisé notre approche à l'échelle continentale avec celle de l'administration Obama, mais la députée s'y est opposée.

Pourquoi s'oppose-t-elle aux propos du président Calderón, qui a dit que le Canada est l'un des leaders mondiaux en matière de protection de l'environnement? Pourquoi dit-elle le contraire?

\* \* \*

**LE REGISTRE DES ARMES À FEU**

**M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Lennox and Addington, PCC):** Monsieur le Président, le Comité de la sécurité publique a entendu hier le témoignage d'un policier qui a déclaré que le registre des armes d'épaule constitue le plus important et le plus litigieux de tous les gaspillages de l'argent des contribuables et qu'il ne fait rien pour empêcher les criminels de mettre la main sur des armes à feu. Notre gouvernement conservateur continue de défendre les intérêts des Canadiens des régions rurales contre les attaques injustes à l'endroit de ceux qui possèdent des armes à feu en toute légalité.

Le secrétaire parlementaire pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi les députés néo-démocrates et libéraux devraient écouter leurs électeurs plutôt que le whip de leur parti avant de voter sur le projet de loi C-391?

**M. Dave MacKenzie (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, nous rejetons les propositions anticonstitutionnelles du chef du Parti libéral, qui ne sont que poudre aux yeux, et nous refusons de criminaliser ceux qui possèdent des armes à feu légalement. De ce côté-ci, nous défendons les Canadiens des régions rurales, les policiers comme Murray Grismer, ainsi que les ministres de la Justice de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et du Yukon, qui s'opposent tous fermement au registre des armes d'épaule.

J'exhorte tous les néo-démocrates et les libéraux qui ont appuyé le projet de loi C-391 à l'étape de la deuxième lecture à écouter leurs électeurs et à refuser que leur vote soit dicté par le chef des libéraux.

\* \* \*

[Français]

**L'ENVIRONNEMENT**

**M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.):** Monsieur le Président, aujourd'hui même, le symposium sur la science et la sécurité de l'eau au Canada, organisé par la Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère, se déroule ici, à Ottawa.

Le gouvernement n'a pas renouvelé le financement de la fondation et donc, ses activités de recherche sur les répercussions des changements climatiques sur l'eau s'arrêteront d'un coup sec à la fin de l'année.

Pourquoi le gouvernement semble-t-il incapable de reconnaître que les recherches de la fondation sont primordiales pour l'avenir de la gestion de l'eau au Canada et aideront plus particulièrement les provinces de l'Ouest à mieux comprendre les sécheresses de plus en plus graves auxquelles elles seront confrontées?

*Affaires courantes*

[Traduction]

**M. Mark Warawa (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, je trouve toujours intéressant d'entendre les députés du Parti libéral, qui n'a rien fait pour l'environnement en 13 ans, poser des questions sur l'environnement, surtout sur l'eau, en particulier ce député-là, qui a voté contre les mesures que nous voulons prendre grâce au financement prévu dans notre budget pour nettoyer les dégâts causés par l'ancien gouvernement libéral.

Notre gouvernement a un plan exhaustif pour assurer l'approvisionnement en eau potable de tous les Canadiens. Nous avons un bon plan et les libéraux devraient l'appuyer.

\* \* \*

[Français]

**LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION**

**Mme Meili Faille (Vaudreuil-Soulanges, BQ):** Monsieur le Président, selon Marjorie Villefranche, de la Maison d'Haïti, environ 2 000 demandes de réunification familiale étaient à l'étude avant le séisme. Depuis, il se serait ajouté de 2 000 à 3 000 nouvelles demandes. Or, selon le ministre lui-même, en date du 15 mai, seulement 525 visas auraient été accordés depuis le tremblement de terre du 12 janvier.

Le ministre arrêtera-t-il de se traîner les pieds et donnera-t-il les instructions nécessaires pour réellement accélérer le traitement des demandes de réunification des familles?

[Traduction]

**M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC):** Monsieur le Président, s'il y a bien une chose que notre gouvernement et le ministre n'ont pas faite, c'est bien de se traîner les pieds.

Nous avons répondu à près de la moitié des demandes de réunification familiale présentées avant le tremblement de terre, c'est-à-dire 1 837 demandes dans la catégorie du regroupement familial. Nous avons maintenant répondu à plus de la moitié des demandes, 62 p. 100 de celles qui concernent des conjoints et 63 p. 100 de celles qui visent des enfants à charge.

Nous travaillons sans relâche. Ce n'est pas facile, loin de là, mais nous faisons le travail en Haïti au nom des gens d'ici.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

**M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD):** Monsieur le Président, plus de 70 000 emplois ont été perdus dans le secteur forestier sous le règne de ce gouvernement. Les dernières victimes sont les employés d'AbitibiBowater à Gatineau.

Dans le budget de cette année, le gouvernement a seulement offert 25 millions de dollars d'argent neuf au secteur forestier, qui rapporte 70 milliards de dollars. En tant qu'habitant du Nord-Ouest de l'Ontario, je me demande comment le gouvernement peut dépenser 75 millions de dollars l'heure pour assurer la sécurité au sommet du G8, mais seulement 25 millions de dollars par année pour aider le secteur forestier canadien.

[Français]

**L'hon. Christian Paradis (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, il y a eu des réalisations incommensurables dans le secteur forestier depuis notre arrivée au pouvoir. Premièrement, on a réglé le conflit sur le bois d'oeuvre en signant un accord, ce qui aura donné près de 1 milliard de dollars à nos

producteurs forestiers. On a également fait des investissements stratégiques et ciblés parce qu'on sait que c'est une question de marché.

L'Association des produits forestiers du Canada nous a soumis son programme de BioPathways, sur lequel on va calquer un investissement de 100 millions de dollars réparti sur les quatre prochaines années, à la fois pour consolider les scieries conventionnelles et optimiser les bioproduits. C'est ça, de l'action et du leadership!

\* \* \*

● (1200)

[Traduction]

**LES PÊCHES**

**M. Scott Armstrong (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, PCC):** Monsieur le Président, les Canadiens se soucient profondément de l'avenir du thon rouge de l'Atlantique, et notre gouvernement partage les préoccupations des experts de partout dans le monde sur la conservation de cette espèce importante.

La ministre des Pêches et des Océans pourrait-elle informer la Chambre de l'évolution récente de ce dossier important dans lequel le Canada continue de faire figure de chef de file à l'échelle internationale?

**L'hon. Gail Shea (ministre des Pêches et des Océans, PCC):** Monsieur le Président, l'industrie de la pêche au thon rouge du Canada est un modèle de durabilité sur la scène internationale. Lors de réunions à Doha au mois de mars, on a informé les pays qu'il fallait arrêter de parler et prendre de toute urgence des mesures pour protéger cette espèce.

Lors des réunions internationales qui auront lieu la semaine prochaine, notre gouvernement continuera de faire preuve de leadership dans ce dossier et incitera nos partenaires étrangers qui pratiquent la pêche au thon à suivre l'exemple des pêcheurs canadiens, qui adhèrent scrupuleusement à des pratiques de pêche durable, afin de protéger l'avenir de cette pêche.

**AFFAIRES COURANTES**

[Traduction]

**RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS**

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 15 pétitions.

\* \* \*

**PÉTITIONS****LES BOISSONS CONTENANT DE LA CAFÉINE**

**M. Jim Maloway (Elmwood—Transcona, NPD):** Monsieur le Président, aujourd'hui, j'ai deux pétitions à présenter.

### Travaux des subsides

La première pétition est signée par des dizaines de Canadiens. Elle vise à demander à Santé Canada de revenir sur sa décision d'autoriser la présence de caféine dans toutes les boissons gazeuses. Le 19 mars 2010, Santé Canada a annoncé que les fabricants de boissons pourront dorénavant ajouter de la caféine dans n'importe quelle boisson gazeuse, et ce, dans une proportion pouvant atteindre 75 p. 100 de la quantité autorisée dans les colas à teneur élevée en caféine.

De tout temps, les boissons gazeuses ont été conçues pour les enfants, et les efforts de marketing ont été dirigés vers eux. Les Canadiens s'inquiètent déjà du fait que leurs enfants peuvent boire du café et du cola, car ils savent que la caféine est un stimulant qui crée une dépendance. Les parents ont déjà assez de mal à limiter la quantité de sucre, d'édulcorants artificiels et d'additifs que leurs enfants consomment, y compris la caféine dans les colas.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'annuler la nouvelle règle de Santé Canada autorisant l'ajout de caféine dans n'importe quelle boisson gazeuse et de ne pas suivre le mouvement de déréglementation qu'on observe aux États-Unis et ailleurs dans le monde, qui se fait au détriment de la santé des enfants et des femmes enceintes du Canada.

#### LA DÉCLARATION DES DROITS DES PASSAGERS AÉRIENS

**M. Jim Maloway (Elmwood—Transcona, NPD):** Monsieur le Président, la deuxième pétition est également signée par des dizaines de Canadiens qui exhortent le Parlement à adopter la première déclaration des droits des passagers aériens.

En six mois seulement, Barack Obama et son secrétaire aux Transports, Ray LaHood, ont devancé le Canada en pénalisant les compagnies aériennes à raison de 27 500 \$ par passager pour les retards de plus de trois heures. De plus, M. LaHood a récemment imposé une amende de 120 000 \$ à Southwest Airlines pour surréservation de sièges.

Une déclaration canadienne des droits des passagers aériens prévoirait l'indemnisation des passagers qui prennent un avion de n'importe quel transporteur canadien, quelle que soit la destination. Elle prévoirait également une indemnité en cas de surréservations, d'annulations et de retards déraisonnables. Il est grand temps que le Parlement adopte la première déclaration canadienne des droits des passagers aériens.

\* \* \*

#### QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions n<sup>os</sup> 180 et 201.

[Texte]

Question n<sup>o</sup> 180 — **L'hon. Hedy Fry:**

En ce qui concerne le Programme d'accès communautaire: a) quelles ont été les dépenses du programme pour l'exercice 2009-2010; b) quel est le budget prévu pour l'exercice 2010-2011?

**L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC):** Monsieur le Président, en ce qui concerne le Programme d'accès communautaire, les dépenses totales pour l'exercice 2009-2010 sont les suivantes:

Subventions et contributions	14 120 636,00 \$
Opérations	1 912 352,00 \$
Total	16 032 988,00 \$

Le total des prévisions budgétaires pour l'exercice 2010-2011 est le suivant:

Subventions et contributions	14 120 636,00 \$
Opérations	1 721 432,00 \$
Total	15 842 068,00 \$

Question n<sup>o</sup> 201 — **L'hon. Geoff Regan:**

En ce qui a trait aux modifications du Règlement sur l'emploi dans la fonction publique annoncées par la présidente de la Commission de la fonction publique, Maria Barrados, en décembre 2008, modifications qui donnaient aux conjoints des militaires canadiens, des réservistes, des agents de la GRC et des fonctionnaires tués dans l'exercice de leurs fonctions, priorité en matière de recrutement au sein de la fonction publique fédérale, quand le gouvernement entend-il les appliquer?

**L'hon. James Moore (ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, PCC):** Monsieur le Président, la disposition proposée accorderait un droit de priorité de nominations à la fonction publique aux époux ou conjoints de fait de fonctionnaires, de membres des Forces canadiennes et de membres de la Gendarmerie royale du Canada dont le décès est attribuable à l'exercice de leurs fonctions. Le droit de priorité serait rétroactif au 7 octobre 2001, date à laquelle le Canada et une coalition d'autres pays ont lancé des actions militaires en Afghanistan.

Les modifications au Règlement sur l'emploi dans la fonction publique, qui comprennent la disposition de priorité pour les époux et les conjoints de fait survivants, a fait l'objet d'une publication préalable dans la Partie I de la *Gazette* du Canada le 5 décembre 2009. Des révisions ont été apportées au règlement suite à la publication préalable.

La Commission de la fonction publique a reçu les versions finales du Règlement du ministère de la Justice le 15 avril 2010. La commission a approuvé le Règlement le 22 avril 2010 et il a été enregistré et publié dans la Partie II de la *Gazette* du Canada le 12 mai 2010. La disposition quant au droit de priorité pour les époux et les conjoints de fait survivants est entrée en vigueur à cette date et est rétroactive au 12 octobre 2001.

[Traduction]

**M. Tom Lukiwski:** Monsieur le Président, je demande que toutes les autres questions restent au *Feuilleton*.

**Le vice-président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

● (1205)

[Traduction]

### TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER

La Chambre reprend l'étude de la motion.

**M. David McQuinty (Ottawa-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, c'est un réel plaisir de parler de cette motion très importante qui a été déposée par le NPD. Cette motion de l'opposition porte sur l'avenir énergétique du Canada. Il est regrettable que le NPD n'ait pas situé la motion dans ce contexte, mais je tiens à faire quelques commentaires liminaires qui permettront aux Canadiens de comprendre pourquoi l'objet de cette motion est d'une importance fondamentale pour notre avenir.



*Travaux des subsides*

Aux termes de cette motion, la Chambre des communes inviterait le gouvernement à procéder à une révision, au niveau fédéral, des lois, règlements et politiques qui régissent la mise en valeur de ressources de pétrole et de gaz, dont les sables bitumineux, les gisements pétroliers et gaziers en eau profonde, soit le type d'exploitation pratiquée actuellement dans le golfe du Mexique, et le gaz de schiste, de façon à doter le Canada des règles de sécurité et de protection de l'environnement les plus rigoureuses au monde.

En procédant à cette analyse, le gouvernement ferait rapport à la Chambre de façon à ce que les mesures appropriées puissent être prises pour améliorer la situation. Après tout, un bon gouvernement doit constamment s'améliorer. Il doit constamment prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation à mesure qu'elle évolue avec le temps, grâce au savoir, à la technologie et aux investissements.

Pour moi comme pour bien des Canadiens, cette motion est la preuve qu'il n'existe au Canada aucune stratégie nationale concernant notre avenir énergétique. En matière d'énergie, nous ne savons pas du tout où nous nous en allons.

Voilà pourquoi, il y a quelques semaines, j'ai eu l'honneur de déposer une motion de l'opposition au nom du Parti libéral du Canada, dans laquelle je demandais à la Chambre de souscrire au principe selon lequel le premier ministre, dans les 90 jours suivant l'adoption de la motion, convoquerait une rencontre des premiers ministres pour examiner la question de l'énergie et des changements climatiques pour l'ensemble du pays. Même si la motion a été adoptée, le premier ministre ne s'est pas encore conformé à la volonté du Parlement en convoquant cette rencontre.

J'ai fait cette demande parce que les provinces, les villes, les municipalités, les universités, les écoles et les hôpitaux du pays déploient des efforts énormes et font de l'excellent travail. L'industrie a recours à de bonnes pratiques. Toutes sortes d'améliorations sont apportées un peu partout. Toutefois, le gouvernement fédéral ne fait pas preuve du leadership nécessaire pour conjuguer tous ces efforts et pour cerner les pratiques exemplaires qui nous permettraient de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'utiliser l'énergie avec plus d'efficacité.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, cette motion indique que nous n'avons pas d'approche nationale — disons plutôt une stratégie — en ce qui concerne l'avenir énergétique du pays. Des pressions démesurées et croissantes sont exercées sur les citoyens, les entreprises et les provinces du pays qui souhaitent que l'on intensifie l'exploration et l'exploitation pétrolières et gazières en mer.

Tout à coup, à grand renfort de publicité et dans un contexte dramatique, les Canadiens se rendent compte des dommages potentiels et des risques associés aux exploitations du genre de la plateforme pétrolière de BP dans le golfe du Mexique, qui déverse encore plus de pétrole que l'*Exxon Valdez*, dans un laps de temps beaucoup plus court. C'est un défi de taille, non seulement pour la société pétrolière en cause, mais aussi pour les centaines de milliers, voire les millions, d'Américains qui habitent près du golfe du Mexique. Cette catastrophe cause un chaos indescriptible non seulement dans l'environnement, mais aussi dans l'économie.

Nous ne disposons pas d'une approche nationale en matière d'énergie parce que le régime conservateur en place ne veut pas en parler. Par exemple, le premier ministre ne parle plus du tout de la possibilité de fixer un prix pour les émissions de carbone. Or, lors d'un discours fondateur prononcé à Londres il y a quelques années, il avait promis qu'au Canada, un prix serait imposé au privilège d'émettre des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

●(1210)

Depuis qu'il a prononcé ce discours dans lequel il parlait de faire du Canada une superpuissance alimentée à l'énergie propre, au Royaume-Uni au cours de son premier voyage à l'étranger, le premier ministre n'a plus jamais reparlé de l'avenir du secteur énergétique au Canada. Il n'a jamais soulevé le sujet à nouveau. Je ne peux expliquer cela que par le fait que ses gestionnaires des communications et ses spécialistes des sondages lui disent qu'il ne peut gagner de points dans ce dossier, ce qui, à mon avis, est très malheureux et très irresponsable.

Les Canadiens ont besoin de savoir ce que nous comptons faire dans le domaine énergétique. Nous devons savoir comment l'énergie hydroélectrique pourra être combinée à l'énergie nucléaire, et oui, à l'énergie à combustible fossile et au recours à cette énergie. Les Canadiens ont besoin de savoir quelles sont les mesures que nous prenons afin de devenir, espérons-le, l'économie la plus éconergétique et la plus propre au monde. C'est après tout la course dans laquelle nous nous sommes engagés. J'aimerais que le premier ministre achète une paire de chaussures et qu'il se lance dans la course, parce que nous tirons de l'arrière et j'espère arriver à le démontrer par mes commentaires.

Les secteurs industriels de partout au pays, qu'il s'agisse de ceux du pétrole et du gaz, du transport ou de la fabrication et des exportations, tous les groupes que j'ai rencontrés réclament à grands cris l'adoption d'une vision et d'une approche nationale sur notre avenir énergétique. Ils comprennent que la crise des changements climatiques est directement liée à nos habitudes en matière d'utilisation de l'énergie et d'efficacité énergétique.

Les Canadiens le comprennent. Les aînés le comprennent. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils ont été très étonnés d'apprendre le mois dernier que le gouvernement avait annoncé, en faisant un tour de passe-passe et sans aucun préavis, que le programme de subventions éconergétiques mis sur pied il y a cinq, six ou sept ans et dont le niveau de participation avait triplé au cours des trois dernières années, était soudainement éliminé sans aucune raison au moment où les Canadiens étaient davantage prêts à faire de tels investissements et à prendre les mesures qui s'imposent pour aider à réduire leur consommation d'énergie et à économiser de l'argent, à changer leur vieille fournaise et à devenir plus éconergétiques.

Ce n'est là qu'un petit exemple qui prouve bien que le gouvernement fédéral renonce à exercer son leadership dans le domaine de notre avenir énergétique. Le gouvernement prétend avoir un objectif. Prenons-le au mot. Les conservateurs affirment qu'ils ont prévu une réduction de 17 p 100 des gaz à effet de serre au pays par rapport aux niveaux de 2006, et ce sur les neuf prochaines années. Demandons-nous maintenant comment nous pourrions y arriver. Dans la motion libérale que nous avons présentée il y a environ deux semaines, nous avons demandé qu'un groupe d'experts présente un rapport à la Chambre des communes pour aider à tracer la voie.

Que ferons-nous pour réduire d'autant les gaz à effet de serre? Où est le plan? Où est la réglementation promise? Quelle est la nature de la réglementation qui a été promise non pas une fois, mais sept fois par le premier ministre au cours des 53 derniers mois en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre? Il en est à son troisième ministre de l'Environnement. La réglementation et le plan n'existent pas.

*Travaux des subsides*

La deuxième question dont je veux parler, c'est l'affirmation qui est constamment reprise, par exemple aujourd'hui dans la période des questions et dans les observations du ministre des Ressources naturelles, et selon laquelle la politique énergétique et environnementale du Canada est harmonisée d'une façon ou d'une autre avec celle des États-Unis, ou avec celle du continent. Prenons quelques secondes pour examiner cette affirmation.

Hier, le président Calderón du Mexique s'est adressé à la Chambre. Par la suite, faisant preuve d'honnêteté et d'une grande ouverture, il a dit en personne au premier ministre que c'était une grave erreur d'attendre que les États-Unis agissent et qu'il compromettait l'avenir du Canada et le leadership du pays en matière de changements climatiques et d'énergie.

Il a fallu une visite du président mexicain pour tenter de faire comprendre au premier ministre que c'est irresponsable de laisser le soin à Washington de concevoir le plan du Canada en matière de changements climatiques et d'énergie. Le Canada concevrait-il un plan en fonction de la nature particulière de l'économie américaine pour en faire profiter ce pays? Jamais. Le ferions-nous pour en faire profiter l'économie mexicaine? Absolument pas.

● (1215)

Pourquoi devrions-nous nous attendre à ce que le Congrès des États-Unis élabore un plan sur l'énergie et les changements climatiques qui serait à l'avantage de l'économie et de la population canadiennes? C'est irréaliste. Je crois que c'est pour cette raison que le président Calderón a rappelé le premier ministre à l'ordre hier et lui a rappelé que le Canada était un État souverain qui devait assumer ses responsabilités.

Voyons comment le premier ministre a réagi au terrible déversement qui frappe le golfe du Mexique. Sa première réaction, comme il en avait envie depuis longtemps — et je crois que ça nous en dit long sur son caractère et la colère qui l'anime — a consisté à attaquer les États-Unis. À la Chambre des communes, il a pointé du doigt l'administration américaine et le système réglementaire des États-Unis et leur a imputé la faute. La veille, il avait affirmé que le Canada s'appuyait sur les règles et les normes les plus strictes du monde pour concilier l'environnement et l'exploration pétrolière et gazière, que ce soit sur terre ou en mer. Il ne manque pas d'audace.

Nous avons par la suite appris que le régime d'évaluations environnementales en vigueur aux États-Unis était beaucoup plus exigeant que le régime canadien dans certains domaines, notamment l'exploration et l'exploitation des ressources extracôtières. Le premier ministre n'est pas revenu sur le sujet.

Deux jours après avoir prétendu que le Canada n'avait absolument rien à craindre, le président de l'Office national de l'énergie a coupé l'herbe sous le pied du premier ministre en annonçant, au risque de compromettre sérieusement sa carrière, que son organisme allait revoir attentivement tout ce qui touche l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière dans l'Arctique canadien — pas sur la côte Ouest, ni sur la côte Est, mais dans l'Arctique — et en faire l'analyse complète.

Le président de l'office devrait faire bien attention. Chose certaine, je salue son courage, car il ne serait pas le premier dirigeant d'une commission, d'une agence ou d'un organisme indépendant à perdre son poste pour avoir tenu tête au premier ministre. Cinq ou six dirigeants d'organismes de réglementation ont déjà été renvoyés par le premier ministre, dont la désormais célèbre présidente de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, qui a osé dire la vérité à ceux qui étaient au pouvoir. Elle a fait son travail, et ça lui a coûté son emploi.

Récemment, le voile a commencé à se lever sur un autre aspect de la question. J'en ai d'ailleurs parlé tout à l'heure au ministre des Ressources naturelles.

Le premier ministre a pris l'avion pour Pittsburgh pour aller représenter le Canada à une rencontre du G20. Il a signé un engagement précis concernant l'élimination progressive des subventions inefficaces à l'industrie pétrolière et gazière. Il a pris la parole pour dire que nous avons déjà réalisé cette promesse puisque le gouvernement avait annoncé, dans le budget de 2007, une mesure devant s'appliquer à compter de 2011. Cette élimination graduelle de la déduction pour amortissement accéléré est censée se faire sur quatre ans.

Nous avons ensuite découvert, à la faveur d'une fuite concernant une note de service du sous-ministre des Finances, que le premier ministre n'a pas tout dit dans son discours. Nous avons appris que le sous-ministre, M. Horgan, avait fait valoir au premier ministre, par l'intermédiaire du ministre des Finances et du greffier du Conseil privé, le plus haut fonctionnaire du Canada, qu'il devrait adopter une attitude responsable en éliminant une série de subventions versées à l'industrie pétrolière et gazière.

Nous avons entendu le ministre des Finances dire que cela ne se produirait pas, malgré les efforts du ministre de l'Environnement pour l'amener à comprendre le lien entre environnement et économie.

Fait intéressant, le sous-ministre des Finances a confirmé, dans une note de service dont on a eu vent, que le premier ministre avait été informé de tout un train de nouvelles mesures qui pourraient être éliminées et qui rendraient le Canada plus efficace en cessant de subventionner la production de combustibles fossiles. Autrement dit, il s'est fait prendre deux fois plutôt qu'une.

Ce qui est particulièrement frappant, c'est qu'il s'est fait prendre pour avoir dit que nous avons harmonisé ces mesures avec celles des États-Unis. Toutefois, dans le budget de 2011 que propose le président Obama, 12 mesures sont visées pour l'élimination des subventions à la production de combustibles fossiles. Elles ne visent pas nécessairement les subventions destinées, par exemple, à aider les Canadiens des Territoires du Nord-Ouest à composer avec les coûts très élevés du combustible diesel dont ils ont besoin pour générer de l'électricité, afin qu'ils puissent obtenir ce service à un prix abordable, comme les autres Canadiens.

Quand le gouvernement compte également sur l'engagement de l'Office national de l'énergie pour effectuer un examen, il ne nous dit pas que cet examen est en fait très limité, comme je le disais tout à l'heure, et qu'il ne portera que sur l'Arctique. Cet examen ne portera que sur les normes en matière de sécurité et d'environnement dans l'Arctique et nulle part ailleurs. Il n'englobera pas d'examen des projets actuels ou futurs, par exemple à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse, sans parler des éventuels projets pouvant être réalisés au large des côtes de la Colombie-Britannique.

● (1220)

Même si le forage dans l'Arctique nécessiterait des règles environnementales et de sécurité différentes, les Canadiens voient ce qui se passe grâce à la télévision et ils se questionnent sur la sécurité des projets de forage actuels et à venir.

*Travaux des subsides*

Il est important de noter qu'il y a toute une série de projets à l'étude au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse: le navire Terra Nova de stockage et de transbordement qui est actuellement en activité; la plate-forme de forage d'Hibernia; le navire Searose de stockage et de transbordement; et le projet d'exploitation des ressources gazières en mer Deep Panuke. Tous ces projets sont soit à l'étude ou en cours. Il y a tellement de risques inhérents si nous choisissons de poursuivre l'exploration et l'exploitation extracôtière au pays.

J'aimerais parler un instant de ces risques.

Il y a environ deux ans, jour pour jour, j'ai posé une question au gouvernement à la Chambre sur le fait que des permis d'exploitation dans la mer de Beaufort étaient délivrés de manière accélérée. L'océan est fragile et très peu profond dans cette région nordique du pays. J'ai souligné le fait qu'un des promoteurs avait déjà été à l'origine d'un déversement en 2000 du côté américain de la mer de Beaufort. Au cours de ce déversement, l'entreprise pétrolière a constaté que les technologies qu'elle utilisait, son système de barrage visant à contenir un déversement, avaient échouées. L'océan Arctique est particulièrement tumultueux et agressif. Par conséquent, le système mis en place par l'entreprise s'est effondré et il y a eu un déversement de pétrole dans cette partie de l'océan.

Par la même occasion, j'ai soulevé certaines préoccupations concernant l'habitat faunique. J'ai questionné le gouvernement au sujet des bélugas, de l'habitat des ours polaires et de la nature virginale et sensible du rivage dans cette région de l'Arctique. Le gouvernement a nié les faits. Sa réponse était sincèrement trompeuse. Selon lui, il n'y avait aucun problème, jusqu'à ce que l'on confirme, avec l'aide du Fonds mondial pour la nature et d'autres intervenants, que le gouvernement délivrait de manière accélérée ces permis d'exploitation.

Il y a présentement un moratoire, ou une interdiction temporaire, sur l'exploration pétrolière et gazière. En Colombie-Britannique, par exemple, cela remonte aux années 1980 dans le cas du pétrole et du gaz. La province et l'Association canadienne des producteurs pétroliers se sont prononcés en faveur de la levée du moratoire afin de permettre la prospection pétrolière et gazière. C'est une possibilité très intéressante.

J'étais en Colombie-Britannique il y a environ 10 jours. Dans cette province et ailleurs dans l'Ouest, j'ai pris beaucoup de temps pour rencontrer des représentants de l'administration portuaire de Vancouver et de l'aquarium de Vancouver, qui est un des plus importants centres canadiens de recherche et d'analyse du milieu marin de la côte Ouest. J'ai rencontré des gens s'occupant des oléoducs existants et des projets d'oléoducs entre Fort McMurray et le Nord de la Colombie-Britannique où un port en eau profonde serait aménagé pour vendre davantage de pétrole et de gaz aux marchés émergents que sont l'Inde et la Chine. Il était intéressant de voir que tous les gens que j'ai rencontrés étaient incapables de justifier le besoin d'un nouvel oléoduc.

Cela démontre bien que la motion tombe à point nommé. Le Canada doit faire une pause et prendre le temps d'examiner l'état actuel de la technologie permettant l'exploitation du pétrole et du gaz en mer et il doit aussi s'interroger sur le moratoire, l'interdiction temporaire, les mesures fiscales auxquelles j'ai fait allusion et les promesses du gouvernement d'éliminer les subventions aux sociétés pétrolières et gazières. Ce serait un point de départ pour l'élaboration d'une nouvelle politique énergétique nationale. C'est pourquoi l'opposition officielle est heureuse d'appuyer la motion.

●(1225)

Nous exhortons le gouvernement à faire ce qui est juste et raisonnable. Il faut cesser d'éluder les questions, arrêter de louvoyer, ne pas prendre les questions d'environnement comme autant de crises de relations publiques à gérer et finalement faire ce qui doit être fait. Le gouvernement doit discuter avec les autres partis et produire une nouvelle politique énergétique nationale améliorée pour l'avenir qui tienne compte des changements climatiques et des gaz à effet de serre et, espérons-le, qui placera le Canada dans le peloton de tête mondial et en fera le pays le plus éconergétique et propre de la planète.

Nous pouvons le faire. Nous avons le savoir-faire, les gens, les preneurs de risque et les méthodes. Tout ce qui manque, c'est la volonté politique et le courage. J'exhorte le gouvernement à se secouer et à agir.

[Français]

**M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ):** Monsieur le Président, j'ai bien écouté le discours du député libéral porte-parole en matière d'environnement et d'énergie, mais je suis un peu surpris de ses belles paroles d'aujourd'hui. En effet, il nous dit qu'il faut renforcer les lois et s'assurer qu'un événement comme celui qui s'est produit dans le golfe du Mexique récemment ne se produira pas au Canada. Pourtant, je me rappelle très bien que, le 26 mars 2005, son propre gouvernement avait inscrit à l'époque une modification réglementaire dans la *Gazette du Canada* qui prévoyait que les projets de forage exploratoire ne seraient plus soumis à une étude approfondie, mais simplement à un examen préalable. J'avais pris la peine d'écrire, le 25 avril 2005, au ministre de l'Environnement de l'époque pour lui demander de retirer ce projet de réglementation.

Comment le député peut-il dire qu'il faut une réglementation plus forte quand, en 2005, son propre gouvernement proposait d'assouplir, et même d'affaiblir, les règles d'évaluation environnementale au Canada pour les projets pétroliers?

**M. David McGuinty:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue. C'est vrai qu'il y a eu des propositions il y a cinq ans, mais nous sommes présentement en 2010. Nous avons beaucoup appris, nous avons beaucoup à apprendre et nous avons beaucoup de progrès à faire. C'est pourquoi je fais appel encore une fois au gouvernement afin qu'il travaille avec l'opposition pour finalement en arriver à un plan énergétique pour l'avenir du Canada.

Cela ne veut pas dire un plan comme le National Energy Program des années 1970 et 1980. Au contraire, on recherche maintenant un plan crédible. Le gouvernement dit qu'il a des cibles de 17 p. 100. Travaillons ensemble. Il faut maintenant faire du progrès. C'est exactement pourquoi je pense que la motion est positive: elle demande à la Chambre des communes de travailler ensemble pour arriver à ce plan.

[Traduction]

**Mme Linda Duncan (Edmonton—Strathcona, NPD):** Monsieur le Président, je remercie le député d'Ottawa-Sud d'avoir déclaré que son parti appuie la motion du NPD et souscrit à l'idée d'un examen plus exhaustif. Il a parfaitement raison. L'examen qui allait être fait aurait eu une portée extrêmement limitée. Il n'est pas encore clair si le gouvernement parle d'un examen qu'il effectuerait lui-même ou de l'examen exhaustif qui sera bientôt effectué par l'Office national de l'énergie, qui, soit dit en passant, est simplement un organisme délégué.

*Travaux des subsides*

J'ai aussi apprécié l'allusion du député au discours du président Calderón à la Chambre, que nous avons tous entendu. Le président a eu du mal à trouver quelque chose de positif à dire au sujet des actions du gouvernement. Il a très poliment omis de parler de la déréglementation actuelle des évaluations environnementales, mais nous a demandé d'aller de l'avant dans notre lutte contre les changements climatiques.

Le gouvernement semble dire que l'Agence internationale de l'énergie appuie la voie dans laquelle il s'est engagé. En fait, il y a plus d'un an, l'AIE a demandé à tous les pays développés du monde de souscrire à une nouvelle voie verte dans leur quête de sécurité énergétique.

Est-ce que le député appuie la demande, formulée par le NPD, visant l'élaboration d'une nouvelle stratégie en matière d'énergie, de sécurité et de durabilité qui nous permettrait de nous engager dans cette voie?

**M. David McGuinty:** Monsieur le Président, le Nouveau Parti démocratique n'est pas le seul à demander l'adoption d'une approche globale et cohérente à l'avenir énergétique du Canada. En effet, des secteurs industriels, des ONG et des groupes de défense des consommateurs font la même demande. Je pense qu'une telle demande fait l'unanimité dans la société canadienne. Cela fait maintenant cinq ans que l'opposition officielle prône une telle approche.

Comme diraient les golfeurs qui nous regardent ou nous écoutent, il faut que la balle atteigne le vert. Le Canada a absolument besoin d'un plan pour planifier son avenir énergétique de manière efficiente. Nous devons faire des choix. Nous devons assurer la cohérence entre les dépenses et les incitatifs pour les investissements, au moyen de mesures fiscales, comme je l'ai mentionné plus tôt.

Les parlementaires ne sont pas les seuls à être préoccupés par notre avenir énergétique. En fait, c'est en voie de devenir une question de compétitivité économique du Canada. Nos investisseurs, ceux qui prennent des risques, et nos entrepreneurs se demandent « Où allons-nous? Comment pouvons-nous faire des choix difficiles concernant l'allocation de nos ressources financières limitées, dans nos entreprises, pour employer nos gens, si nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve? »

C'est pourquoi, je demande encore une fois au gouvernement et au premier ministre de convoquer les premiers ministres, d'ici 70 jours, à une réunion sur l'énergie et les changements climatiques, afin que le Canada puisse gagner cette course à l'efficacité énergétique.

● (1230)

**M. Alan Tonks (York-Sud—Weston, Lib.):** Monsieur le Président, le Comité des ressources naturelles a tenu des audiences depuis le déversement pétrolier aux effets dévastateurs survenu dans le golfe. Cette motion, même si elle ne découle pas directement de cet incident, est tournée vers l'avenir et vise à revoir l'ensemble du régime en place.

L'une des préoccupations de certains membres du comité est que l'industrie semble adopter une approche attentiste — pensant peut-être que si la réglementation était quelque peu resserrée, cela aiderait — et attend de voir quels moyens technologiques seront mis en oeuvre pour endiguer le déversement dans le golfe.

Il semble de plus en plus que le forage en parallèle d'un puits de secours est une approche supérieure à tous les égards et que la loi devrait être modifiée pour que le règlement rende l'obtention d'un permis de forage tributaire du forage en parallèle d'un tel puits. Il semble que l'expérience dans le golfe mène à la même conclusion.

Est-ce que le député aimerait commenter les audiences de l'Office national de l'énergie et nous dire si la gravité des conséquences les plus tragiques sera prise en considération ou s'il y aura simplement un déséquilibre entre les besoins et les préoccupations de l'industrie et l'intérêt des Canadiens, à la lumière des leçons que nous pouvons tirer du déversement dans le golfe?

**M. David McGuinty:** Monsieur le Président, je crois que l'Office national de l'énergie et les parties engagées dans ce processus feraient une grave erreur de sous-estimer la nécessité d'apporter les grandes améliorations qu'il y a lieu d'apporter au régime réglementaire si nous voulons poursuivre les activités d'exploration et d'exploitation des ressources pétrolières et gazières extracôtières. Ce serait une très grave erreur.

Les sociétés pétrolières, en fait toutes les grandes sociétés, savent que ce ne sont pas les autorités de réglementation qui leur accordent des permis. À cause du désastre causé par la société PB, et d'autres désastres dans le passé, elles savent que c'est le public qui leur donne la permission de mener leurs activités. Demandez aux actionnaires de BP s'ils sont ravis de voir que BP devra assumer des coûts bien au-delà de 1 milliard de dollars dans la foulée de ce désastre. Demandez-leur s'ils croient qu'il s'agit là d'une utilisation productive des capitaux qu'ils investissent dans cette société, capitaux qui se font rares. Je crois connaître la réponse.

La situation nous offre une occasion à saisir en tant que pays. Je ne sais pas pourquoi nous ne lançons pas le débat dans le contexte du Conseil de l'Arctique, au moment où les autres États de l'Arctique sont aussi poussés à adopter au plus vite des pratiques exemplaires. Cela pourrait se faire dans le sillage de l'examen, certes, mais un moment viendra peut-être où nous devront dire non, tout simplement parce que les risques économiques et environnementaux découlant des activités de forage en mer sont trop grands.

Une fois de plus, toutes ces décisions se prendront en l'absence d'un plan national cohérent à l'égard de notre avenir énergétique. Quelle est notre approche en matière d'énergie nucléaire? En matière d'hydroélectricité? Quelle est notre approche à l'égard du charbon et des autres combustibles fossiles? Quelle est notre approche en matière d'énergie solaire?

Les Canadiens parlent souvent d'investissements dans les énergies renouvelables. Le Parti libéral du Canada a été clair. Il ne préconise pas l'uniformisation des règles du jeu pour les secteurs des énergies renouvelables et non renouvelables. Nous voulons que les règles du jeu favorisent les énergies renouvelables.

Nous avons atteint un point où il est crucial que le gouvernement travaille avec les partis de l'opposition afin d'élaborer un plan cohérent pour l'avenir énergétique du Canada.

● (1235)

[Français]

**M. Bernard Bigras (Rosemont—La Petite-Patrie, BQ):** Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part à ce débat dans le cadre de la journée de l'opposition, que je qualifierais d'importante. Il est important de se prononcer sur cette question parce qu'il s'agit d'une terrible catastrophe écologique. La motion est à tout à fait à propos et nécessite des parlementaires un engagement futur par rapport à des projets pouvant se réaliser ici, autant dans la mer de Beaufort qu'ailleurs, dans des eaux près du Groenland.

Je lis la motion qui a été présentée aujourd'hui:

*Travaux des subsides*

Que la Chambre prenne acte de l'horreur que la catastrophe écologique actuellement en cours dans le golfe du Mexique inspire aux Canadiens et du fait qu'ils réclament la prise de mesures de prévention pour empêcher que pareille chose ne se produise au Canada, et par conséquent qu'elle exhorte le gouvernement à entreprendre immédiatement une révision exhaustive, au niveau fédéral, des lois, règlements et politiques qui régissent la mise en valeur des sources non conventionnelles de pétrole et de gaz, dont les sables bitumineux, les gisements pétroliers et gaziers en eau profonde et le gaz de schiste, au moyen d'un processus transparent comportant la consultation la plus vaste possible de tous les intervenants concernés en vue de doter le Canada des règles de sécurité et de protection de l'environnement les plus rigoureuses du monde, et à faire rapport à la Chambre afin d'en assurer le suivi.

Cette longue motion est importante parce qu'elle est un peu la conséquence des événements survenus le 20 avril dernier dans le golfe du Mexique. La plate-forme pétrolière Deepwater Horizon a fait l'objet d'une explosion, ce qui a entraîné des conséquences désastreuses sur le plan environnemental. Selon l'entreprise, on parle d'un déversement de 800 000 litres de pétrole par jour dans le golfe. C'est assez important. C'est l'évaluation de l'entreprise, mais selon certaines équipes fédérales américaines qui ont évalué la situation, ce chiffre pourrait être près du double. Cette catastrophe écologique serait encore plus grave que celle bien connue de l'*Exxon Valdez*, au nord.

Cette catastrophe, qui affecte déjà de nombreux écosystèmes aux États-Unis, aura des répercussions environnementales très graves sur les marais. C'est l'aspect déplorable de cet événement, qui a également des conséquences économiques. C'est ce qu'on constate dans les dernières heures. Malgré tout, cette catastrophe écologique permet une forme de prise de conscience.

Il y a des moratoires importants sur la pêche, des pertes de marché et de revenus considérables pour les pêcheurs et tous les drames humains qui s'ensuivent. On se rend compte qu'une catastrophe écologique n'entraîne pas seulement une perte d'écosystème, la pollution de certains marais, la perte ou la fragilisation de certaines espèces animales, mais également une détérioration économique. Nous devons démontrer aujourd'hui qu'une catastrophe écologique peut également entraîner un revers économique considérable. Les pêcheurs de la Louisiane se rendent compte aujourd'hui de l'ampleur de cette catastrophe.

De ce côté-ci de la frontière, on n'a pas vu venir cette catastrophe. On affaiblissait les normes environnementales depuis plus de cinq ans. C'est facile, pour l'opposition officielle, d'accuser le gouvernement conservateur d'avoir fait preuve de laxisme en donnant certaines autorisations à des forages exploratoires.

● (1240)

La réalité est que le gouvernement précédent, le gouvernement libéral, a été le premier à affaiblir les normes environnementales. Sans débat public, le ministre de l'Environnement de l'époque, le député de Saint-Laurent—Cartierville, avait déposé le 26 mars 2005, dans la *Gazette du Canada*, une modification réglementaire que certains trouvaient cosmétique et sans importance. Elle visait à faire en sorte de modifier la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale afin que les forages exploratoires extra-côtiers ne soient plus soumis à une étude approfondie, mais simplement à un examen préalable. Par conséquent, la modification visait à faire en sorte que ces projets de forage exploratoire ne soient pas soumis à la consultation et que les intervenants ainsi que toutes les parties concernées ne soient pas amenés à se prononcer sur cette question.

Le Bloc québécois avait réagi parce qu'on est près des gens. On a fait une tournée dès 2005 dans toutes les régions du Québec, mais particulièrement le long du Saint-Laurent. Cela nous avait amenés aux Îles-de-la-Madeleine où des groupes nous avaient sensibilisés au fait qu'il existait cette modification réglementaire présentée par le

gouvernement fédéral qui visait à affaiblir et à assouplir les règles d'évaluation environnementale.

Les citoyens des Îles-de-la-Madeleine nous avait dit d'examiner cette modification réglementaire, car elle risquait de créer des dangers pour eux. Ils voulaient qu'on intervienne. On avait rencontré des groupes comme Attention Fragiles et la Société de conservation des Îles-de-la-Madeleine. Ils nous avaient demandé d'intervenir.

Nous avons alors écrit au ministre de l'Environnement, le 25 avril 2005, en lui indiquant que « la modification proposée au règlement vise à changer le type d'évaluation environnementale qui doit s'appliquer à un projet de forage exploratoire situé dans la zone extra-côtière. »

On indiquait au ministre de l'époque qu'il n'était pas « sans savoir que des projets de forage exploratoire étaient à prévoir au cœur du golfe. Si la modification réglementaire est adoptée, des sites comme Old Harry, Cape Ray et d'autres au large des côtes de la Nouvelle-Écosse où seront réalisés des forages exploratoires seraient donc soumis à un examen préalable plutôt qu'à une étude approfondie. »

Nous lui rappelions que « les ressources renouvelables qui s'y trouvent sont essentielles pour l'économie du tourisme et de la pêche de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine ». On était donc intervenus.

Que nous indiquait le ministère lorsqu'on lit la note attachée à ce projet réglementaire? Voici ce que le ministère de l'Environnement nous disait, et je cite: « [...] les effets environnementaux des activités de forage exploratoire au large des côtes sont, de façon générale, mineurs, localisés, de courte durée et réversibles. »

C'est ce que nous répondait le ministère pour motiver sa modification réglementaire. Il disait que les effets environnementaux des activités de forage exploratoire sont « mineurs, localisés, de courte durée et réversibles. »

Ce n'est pas ce qu'on connaît dans les dernières heures. Ce n'est pas ce que l'on sait de la catastrophe du 20 avril dans le golfe du Mexique.

Cette première vague de modifications et d'affaiblissement du régime réglementaire en matière d'évaluation environnementale a d'abord été engagée par le Parti libéral. Dans la même veine, le gouvernement conservateur a modifié aussi, dans un projet de loi plus large, les règles d'évaluation environnementales, ce qui fait en sorte que les projets pétroliers au cours des prochaines années ne seraient plus sous l'égide de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, mais soit plutôt sous celle de l'Office national de l'énergie. Voilà encore une fois une autre erreur majeure de la part du gouvernement fédéral, soit de faire en sorte que ceux et celles dans nos institutions, dans nos organisations gouvernementales, qui sont là pour protéger l'environnement, ne soient plus ceux et celles qui soient responsables de l'évaluation, mais que ce soit plutôt des organisations qui ont une vocation clairement économique, clairement pétrolière, qui soient responsables de l'évaluation environnementale.

● (1245)

On avait critiqué cette décision du gouvernement bien avant la catastrophe du 20 avril dans le golfe du Mexique. On continue de croire que ceux et celles qui devraient évaluer les répercussions environnementales des projets de forage sont justement ceux et celles qui sont là pour protéger l'environnement, et non pas ceux et celles qui sont responsables de la propension à l'augmentation de la production pétrolière. Voilà donc l'attitude du gouvernement fédéral.

### *Travaux des subsides*

Trois menaces sont à venir. Je les identifie dans trois genres de cas, trois genres de projets. D'abord, un projet de forage à Terre-Neuve a débuté il y a quelques semaines, à 430 km de Saint-Jean, et vise à forer à 2 600 km sous le niveau de l'eau. C'est un kilomètre de plus que le projet qui a eu cours dans le golfe du Mexique et qui a connu la catastrophe du 20 avril dernier.

Cela veut dire que ce projet exploratoire à Terre-Neuve, à cause des modifications du gouvernement libéral, n'a pas été soumis à une étude approfondie, mais a simplement été soumis à un examen préalable. Si on n'avait pas fait la modification réglementaire en 2005, ce projet à Terre-Neuve aurait donc dû être soumis à une étude approfondie et à des consultations publiques où des intervenants, des scientifiques et des gens concernés par le milieu auraient pu soumettre un certain nombre de risques probables à l'égard des forages exploratoires. Ce projet à Terre-Neuve, en vertu des modifications libérales, n'a pas été soumis à une étude approfondie. Voilà le premier risque.

La semaine dernière, lorsque des responsables ont comparu en comité parlementaire, on a posé un certain nombre de questions. Il existe des forages pétroliers au Canada dont celui dans le bassin Orphan. On a posé la question à l'Office Canada-Terre-Neuve et Labrador en lui demandant, s'il y avait un accident comparable à celui qui est survenu dans le golfe du Mexique le 20 avril, quel serait le délai. Quel serait le plan de surveillance? Que ferait-on? À quoi pourrait-on s'attendre? Le responsable et porte-parole de l'office, Sean Kelly, nous a indiqué qu'il faudrait faire venir une foreuse du golfe du Mexique pour pouvoir creuser un puits de secours à une telle profondeur, et qu'il faudrait au moins 11 jours pour faire venir une telle foreuse. Selon un autre analyste, il faudrait de quatre à cinq mois pour forer un puits de secours. On comprend ce que cela veut dire. On décide de forer à 2 600 km sous le niveau de l'eau, ce qui est plus profond que le projet connu dans le golfe du Mexique, et s'il y avait un accident comparable, il faudrait faire venir une foreuse du golfe du Mexique. Cela prendrait 11 jours avant que la foreuse arrive et cinq mois avant d'avoir fini de forer.

Après cela, le gouvernement nous dit qu'on n'a pas à s'inquiéter, que tout va bien, que le problème est dans nos têtes, qu'il n'y a pas de risque, et que les gens des îles de la Madeleine et les Canadiens n'ont pas à s'inquiéter. Et le gouvernement appelle ça un plan d'urgence! C'est totalement inacceptable. Depuis 2005, des décisions se sont prises les yeux fermés. Je peux dire que les premiers responsables de cela, c'est le Parti libéral du Canada et ceux et celles qui s'y sont associés sans modifier les règlements, mais aussi le Parti conservateur de par les modifications inscrites dans le projet de loi C-9.

S'il devait y avoir un accident, des gens devraient porter des responsabilités ministérielles. Des ministres à la Chambre devraient assumer leurs responsabilités s'il devait survenir un accident à Terre-Neuve ou ailleurs sur les côtes extracôtières.

● (1250)

Nous demandons au gouvernement de revenir à la raison et de modifier la réglementation pour s'assurer que ce type de forage est soumis à des études approfondies et fait l'objet de consultations. Le public et les experts ont le droit de s'exprimer. De ce côté-ci de la Chambre, nous croyons qu'on doit tirer des leçons de la catastrophe environnementale du 20 avril, ce que ne semble pas avoir compris le gouvernement.

Le gouvernement a toujours dit qu'il était important de s'harmoniser avec les États-Unis. Pourtant, le président Obama a décrété un moratoire et veut mettre sur pied une commission

indépendante pour évaluer la situation. Il ne veut pas aller plus loin tant qu'on n'aura pas fait la lumière sur la question. Ici, on a un gouvernement qui accepte la poursuite de forages pétroliers à Terre-Neuve. En plus, il continue à être en faveur d'appels d'offres dans la mer de Beaufort pour des entreprises pétrolières. Dans trois parcelles de la mer de Beaufort, en 2007, le gouvernement a octroyé des droits d'exploitation de l'ordre de 50 millions de dollars à des entreprises, notamment à Exxon. Et en 2008, il a octroyé des droits à BP pour forer des puits de pétrole à 700 mètres sous le niveau de la mer.

Le gouvernement nous dit qu'il n'y aura pas de forage avant 2014, et c'est vrai. Cependant, il faut comprendre les signaux qu'on nous a envoyés récemment en comité parlementaire. Des responsables de BP sont venus voir les parlementaires et ont été incapables de dire s'il serait possible de nettoyer les dégâts engendrés par un éventuel accident dans le Nord canadien. Ils ne savent pas si, en cas de catastrophe, ils seraient capables de procéder au nettoyage. La responsable de BP n'avait pas les informations à sa disposition pour répondre aux questions.

Qui plus est, prétextant le coût élevé de l'opération la saison non propice, c'est-à-dire au début décembre jusqu'au printemps, les pétrolières ont demandé que les puits de secours dans le Nord canadien soient creusés plus tard, après le début des activités de forage. Ils sont venus demander à un organisme à vocation économique et non environnementale qu'on leur donne un sursis dans l'établissement des puits de secours parce que cela coûte trop cher. Qu'est-ce qui leur coûte trop cher? Cela va-t-il coûter cher à BP de nettoyer le gâchis du 20 avril?

Des pressions sont exercées par l'industrie pétrolière pour affaiblir, encore une fois — certains parleront d'assouplissement —, les normes environnementales, donner des avantages et créer des échappatoires pour une industrie, ce qui est totalement inacceptable.

Je profite de la présence du ministre des Affaires étrangères pour lui rappeler que la semaine prochaine, du 9 au 11 juin, aura lieu une importante conférence du Conseil de l'Arctique. On s'attend du Canada qu'il fasse preuve de leadership à cette occasion. Dès cet été, il y aura des projets de forage dans le Groenland, qui est tout près du Canada. On espère forer dans la baie de Baffin, à proximité de l'embouchure du détroit de Lancaster, près de l'endroit où le gouvernement souhaite établir une aire marine de conservation, à la limite canadienne.

Il y aura des risques pour le Canada et le Québec. Le Groenland, c'est loin, mais ce n'est pas si loin, quand on voit les ravages dans le golfe du Mexique.

● (1255)

On s'attend à voir du leadership canadien afin de s'assurer d'avoir les moyens nécessaires pour éviter qu'une catastrophe comme celle du 20 avril ne se produise au Canada.

[Traduction]

**M. Jim Maloway (Elmwood—Transcona, NPD):** Monsieur le Président, nous sommes plusieurs à nous être rendus, il y a quelques semaines, dans le golfe du Mexique où nous avons assisté à une séance d'information sur la situation. Le député parlait du forage à de très grandes profondeurs. Nous constatons maintenant que les autorités n'avaient pas vraiment de plan au cas où les choses tourneraient mal.

*Travaux des subsides*

En ce qui concerne le forage dans l'Arctique, la situation est encore plus compliquée. Un spécialiste des ours polaires soutient que l'explosion d'un puits de pétrole dans le nord de la mer de Beaufort juste avant la prise de la glace pourrait avoir des répercussions désastreuses sur les animaux nordiques. Il ajoute que les conditions arctiques présentent des dangers particuliers lors de l'extraction et du transport du pétrole en raison du manque de lumière naturelle, du froid intense, des glaces en marche, des vents forts, de la faible visibilité et de l'éloignement. Pour ces mêmes raisons, il est particulièrement difficile d'intervenir en cas de déversement pétrolier.

L'environnement du Nord présente un défi encore plus important au secteur pétrolier si un problème survenait. Et nous savons maintenant que ce n'est plus une possibilité, mais bien une certitude: un problème surviendra inévitablement. Je ne sais pas pourquoi les pays permettent à ces sociétés de forer sans les soumettre à une surveillance ou à une réglementation adéquates. Cela doit cesser et que crois que le député et moi sommes d'accord sur ce point.

Le député a-t-il d'autres observations à formuler quant à la complexité du forage dans l'Arctique par rapport au forage dans le golfe du Mexique?

[Français]

**M. Bernard Bigras:** Monsieur le Président, c'est effectivement très complexe à cause des neiges et des glaces. On n'est pas en mesure de donner des garanties quant à un plan de nettoyage.

La preuve en est qu'il y a deux semaines, Pêches et Océans Canada voulait déverser 1 200 litres de pétrole dans le détroit de Lancaster, dans le passage du Nord-Est, simplement pour évaluer comment, à l'avenir, on pourrait être appelé à nettoyer une fuite de pétrole dans le Nord à la suite d'une catastrophe environnementale.

On est devant un gouvernement qui accorde, par appels d'offres, des droits à des entreprises. On est à quatre ans d'un potentiel forage pétrolier, et tout ce que le gouvernement canadien trouve à faire est de déverser 1 200 litres de pétrole dans le Nord pour voir comment on pourra, au cours des prochaines années, nettoyer cette catastrophe environnementale. C'est un exemple concret. On donne des droits, mais pourtant on ne sait pas comment la catastrophe sera nettoyée. C'est totalement inacceptable.

D'ailleurs, les communautés inuites du Nord se sont opposées à une telle manoeuvre de la part du gouvernement. Il ne faut pas être gêné pour présenter un tel plan une semaine, deux semaines ou trois semaines après le déversement du 20 avril dernier.

Je crois que cela démontre que le gouvernement est en train d'autoriser ce type de projet sans avoir un plan de surveillance et un plan de nettoyage.

**M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, alors que mon collègue faisait son allocution, le député de Pontiac et ministre des Affaires étrangères parlait des intérêts du Québec et du fait que le Bloc québécois les défendait toujours. J'aimerais que mon collègue me dise comment les intérêts du Québec sont en danger avec la politique conservatrice.

**M. Bernard Bigras:** Monsieur le Président, ils sont en danger tout simplement parce qu'on ne peut pas accepter d'être sous l'égide d'un gouvernement dont les lois sont aussi laxistes. On demande un accord Québec-Canada sur les ressources énergétiques pour que le processus d'évaluation environnemental québécois soit mis en application dans ce type de projet de forage.

Si on se fie à la loi fédérale, les projets de forage exploratoire seront simplement soumis à des examens préalables et non pas à une

étude approfondie. La loi québécoise, elle, prévoit que ce type de projet doit être soumis au BAPE, un vrai bureau d'audiences publiques où les communautés des îles de la Madeleine auraient le droit de se prononcer et les scientifiques auraient le droit de comparaître.

Il nous faut, le plus rapidement possible, un accord Canada-Québec, mais malheureusement, encore une fois, le gouvernement fédéral refuse de reconnaître que le golfe appartient au Québec. On n'acceptera pas que le gouvernement adopte cette attitude par rapport au Québec parce que ce qu'on veut, c'est des règles environnementales plus sévères. Quand on compare les règles québécoises à celles du Canada, on se rend compte que les règles québécoises sont pas mal plus sévères que celles adoptées et modifiées par le gouvernement fédéral, quel qu'il soit.

● (1300)

**M. Robert Carrier (Alfred-Pellan, BQ):** Monsieur le Président, je félicite mon collègue de Rosemont—La Petite-Patrie pour nous avoir si bien parlé de l'importance de la protection de l'environnement.

Je voudrais qu'il développe ses idées sur le projet de mise en oeuvre du budget qu'on étudie et qui n'est pas encore adopté en troisième lecture. Dissimulée dans ce projet de loi, une partie traite justement des études environnementales. Évidemment, le projet de loi a été élaboré avant les incidents qui se sont produits dans le golfe du Mexique. À la lumière de ce qu'on a pu voir et constater, cela est dû à des connivences sur le plan gouvernemental, à une négligence du respect des lois ou à des influences politiques.

N'y a-t-il pas un danger à conserver dans le projet de loi de mise en oeuvre du budget la décision de laisser au ministre de l'Environnement le choix de mener des études environnementales? J'aimerais que le député développe ce sujet.

**M. Bernard Bigras:** Monsieur le Président, c'est exactement cela. Le Canada, par ces modifications inscrites au projet de loi C-9, essaie de s'harmoniser, si l'on peut dire, avec les États-Unis. On décide que c'est un office de l'énergie qui évalue ce genre de projets de forage. Or l'expérience américaine a démontré que c'était une erreur.

Quand on transfère l'évaluation environnementale de projets pétroliers du domaine de l'environnement au domaine énergétique, cela peut créer des passe-droits. Il faut donc revenir en arrière et faire en sorte que les projets pétroliers ne soient plus évalués par l'Office national de l'énergie, mais plutôt par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, qui pourra réaliser des études et des évaluations en collaboration avec des provinces.

Donc, comme on l'avait dit avant que la catastrophe ne survienne le 20 avril, ces modifications visant à transférer cela à l'Office national de l'énergie constituent une erreur importante. Il ne faut pas laisser cet office à la merci des entreprises pétrolières, particulièrement lorsqu'il y a des demandes d'autorisation.

**M. Claude Gravelle (Nickel Belt, NPD):** Monsieur le Président, le député du Bloc est-il d'accord pour dire que le Canada devrait réviser les lois pour adopter des lois plus proches des lois américaines, qui incluent une étude environnementale sur les permis donnés? De plus, le public aurait-il le droit de participer à cette étude?

*Travaux des subsides*

**M. Bernard Bigras:** Monsieur le Président, la réponse est oui. C'est exactement comme je le disais plus tôt. On en avait fait la demande au mois d'avril 2005, lorsque le Parti libéral a modifié la loi sur l'évaluation environnementale pour que les projets pétroliers ne soient plus soumis à une étude approfondie, mais plutôt à une étude préalable. La conséquence de cela est que ces projets n'étaient plus soumis à une consultation publique, car le ministère estimait que les effets environnementaux des activités de forage exploratoire étaient, de façon générale, mineurs, localisés, de courte durée et réversibles.

À la lumière de la catastrophe aux États-Unis, il est temps que nous revenions à des évaluations environnementales plus rigoureuses qui ouvrent la porte à la consultation publique, afin d'éviter que des passe-droits ne soient accordés. Ce n'est pas vrai que les effets environnementaux des forages pétroliers sont mineurs, localisés, de courte durée et réversibles. Il n'y a rien dans la catastrophe aux États-Unis, dans le golfe du Mexique, qui soit mineur, localisé, de courte durée et réversible. C'est tout à fait l'inverse. C'est pour cela qu'il faut procéder à des évaluations complètes de ce genre de projets.

• (1305)

[Traduction]

**M. Jack Harris (St. John's-Est, NPD):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir la chance d'intervenir dans le débat sur la motion présentée par ma collègue d'Edmonton—Strathcona. Je vais la répéter pour la gouverne de la Chambre et des téléspectateurs qui viennent de se joindre à nous. La motion dit:

Que la Chambre prenne acte de l'horreur que la catastrophe écologique actuellement en cours dans le golfe du Mexique inspire aux Canadiens et du fait qu'ils réclament la prise de mesures de prévention pour empêcher que pareille chose ne se produise au Canada, et par conséquent qu'elle exhorte le gouvernement à entreprendre immédiatement une révision exhaustive, au niveau fédéral, des lois, règlements et politiques qui régissent la mise en valeur des sources non conventionnelles de pétrole et de gaz, dont les sables bitumineux, les gisements pétroliers et gaziers en eau profonde et le gaz de schiste, au moyen d'un processus transparent comportant la consultation la plus vaste possible de tous les intervenants concernés en vue de doter le Canada des règles de sécurité et de protection de l'environnement les plus rigoureuses du monde, et à faire rapport à la Chambre afin d'en assurer le suivi.

Étant donné le libellé de la motion, qui réclame une révision exhaustive des lois afin d'avoir les règles de sécurité et de protection de l'environnement les plus rigoureuses au monde, on s'attendrait à ce qu'elle soit adoptée sans hésitation. À la lumière du désastre dans le golfe du Mexique causé par BP, il est évident qu'un examen est nécessaire.

Un porte-parole pour l'Office Canada-Terre-Neuve et Labrador des hydrocarbures extracôtiers, un organisme fédéral-provincial de surveillance du régime d'exploitation de gaz et de pétrole au large de Terre-Neuve-et-Labrador, a affirmé quelques jours après la catastrophe dans le golfe du Mexique qu'il allait devoir soumettre les règlements pertinents à un examen à la lumière de cet incident. Il est clair que les Canadiens sont en faveur d'un examen.

Je vais citer un environnementaliste terre-neuvien de longue date du nom de Stan Tobin. Il s'intéresse à l'environnement depuis 20 ou 30 ans, notamment dans la région de la baie Placentia, qui connaît une lourde circulation de pétroliers, compte une raffinerie et un port de transbordement et suscite beaucoup de préoccupations en ce qui concerne l'impact de l'industrie pétrolière et gazière sur l'environnement. M. Tobin dit qu'il est temps que le gouvernement fédéral effectue un examen complet.

Sur le sujet de la circulation de pétroliers, il a dit:

Le dernier examen remonte à 20 ans. Bien des choses ont changé. Si le gouvernement et l'industrie estiment que nous serions en mesure de répondre adéquatement à une catastrophe comme celle dans le [golfe du Mexique], ils sont bien les seuls à le penser. Nous sommes loin d'être prêts.

C'est une opinion qui est partagée par beaucoup de personnes dans l'ensemble du pays, y compris les profanes, les experts en la matière qui étudient cette question depuis de nombreuses années, et même les gens qui ont un grand respect pour l'expertise technologique des membres de l'industrie pétrolière et gazière.

La compagnie Chevron, qui est responsable du projet du bassin Orphan, le puits en eau profonde qu'on a commencé à creuser il y a quelques semaines seulement, a fait un aveu quand elle a présenté sa proposition de forage il y a cinq ans. Elle a reconnu candidement que, s'il y avait un important déversement de pétrole, elle ne serait pas capable de le nettoyer. Elle ne pourrait pas le faire en raison des conditions météorologiques et des vagues dans cette région, parce que le pétrole se disperserait très rapidement et que les mesures de confinement ne seraient probablement pas adéquates. Toutefois, elle a affirmé que les chances de déversement étaient tellement minimes qu'elle ne croyait pas que sa proposition était trop risquée.

Chevron a candidement admis qu'elle n'avait pas les capacités technologiques nécessaires pour nettoyer un déversement de pétrole. Cela devrait faire réfléchir beaucoup de personnes.

Après avoir entendu le gouvernement parler et avoir écouté attentivement ce que disait le ministre des Ressources naturelles aujourd'hui, on pourrait croire qu'il ne serait pas difficile pour le gouvernement d'appuyer la motion et de procéder à cet examen. Le ministre des Ressources naturelles a affirmé ce matin que son ministère et lui examinent constamment leur réglementation et qu'ils veulent s'assurer d'être les meilleurs au monde. En quoi cela est-il différent de la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui? Il n'est pas suffisant d'obtenir l'assurance du gouvernement. Nous devons avoir un processus ouvert et transparent.

• (1310)

Si le ministre croit vraiment que nous sommes à l'avant-plan, dans le monde, en matière de sécurité et de protection environnementales dans le domaine de l'exploitation pétrolière et gazière, qu'a-t-il à craindre? Pourquoi craint-il d'autoriser un processus transparent qui permettrait aux principaux intéressés et à d'autres, mis à part les représentants du gouvernement, d'examiner ces questions et de faire connaître leur avis?

Cette proposition vise à rassurer les Canadiens, qui devront avoir confiance dans la technologie requise pour le type d'exploitation pétrolière et gazière dont il est ici question, une technologie présentant un risque accru pour l'environnement.

Nous savons que l'exploitation des sables bitumineux, dans sa forme actuelle, laisse une profonde empreinte écologique. Nous savons que le forage en eau profonde comporte des dangers, comme on peut le constater dans le golfe du Mexique. Le forage en mer, où que ce soit, est toujours dangereux.

Je pense que le moratoire en place depuis une trentaine d'années en Colombie-Britannique, par exemple, montre à quel point les habitants de cette province sont craintifs face à ces dangers. Ce moratoire est une bonne chose et il sera probablement maintenu, parce que c'est ce que veulent les gens de la Colombie-Britannique. Ces gens ne veulent pas risquer d'avoir à faire face à un déversement de pétrole.



Je dois dire que, sur la côte Est, nous avons passablement bien réussi. L'exploitation gazière et pétrolière effectuée sur les plates-formes Hibernia, White Rose et Terra Nova ont donné lieu à quelques déversements. L'autre jour, le président de l'Office Canada-Terre-Neuve et Labrador des hydrocarbures extracôtiers en a présenté une estimation au Comité des ressources naturelles. Si je me souviens bien, il a dit qu'environ un baril de pétrole avait été déversé pour chaque million de barils produits au fil des ans. Je suppose que c'est un ratio convenable, mais peut-être pas. Quelqu'un d'autre aurait peut-être une opinion différente sur ce point.

Des déversements se sont produits. Par contre, nous sommes aux prises avec ce que je qualifierais de contrôle environnemental inadéquat. Sur la côte Est, l'industrie pétrolière et gazière applique un régime de déclaration volontaire. C'est l'industrie elle-même qui vérifie les effets sur l'environnement et en fait rapport à l'Office des hydrocarbures, qui publie ensuite l'information.

Dans ma province, les scientifiques, les chercheurs et les universitaires spécialisés en environnement critiquent constamment ce type de régime. Selon eux, la déclaration volontaire n'est certainement pas la meilleure manière de publier les données. Au cours d'une récente conférence, un orateur a illustré la situation par un exemple. Quand on demande à une personne quelles sont ses compétences et si elle réussit bien ce qu'elle fait, il est probable qu'on obtiendra une représentation assez favorable de ce que fait cette personne. Si l'on demande l'opinion de quelqu'un d'autre sur cette personne, on aura probablement un rapport un peu plus objectif.

C'est une recommandation qui a été faite dans le passé. En fait, dans l'évaluation environnementale du projet Terra Nova, on recommandait fortement une surveillance indépendante des travaux. Cette recommandation n'a pas été retenue au nombre des conditions pour le développement de la plateforme d'exploitation Terra Nova.

Depuis lors, nous avons été témoins de déversements considérables, notamment d'eau traitée, qui n'ont pas été détectés et qui ont duré longtemps. Nous trouvons cela absolument inconcevable. Cette situation illustre de toute évidence que les règles que nous avons au Canada ne sont pas satisfaisantes et qu'elles ne sont certainement pas les meilleures au monde. Nous avons également vu des incidents comme celui-ci qui nécessitent notre attention.

J'aimerais parler des travaux de forage en eau profonde qu'effectue la société Chevron. Il faut mettre les choses légèrement en perspective. Ce n'est pas la première fois qu'on creuse un puits. Cependant, c'est le plus profond. En 2007, Chevron a creusé un puits en eau profonde dans le bassin Orphan. Ce puits n'est pas destiné à l'exploitation. En fait, Chevron ne va même pas effectuer de test de débit. Elle a uniquement l'intention de prélever des carottes de forage. À la fin des travaux, le puits sera cimenté. Comme il s'agit uniquement de travaux d'exploration, il y a une différence en termes de risque.

Il a fallu trois mois pour creuser ce puits. L'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers a réagi très rapidement dans ce cas en exigeant une surveillance additionnelle. Fait intéressant, à un certain moment, quand le forage atteindra la zone de carbone élevé, où il y a une pression considérable, les travaux seront interrompus pour permettre de faire ce que l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers appelle une pause. Espérons qu'on évaluera à ce moment-là les risques de poursuivre le forage, compte tenu de ce qui s'est passé dans le golfe du Mexique.

• (1315)

**Le vice-président:** Malheureusement, nous n'aurons pas le temps de passer à la période de questions et d'observations.

### *Initiatives parlementaires*

Comme il est 13 h 15, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui, la motion d'opposition est réputée avoir été mise aux voix et un vote par appel nominal est réputé avoir été demandé et reporté au mardi 1<sup>er</sup> juin 2010, à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles.

Je crois que le député de Crowfoot veut faire une proposition à la Chambre.

**M. Kevin Sorenson:** Monsieur le Président, j'aimerais demander à la Chambre si elle accepte de dire qu'il est 13 h 30.

**Le vice-président:** Devrait-on dire qu'il est 13 h 30?

**Des voix:** D'accord.

---

## INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Traduction]

### LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

**M. Merv Tweed (Brandon—Souris, PCC)** propose que le projet de loi C-509, Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des postes (documents de bibliothèque), soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

— Monsieur le Président, c'est avec un grand plaisir que je présente aujourd'hui le projet de loi C-509, Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des postes (documents de bibliothèque) à l'étape de la deuxième lecture. Il s'agit là d'une mesure législative que les bibliothèques et les collectivités demandent depuis des années. C'est donc pour moi un honneur de présenter ce projet de loi.

Qu'est-ce que le tarif des livres de bibliothèque et comment ai-je appris ce que c'était? Depuis 1939, les bibliothèques du Canada s'échangent des livres en profitant d'un tarif réduit connu sous le nom de tarif des livres de bibliothèque. Ce rabais permet à toutes les bibliothèques du Canada d'accéder à l'inventaire des autres bibliothèques. Les établissements des petites collectivités rurales et éloignées peuvent ainsi offrir les mêmes articles de lecture que les grandes bibliothèques urbaines.

Pendant la campagne électorale de 2004, j'ai rencontré les représentants de plusieurs collectivités qui m'ont confié qu'ils s'inquiétaient à l'idée que Postes Canada, en raison de contraintes budgétaires, envisageait la possibilité de retirer son appui à ce programme et de recommencer à exiger le tarif normal pour l'acheminement des livres.

Je suis d'avis qu'une telle mesure causerait beaucoup de problèmes aux bibliothèques du Canada et, par voie de conséquence, aux personnes qui bénéficient du programme de tarif des livres de bibliothèque. Nous parlons surtout ici de Canadiens qui vivent en milieu rural, en région éloignée, y compris dans le Nord, et qui ont peu accès à des bibliothèques et aux livres qu'elles offrent.

Le fait d'avoir accès aux fonds des grandes bibliothèques et de pouvoir faire expédier ces livres dans les collectivités à un tarif avantageux permet à maintes petites collectivités d'offrir un vaste choix de lectures sans que leur bibliothèque locale ait à encourir des frais énormes pour les faire venir. Cela permet aussi aux Canadiens qui vivent en région rurale et en région éloignée de disposer de documents, sans devoir payer de leur poche de coûteux déplacements.

### *Initiatives parlementaires*

En quoi le tarif des livres de bibliothèque est-il important pour tous les Canadiens? Il assure à tous les Canadiens un accès équitable aux documents gardés dans les bibliothèques de tout le pays. Il répond aux besoins intellectuels des collectivités rurales et nordiques. Il découle de l'idée que les collections de toutes les bibliothèques constituent un bien national accessible à tous les Canadiens et qu'elles favorisent l'éducation et l'apprentissage continu tout en contribuant à maintenir la compétitivité et la productivité du Canada dans le monde.

Quand je parcours le pays, nombreux sont les gens qui me demandent ce qui arriverait si le tarif des livres de bibliothèque venait à disparaître.

Bien des gens, moi compris, pensent que, premièrement, cela créerait un service de bibliothèque à deux niveaux: un pour ceux qui ont les moyens de payer l'accès à l'information et un pour les autres. Cela compromettrait l'accès des Canadiens aux ressources des bibliothèques canadiennes, accès nécessaire pour apprendre, innover et prospérer dans l'économie de l'information du XXI<sup>e</sup> siècle.

Deuxièmement, les étudiants canadiens, les personnes handicapées et les habitants des régions rurales seraient particulièrement désavantagés puisqu'ils comptent beaucoup sur le fait que leur bibliothèque locale puisse partager des ressources avec les grandes bibliothèques centrales.

Troisièmement, cela réduirait gravement l'accès à des livres pour les personnes vivant dans des régions rurales éloignées du Canada.

Quatrièmement, cela réduirait le niveau de service des bibliothèques et pourrait les forcer, pour rentrer dans leurs frais, à transférer les frais de port aux abonnés et aux étudiants qui suivent une formation à distance. De tels frais d'utilisation décourageraient bien des abonnés de faire des demandes d'emprunt par la poste.

Cinquièmement, les petites bibliothèques cesseraient de fournir des services de prêt et se limiteraient à emprunter des documents.

Sixièmement, cela priverait le reste du pays de l'accès aux sources d'information uniques dont nos bibliothèques locales sont souvent les gardiennes.

Septièmement et finalement, cela priverait très vraisemblablement les personnes confinées chez elles de l'accès à des documents de bibliothèque.

• (1320)

Mon projet de loi prévoit qu'avant de hausser le tarif pour les livres de bibliothèque, Postes Canada doit recevoir l'approbation nécessaire du gouvernement du Canada. À mon sens, cette obligation permettra aux Canadiens de faire connaître leur point de vue sur cette question très délicate avant tout changement de tarif.

Mon projet de loi propose également que le tarif pour les livres de bibliothèque comprenne l'expédition de CD, de CD-ROM et d'autres documents audiovisuels. Nos besoins en matière de types particuliers d'articles de lecture évoluent au même rythme que la technologie. Je pense qu'en incluant ces documents, nous permettrons en fait à Postes Canada d'assumer des coûts moindres pour la mise en oeuvre de ce programme communautaire très utile. Imaginez la livraison de 16 CD dans une localité rurale ou éloignée par rapport à l'expédition de 16 livres. Si l'on ne tient compte que du poids, on s'aperçoit que de grandes économies pourraient être réalisées. Au fil du temps, les économies seraient spectaculaires et pourraient très bien aider à atténuer certaines des pressions financières avec lesquelles Postes Canada est aux prises. Je suis persuadé qu'à mesure que la technologie continuera d'évoluer, les Canadiens vont, et devraient, avoir accès à tous les types d'articles de lecture.

En raison des circonstances, j'ai dû présenter à la Chambre mon projet de loi trois fois au cours des quatre dernières années. Je suis très heureux de recevoir des appuis de toutes les régions du pays. J'ai reçu des réponses des dix provinces et des trois territoires. Si vous le permettez, j'aimerais vous faire part de certains des commentaires qui m'ont été adressés.

Voici le commentaire d'une personne de l'Ontario au sujet du tarif des livres:

C'est le principe fondamental qui sous-tend l'idée que les collections de toutes les bibliothèques font partie du patrimoine national, lequel est accessible à tous les Canadiens, et que, à ce titre, il appuie l'éducation et l'apprentissage permanent et contribue à maintenir la compétitivité internationale et la productivité du Canada.

Soi dit en passant, la bibliothécaire responsable de la Bibliothèque publique d'Ottawa a dit que l'augmentation envisagée du tarif des livres de bibliothèque se traduirait par un fardeau financier supplémentaire de 70 000 \$ pour sa bibliothèque. Je demande aux gens de s'imaginer l'impact que cette augmentation aurait sur les autres bibliothèques du pays, surtout celles des régions rurales et éloignées qui comptent sur la capacité des bibliothèques de la ville de leur envoyer ces livres à un tarif réduit.

Voici un commentaire du Nouveau-Brunswick:

Au Canada, le tarif des livres de bibliothèque favorise et encourage le partage des livres de bibliothèque, financés par les contribuables. À relativement peu de frais, il permet de faire le lien entre tous les Canadiens, y compris les personnes handicapées, les personnes confinées à la maison et les résidents des régions éloignées. Ce tarif est un moyen d'encourager l'alphabétisation des Canadiens et de développer leurs connaissances, notamment en aidant les étudiants inscrits à des programmes d'éducation à distance ou les Canadiens qui veulent atteindre les objectifs d'apprentissage qu'ils se sont fixés.

Voici un commentaire de l'Alberta. Il concerne le tarif des livres de bibliothèque et l'ajout de la documentation audiovisuelle :

Avec l'ajout de la documentation audiovisuelle, on reconnaît que les documents en format texte ne conviennent pas à toutes les personnes et que certaines ont besoin d'avoir accès à l'information au moyen de médias audiovisuels et numériques.

Voici un commentaire d'une personne de la Colombie-Britannique au sujet, encore une fois, du tarif des livres de bibliothèque:

À relativement peu de frais, il fait le lien entre tous les Canadiens, y compris les personnes handicapées, les personnes confinées à la maison et les résidents des régions éloignées. Ce tarif est également un moyen d'encourager l'alphabétisation des Canadiens et de développer leurs connaissances...

Environ 2 000 bibliothèques au Canada utilisent le tarif des livres de bibliothèque. Ces bibliothèques fournissent des services à plus d'un million d'utilisateurs chaque année. Comme je l'ai dit plus tôt, j'ai reçu des pétitions des quatre coins du Canada. J'ai reçu des lettres et des appels de personnes qui m'encouragent à continuer ma lutte pour le maintien du tarif des livres de bibliothèque.

• (1325)

Je crois que le tarif des livres de bibliothèque est un atout précieux pour tous les Canadiens. Je crois que les Canadiens ont le droit d'avoir accès à ce tarif. Je crois que, en tant que gouvernement et que députés, nous avons la responsabilité de trouver une solution de rechange pour permettre aux Canadiens qui ne peuvent pas accéder aux services publics des bibliothèques d'accéder aux renseignements et au matériel de lecture dont ils ont si désespérément besoin afin d'accroître leurs capacités de lecture et d'apprentissage.

*Initiatives parlementaires*

J'ai appris beaucoup de choses. Je ne peux pas dire que, avant de commencer ma carrière politique fédérale en 2004, je savais beaucoup de choses sur le tarif des livres de bibliothèque. La situation a changé aujourd'hui. Je comprends maintenant ce que les gens tentent de faire. Leurs objectifs sont louables, et ils méritent le respect des députés. Je présente aujourd'hui un projet de loi en leur nom pour appuyer ce merveilleux service qu'est le tarif des livres de bibliothèque. Le but de ma brève intervention est de demander à mes collègues d'appuyer ce projet de loi.

**M. Jim Maloway (Elmwood—Transcona, NPD):** Monsieur le Président, j'essaie de cerner le montant de la subvention que Postes Canada offre actuellement aux bibliothèques. Le député a parlé de 2 000 bibliothèques qui desservent environ un million de personnes partout au pays. Quel est le montant total que ces bibliothèques paient actuellement à Postes Canada et quelle serait l'augmentation qu'on a laissé entrevoir? Si le projet de loi n'est pas adopté, combien de millions de dollars les bibliothèques devront-elles payer en vertu du nouveau régime?

**M. Merv Tweed:** Monsieur le Président, c'est la difficulté à laquelle je me suis heurté en ce qui concerne toute la question du tarif des livres. Il a été très difficile d'établir les coûts. Même maintenant, le montant n'est pas déterminé de façon précise par Postes Canada.

Je pense que le passage des livres aux nouvelles technologies comme les DVD et les CD-ROM entraînera automatiquement une réduction des coûts, puisqu'un plus grand nombre de personnes utiliseront le service. C'est pourquoi j'ai inclus cette partie du projet de loi dans ma présentation, car je crois que le public se désintéresse des livres en format papier. Il a été question du Kindle. Je veux m'assurer que, lorsque les bibliothèques feront la transition vers le XXI<sup>e</sup> siècle au moyen des technologies qu'elles commencent à utiliser, nous ne perdrons pas la capacité de transférer l'information, en particulier aux collectivités rurales et du Nord.

Je m'excuse de ne pas pouvoir donner le montant exact, mais il n'a jamais été mis à ma disposition. Plusieurs montants ont été mentionnés. J'ai posé des questions au sujet de tous ces chiffres et aucun montant exact ne m'a été soumis.

•(1330)

[Français]

**M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, d'abord, je félicite le député conservateur de Brandon—Souris de cette initiative. J'espère évidemment qu'il pourra prendre en considération les recommandations ou les conseils que je pourrais peut-être lui donner. Je sais qu'il est un président de comité, parce que c'est mon président de comité. Il est très au fait des procédures et je lui suggérerais de proposer que cette motion soit adoptée à l'unanimité par tous les partis à toutes les étapes du rapport. Comme il l'a dit dans son exposé, cela fait plusieurs années qu'il a déposé son projet de loi et je crois qu'il est temps que le Parlement l'adopte très rapidement pour qu'il puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible.

[Traduction]

**M. Merv Tweed:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de ses observations et de ses suggestions. Nous travaillons ensemble au Comité des transports, et je crois que nous entretenons d'excellents rapports.

Je suis disposé à respecter le processus législatif et les règles de la Chambre. Je sais qu'il y a deux volets à la présentation d'un projet de loi. Je suis tout à fait conscient du temps qu'il faut pour l'étudier. Je sais également que certains ont émis des réserves à l'égard du projet

de loi et que des changements y seront peut-être proposés pour l'améliorer. Aussi, je suis tout à fait prêt à écouter ce que les députés ont à dire et à tenir compte de leurs conseils.

**M. Brian Storseth (Westlock—St. Paul, PCC):** Monsieur le Président, je félicite le député de sa ténacité. Il présente ce projet de loi pour la troisième fois en quatre ans et demi. Il est aussi tenace que son projet de loi.

Je remarque que, dans l'examen stratégique qu'a réalisé Postes Canada en 2008, il était indiqué que le tarif des livres de bibliothèque n'était pas considéré comme une obligation d'assurer un service universel. Cela a suscité beaucoup de préoccupations dans ma circonscription rurale puisque nos bibliothèques y dépendent fortement de ce service.

Le député pourrait-il nous expliquer brièvement en quoi cet aspect du projet de loi est une responsabilité qui relève des parlementaires, et l'importance que cela revêt dans son projet de loi, selon lui?

**M. Merv Tweed:** Monsieur le Président, il est vrai qu'on discute de ce qui relève ou non de la responsabilité de Postes Canada. J'ai inclus cette disposition dans mon projet de loi parce que ce service est tellement utile pour les Canadiens que toute hausse éventuelle de tarif devrait être examinée par la Chambre au lieu d'être laissée aux soins de Postes Canada et que la décision devrait être prise par les parlementaires et non par la société d'État.

**Mme Martha Hall Findlay (Willowdale, Lib.):** Monsieur le Président, aujourd'hui, je vais aborder la question du tarif des livres de bibliothèque, la proposition visant à modifier la Loi sur la Société canadienne des postes afin de réduire le tarif de port des documents de bibliothèque.

Je félicite mon collègue de Brandon—Souris d'avoir présenté cette motion et, comme un autre collègue l'a mentionné, d'avoir fait preuve de ténacité en continuant de faire avancer ce dossier. Je suis également heureuse de féliciter ma collègue de ce côté-ci de la Chambre, la députée de Mississauga—Streetsville, la porte-parole de l'opposition officielle, qui a aussi recommandé aux députés d'appuyer ces modifications et donc les efforts de mon collègue de Brandon—Souris.

Une expérience personnelle me pousse à appuyer cette initiative. Quand j'étais très jeune, ma famille a déménagé dans une très petite municipalité rurale de l'Ontario. Il y avait là une petite bibliothèque municipale, mais personne ne s'en était occupé depuis plusieurs années et elle était dotée de très peu de documents. Constatant les besoins, ma mère s'est portée bénévole comme bibliothécaire de la municipalité pour offrir ce service à certains adultes, mais surtout aux enfants de notre municipalité. Le plus grand défi qu'elle devait relever était de trouver des livres.

Par ailleurs, je félicite mon collègue d'avoir ajouté diverses catégories de documents à la liste parce que, maintenant, en 2010, d'autres types de documents comme des CD et des vidéocassettes sont mis à la disposition des usagers.

Toutefois, lorsque j'étais une petite fille, avant l'arrivée des CD et des cassettes vidéo, ma mère avait beaucoup de difficulté à trouver des livres pour la communauté. Il ne fait aucun doute que les petits villages et les bibliothèques rurales auront de la difficulté à obtenir des livres et tous ces autres documents et qu'ils hésiteront à se les procurer si les tarifs ne sont pas réduits. Il est évident, cependant, que bon nombre de ces petits villages et bibliothèques rurales se procureront davantage de documents, de livres, de CD et de cassettes vidéo pour leur communauté s'ils peuvent le faire à moindres coûts.

*Initiatives parlementaires*

Cette initiative revêt une importance capitale dans un pays où tous s'entendent pour dire que l'éducation est importante et que, pour assurer la réussite et l'avenir de notre pays, il est essentiel d'élargir les horizons de nos concitoyens et particulièrement ceux de nos enfants, notamment dans les régions où ces possibilités n'existeraient pas autrement.

Une de nos principales responsabilités en tant que parlementaires est de nous assurer que l'argent des contribuables est dépensé judicieusement et de manière efficace et transparente. Certains s'inquiètent des pertes de revenu que cela pourrait entraîner pour la Société canadienne des postes. J'appuie donc ce projet de loi, car je tiens pour acquis qu'il sera renvoyé au comité et que mes collègues pourront y examiner l'impact de cette mesure sur les revenus de la société d'État. C'est toutefois au sein du comité que nous aurons l'occasion d'analyser ces détails et de réagir en conséquence.

● (1335)

[Français]

Je tiens à féliciter mon collègue de Brandon—Souris de poursuivre la promotion de ce projet de loi. Je sais qu'il le fait depuis longtemps.

Je veux aussi féliciter ma collègue de Mississauga—Streetsville, qui est la porte-parole de mon parti à ce sujet. C'est elle qui a recommandé que les députés de ce côté-ci de la Chambre donnent leur appui à mon collègue de Brandon—Souris.

J'ai connu de près la situation des bibliothèques rurales. Quand j'étais petite, nous vivions dans un tout petit village, où ma mère est devenue la bibliothécaire bénévole. Sa plus grande difficulté était de trouver des livres et d'autres matériels pour la bibliothèque. Elle faisait affaire avec des adultes, mais également avec énormément d'enfants.

Je sais que pour elle c'était un très grand défi, mais elle appréciait beaucoup d'obtenir des livres et du matériel pour les gens de la communauté. C'était très important.

Je peux confirmer qu'avoir des frais réduits pour l'échange de matériel entre les bibliothèques est quelque chose de vraiment important, non seulement pour les bibliothèques rurales et les petits villages à travers le pays, mais aussi pour les gens qui auront la chance de lire et de regarder ces livres. C'est ce qui est le plus important.

Je veux répéter que nous sommes fiers, de ce côté-ci de la Chambre, de donner notre appui à notre collègue de Brandon—Souris pour ce qui est de ce projet de loi. Nous espérons qu'il sera discuté en comité parce que nous avons des questions à propos des coûts et sur ce qu'il adviendra au chapitre de la réduction des revenus à Postes Canada. Ce projet de loi est une très bonne idée. Nous donnons notre appui à ce projet de loi et nous espérons qu'il aura du succès.

**M. Mario Laframboise (Argenteuil—Papineau—Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui sur le projet de loi C-509, Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des postes (documents de bibliothèque), déposé par mon collègue de Brandon—Souris, d'autant plus que c'est une urgence.

Il y a présentement dans le réseau de prêts des bibliothèques publiques, entre autres celui du Québec, cette rumeur persistante comme quoi les frais seraient augmentés par Postes Canada. Il faut comprendre que Postes Canada fait des opérations d'affaires. Elle a ses propres problèmes. On sait que le projet de loi C-9 lui enlèvera le privilège exclusif du repostage des lettres à l'étranger. Il faut donc

envisager des pertes de revenus pour Postes Canada. C'est un choix du gouvernement conservateur d'adopter cette stratégie. C'est son choix de priver Postes Canada de son privilège exclusif au niveau du repostage. C'est un choix politique, mais il ne faut surtout pas que ce soit, entre autres, le réseau de prêts des bibliothèques publiques qui en paient le prix.

Je crois que mon collègue conservateur de Brandon—Souris a bien compris la situation. C'est un projet de loi auquel il tient. Tout à l'heure, je lui faisais la suggestion de faire en sorte qu'il soit adopté à toutes les étapes du rapport. Je sais qu'il voudrait que le comité en prenne connaissance, en discute et fasse comparaître Postes Canada afin de savoir où ils prendront l'argent. C'est pour cette raison que je lui suggérais qu'on l'adopte rapidement.

Si Postes Canada a un problème de revenus, elle devrait en discuter directement avec le gouvernement. Ce n'est pas ce service qui la prive de revenus parce que la société offre déjà un tarif réduit pour le transport de livres entre les bibliothèques pour les prêts et entre les citoyens qui veulent aussi offrir ce service. C'est déjà en vigueur et donc cela ne peut pas causer une perte de revenus. Ce tarif réduit est en vigueur depuis des décennies. Il n'y a pas de pertes de revenus à cet égard. Elles sont ailleurs. Je ne veux donc pas que le débat en comité repose sur les pertes de revenus de Postes Canada et ainsi, à la fin, faire avorter un projet de loi qui est urgent et nécessaire.

Parfois, on discute de sujets qui peuvent diviser. C'est une façon de gouverner qu'adopte certains gouvernement. Toutefois, un projet de loi comme celui qui est devant nous ne nous divise pas. Je n'ai pas entendu le porte-parole du Nouveau Parti démocratique, mais je suis convaincu qu'ils seront favorables à cette mesure. Il faudrait donc l'adopter très rapidement.

Comme nous l'expliquait notre collègue conservateur de Brandon—Souris, cela fait plus de quatre ans qu'il travaille sur ce sujet. Il dépose son projet de loi pour la troisième fois. J'espère que cette fois-ci sera la bonne. Je lui offre l'appui du Bloc québécois pour que le projet de loi puisse passer toutes les étapes du rapport. Il pourra en discuter avec son leader parlementaire afin qu'on évite un débat avec la Société canadienne des postes, qui a des problèmes présentement avec d'autres politiques du gouvernement. Je ne voudrais pas que cette mesure soit mise en danger.

Personnellement, je connais très bien la présidente du réseau des services de bibliothèques de prêts du Québec parce que c'est la présidente du réseau des services de bibliothèques de prêts de l'Outaouais. C'est la mairesse de Plaisance, dans ma circonscription. Elle est le préfet de la MRC de Papineau. J'ai eu la chance, à l'occasion, de discuter avec elle de cette possibilité de voir être augmentés les frais de transport. Ces organismes sont souvent dirigés par des bénévoles. C'est une question de la plus haute importance. Ils préparent un budget annuel et, à tous les ans, elle me parle afin de savoir ce qui se passera avec Postes Canada. Il est difficile de lui donner une réponse parce que Postes Canada est une société d'État qui gère sa façon d'opérer de manière indépendante. Cette société est soumise aux lois du gouvernement. Si nous lui commandions, avec ce projet de loi, de maintenir le tarif actuel, elle serait obligée de le faire. Je crois que c'est la bonne façon d'agir.

● (1340)

Mes collègues ont compris que nous appuierons sans réserve le projet de loi C-509 déposé devant nous, d'abord parce qu'il maintient le tarif réduit actuel, ensuite parce que ce tarif s'appliquerait dorénavant à tous les documents audiovisuels.

Mon collègue de Brandon—Souris est un visionnaire. Il y a des nouvelles technologies et il faut que la population ait de plus en plus la chance de s'en servir. Le fait que le tarif réduit s'appliquerait maintenant aux documents audiovisuels est une bonne façon d'encourager les communautés.

Mon collègue de Brandon—Souris a parlé des sommes importantes que pourrait économiser la Bibliothèque d'Ottawa. C'est vrai et on voit l'ampleur du problème. J'ai entendu un chiffre 75 000 \$, ce qui représente une somme importante.

Imaginons les milliers de dollars qu'économiseraient les petites communautés. Les bibliothèques publiques des communautés du Québec et du Canada sont souvent gérées par des bénévoles qui disposent de fonds que certains généreux donateurs ont bien voulu leur donner.

Les municipalités soutiennent ce réseau dans les limites de leur budget. L'argent ne s'invente pas. Je suis convaincu que ce projet de loi touche toutes les régions du Québec et du Canada. Ce n'est pas l'épaisseur du projet de loi qui en fait l'intérêt. Un projet de loi peut parfois être modeste par son nombre de pages, mais cela ne veut pas dire que son impact sur les communautés est modeste.

Le projet de loi C-509, qui vise à garantir le transport par la poste de documents de bibliothèque, de livres et de documents audiovisuels à un prix réduit, est essentiel pour toutes les communautés qui doivent se développer ou simplement survivre.

Il faut pouvoir offrir au minimum un service de prêt de livres aux citoyens et aux citoyennes qui n'ont souvent pas les moyens de se les procurer avec leur propre argent. C'est une bonne façon d'encourager les parents, les jeunes et les personnes âgées à lire.

C'est une mesure sociale très intéressante, et je félicite encore une fois mon collègue conservateur de l'avoir présentée. Je lui garantis que le Bloc québécois lui donnera son appui parce que toutes les communautés québécoises ont besoin d'une telle mesure, qui est justifiée.

Je lui offre notre soutien afin que ce projet de loi soit adopté à toutes les étapes du rapport de façon à éviter qu'il soit reporté à cause d'une élection, d'une prorogation ou pour quelque raison que ce soit. Encore une fois, nous appuierons le projet de loi C-509.

● (1345)

[Traduction]

**M. Jim Maloway (Elmwood—Transcona, NPD):** Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui pour appuyer le projet de loi C-509. Je veux féliciter le député de ne pas avoir abandonné ce projet de loi. En effet, il l'a présenté trois fois sur une période de quatre ans et demi. Je connais le député de Brandon—Souris depuis un grand nombre d'années maintenant. Il travaille certainement très dur, et, en l'occurrence, il veille aux intérêts de ses électeurs.

Je pense que nous devrions renvoyer ce projet de loi au comité à la fin de la première heure. Je ne vois pas pourquoi nous voudrions faire perdre du temps à la Chambre en ayant une deuxième heure de débat sur ce projet de loi que nous approuvons tous. Nous approuvons complètement ce que le député tente de faire ici.

J'ai observé un comportement quelque peu contradictoire au sein de son parti. D'une part, le député présente un projet de loi qui vise le maintien de la subvention pour l'échange de livres de bibliothèque mais, d'autre part, le gouvernement désire confier la responsabilité des activités de repostage au secteur privé par l'intermédiaire du projet de loi C-9, le projet de loi d'exécution du budget.

### *Initiatives parlementaires*

Je sais qu'il y a des membres de ce caucus qui y voient un obstacle idéologique parce qu'ils voudraient que le secteur privé y joue un rôle. Ce serait une excellente occasion de charger le secteur privé de la livraison des livres entre les bibliothèques. Je suis sûr que le caucus du député est divisé sur cette question. Pour notre part, nous nous rangeons de son côté contre les dinosaures de son caucus qui voudraient privatiser ce service, s'il y en a. Je présume qu'il en a été question ou qu'il en sera question dans son caucus.

Cela dit, nous appuyons le député à 100 p. 100 dans ses efforts visant à stopper l'érosion des services dans les régions rurales, dans le Nord et dans les quartiers défavorisés des grandes villes en raison de la fermeture non seulement de succursales d'institutions bancaires, comme on l'a vu au cours des dernières années, mais aussi de bibliothèques. Le député sait qu'à Winnipeg des succursales ont été fermées dans les quartiers les plus pauvres, ce qui a suscité un tollé énorme.

Des gens se sont regroupés pour tenter d'empêcher la fermeture des bibliothèques. La tendance dans les milieux urbains, et peut-être dans les milieux ruraux aussi, est aux immenses centres récréatifs. L'arrivée de ces grands centres signe l'arrêt de mort des petits centres. Les gens pauvres s'en trouvent désavantagés, car les riches peuvent se permettre de prendre leur voiture pour se rendre au centre récréatif de la ville voisine ou du quartier voisin ou à la bibliothèque de la ville voisine ou de la banlieue.

Or, ceux qui ont un revenu fixe ou qui dépendent de l'aide sociale et qui n'ont pas de voiture pour se déplacer n'ont pas accès à ces grands centres récréatifs ou aux bibliothèques. Ce n'est pas une situation souhaitable. Nous voulons contrer cette tendance. C'est un problème qui s'accroît depuis 20, 30 ou 40 ans. Les gouvernements provinciaux ont tenté de l'enrayer pour tenter d'inciter les gens à rester dans les villages et dans les régions rurales et nordiques.

À mon avis, il s'agit d'un autre combat que nous devons livrer pour stopper ou ralentir la fermeture des petits centres et des petites bibliothèques.

J'ai une question à propos des coûts et le député le sait.

● (1350)

Le député a mentionné que la bibliothèque régionale d'Ottawa pourrait économiser 70 000 \$ par année en frais d'envoi. Il a également dit qu'elle paye environ 3 \$ et que la Société canadienne des postes ferait passer le tarif à 12 \$ s'il n'en tenait qu'à elle. Je pense que le député conviendra avec moi que le tarif serait alors quadruplé.

La bibliothèque régionale d'Ottawa verrait ses coûts augmenter de 70 000 \$. Si l'on multiplie cela par 2 000, soit le nombre de bibliothèques au Canada, il s'agirait d'une augmentation considérable. Peut-être que la bibliothèque régionale d'Ottawa serait en mesure d'assumer le coût de cette augmentation, mais les petites bibliothèques dans les petits villages ne le seraient pas.

*Initiatives parlementaires*

Nous sommes tous d'accord sur ce que propose le député. Cependant, sa mesure s'attaque à une plus grande question. Elle va beaucoup plus loin que l'idée de subventionner le transfert de livres entre bibliothèques et aux gens qui souhaitent les consulter.

Comme l'a dit le député, le Société canadienne des postes offre le tarif pour les livres de bibliothèque depuis 1939. Il s'agit d'un tarif réduit pour l'envoi de livres d'une bibliothèque à une autre et des bibliothèques aux usagers. La Société canadienne des postes a récemment annoncé que le présent tarif pour les livres de bibliothèque demeurera le même en 2010.

Les bibliothèques peuvent seulement faire des prévisions sur une année; le député est obligé de rester dans l'incertitude. Ce système fonctionne bien depuis 1939. Pourquoi modifier un système qui fonctionne bien? Qu'y a-t-il à modifier? Je suis étonné que le député soit incapable d'obtenir les données financières dont il a besoin.

La Société canadienne des postes n'a pas encore été privatisée. Il doit y avoir moyen de présenter une demande d'accès à l'information afin de déterminer l'ampleur des chiffres. Après quatre ans, il en est toujours à émettre des hypothèses sur l'incidence de la mesure sur toutes les bibliothèques, c'est pourquoi il a dit que le coût pour la bibliothèque régionale d'Ottawa est de plus de 70 000 \$ par année. Cependant, il ne sait pas vraiment quelle sera l'ampleur de l'incidence. Peut-être sera-t-elle pire que ce qu'il s' imagine.

Plus de 2 000 bibliothèques utilisent régulièrement le tarif pour les livres de bibliothèque et plus d'un million de Canadien profitent de ce programme chaque année. C'est un élément indispensable des services fournis par les bibliothèques à but non lucratif dans les écoles et autres établissements spéciaux.

Le tarif pour les livres de bibliothèque n'est pas un programme gouvernemental et, à l'heure actuelle, il n'est pas financé par le gouvernement fédéral. Les membres du milieu des bibliothèques de toutes les circonscriptions continuent pourtant de s'inquiéter au sujet de la pérennité de ce programme.

Postes Canada est une société d'État qui, en vertu de son mandat, doit verser des dividendes à son actionnaire, en l'occurrence le gouvernement. Dans ce contexte, le tarif contribue à l'atteinte des objectifs de la stratégie du gouvernement en matière d'alphabétisation, d'apprentissage permanent et d'inclusion de collectivités rurales et éloignées dynamiques.

C'est à ce point que nous devons parler des facteurs impondérables et que nous établissons un parallèle avec la fermeture des prisons agricoles. Pour le gouvernement, il s'agit d'une question d'argent. Il ne se pose pas de questions sur les retombées de ce programme, à savoir que le détenu se réveille à 6 heures pour traire les vaches et communiquer avec la nature et avec les animaux dont il prend également soin.

Le gouvernement ne tient pas compte de cet élément dans l'équation, comme c'est le cas actuellement. Il s'agit de beaucoup plus qu'une question d'argent et le gouvernement n'en tient aucun compte. Si ce programme était aboli, les usagers ne pourraient plus obtenir de livres de leur bibliothèque, les personnes handicapées, les personnes souffrant de déficience visuelle par exemple, ne pourraient plus profiter des installations de leur bibliothèque. Le député a également ajouté les disques DVD et autres matériels à cette liste.

C'est un excellent projet de loi et nous allons l'appuyer.

•(1355)

**M. Brian Storseth (Westlock—St. Paul, PCC):** Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole au sujet du projet de

loi sur le tarif des livres de bibliothèque présenté par mon collègue de Brandon—Souris.

Je viens de parler au téléphone avec mon fils Easton. Il espère que le député aura plus de chance avec l'adoption de ce projet de loi qu'il n'en a eu l'autre jour en comité. Mon fils est aussi préoccupé par l'approche adoptée par le député du NPD pendant les initiatives parlementaires et qui parle d'ère préhistorique dans l'Ouest canadien.

Je m'en offusque vraiment car, soyons honnêtes, le gouvernement a toujours pris la défense des Canadiens des régions rurales. Ce projet de loi est très important pour les régions rurales du Canada, pour l'Ouest du Canada et pour mes collectivités. Cet ancien député du gouvernement néo-démocrate du Manitoba se plaint de la fermeture des succursales bancaires et des bibliothèques au Manitoba, mais il n'a rien fait à ce sujet pendant un nombre incalculable d'années au sein du gouvernement provincial et il est tout aussi inefficace aujourd'hui au sein du Parlement.

Ce projet de loi est dénué de toute partisanerie. En fait, nous devrions pouvoir débattre de cette mesure et l'adopter à toute vapeur, car c'est extrêmement important pour le Canada rural.

De nouveau, je tiens à féliciter le député de Brandon—Souris qui travaille avec dévouement sur ce projet de loi depuis quatre ans et demi. Il a déjà présenté cette mesure législative à trois reprises. En fin de compte, elle est tout aussi déterminée, coriace et pratique que le député lui-même.

J'aimerais également remercier le député de Brandon—Souris. Grâce à lui, j'ai reçu de nombreux appels et pétitions de la part d'électeurs et de bibliothécaires de ma circonscription. J'ai appris à connaître beaucoup mieux les bibliothécaires, car ils m'ont appelé pour m'expliquer les avantages pour eux du tarif pour les livres de bibliothèque et pour me dire à quel point il est crucial que cette forme de paiement soit uniforme.

C'est un peu comme lorsque nous parlons des administrations municipales. Lorsque j'étais conseiller municipal, j'étais bien content de voir des politiciens venir participer à des cérémonies d'inauguration, mais c'était vraiment difficile d'équilibrer le budget d'une année à l'autre, car nous n'étions jamais sûrs du nombre de subventions dont nous pourrions bénéficier l'année suivante.

Ce projet de loi aiderait à stabiliser le tarif que doivent assumer nos bibliothèques et, selon moi, il ferait en sorte que le Parlement serait de nouveau responsable de toute modification apportée à ce tarif. Je pense qu'en tant qu'élus, nous devrions avoir un mot à dire sur cette question, car elle touche profondément toutes nos collectivités locales.

Ce projet de loi revêt une importance cruciale pour les collectivités de ma circonscription qui, comme Mallaig, Barrhead, Westlock, Neerlandia, Elk Point et St. Paul, ont recours aux services de prêts entre bibliothèques. Pour elles, il faut que le tarif continue d'être abordable et concurrentiel.

Mes premiers contacts avec une bibliothèque remontent à mes jeunes années, dans une région rurale de l'Alberta. On n'y trouve pas une librairie à tous les coins de rue. Nous fréquentons la bibliothèque locale. Je dois affirmer que j'étais alors un grand amateur des Frères Hardy. Je sais que le Président aimait bien Nancy Drew. Le tarif des livres de bibliothèque nous permet d'avoir accès non seulement à ces livres, mais aussi aux ouvrages de Tolstoy et à d'autres livres qui permettent d'instruire les Canadiens des régions rurales et d'élargir leur esprit.

*Initiatives parlementaires*

C'est très important maintenant, non seulement pour nous qui connaissons le système, mais aussi pour nos enfants, comme ma fille Ayden qui commence maintenant à fréquenter la bibliothèque et qui lit énormément. Elle ne veut pas être restreinte à la bibliothèque locale, ni être limitée à un certain nombre de livres. Elle devrait pouvoir avoir accès à des livres de partout au monde. Heureusement, grâce à des programmes comme ceux du tarif des livres de bibliothèque et des prêts inter-bibliothèque, nous pouvons le faire.

J'ai appris à connaître l'importance de tout cela lorsque j'ai commencé à faire de la politique municipale. Après avoir été élu, j'ai eu l'honneur de représenter, à titre de dirigeant municipal, nos bibliothèques locales auprès de l'un des premiers comités auquel j'ai été nommé. Je suis ensuite passé au système des bibliothèques régionales afin d'y représenter nos bibliothèques locales. Nous tentons de définir les problèmes auxquels nos bibliothèques doivent faire face pour demeurer concurrentielles et maintenir leurs coûts d'opération à un taux raisonnable, tout en continuant d'assurer un excellent service à nos électeurs et à leurs clients qui sont les jeunes de notre génération.

• (1400)

Je dois admettre que j'étais plutôt conservateur du point de vue fiscal. J'ai entendu le qualificatif « néandertalien », mais j'ai toujours cru que ce qui importait avant tout, c'était d'équilibrer le budget. C'est alors que je me suis rendu compte qu'il fallait un tarif spécial pour les livres de bibliothèque si nous voulions que ces établissements demeurent efficaces, qu'ils continuent de croître et qu'ils attirent toujours de nouveaux clients. Les bibliothèques sont passées à l'ère des DVD et des CD bien avant la présentation de ce projet de loi.

Les responsables des bibliothèques communautaires me disent qu'il faudrait vraiment que les DVD et les CD soient inclus dans le projet de loi, car cela leur permettrait de faire des économies appréciables. De nos jours, les volumineux ouvrages en braille ou dont les caractères sont difficiles à lire peuvent être transférés sur CD ou sur DVD. Le déplacement de ces ouvrages coûterait bien moins cher au gouvernement et aux contribuables.

Ce matin, j'ai eu une discussion intéressante avec le ministre de l'Agriculture sur l'importance du projet de loi. Il me parlait notamment d'Internet. Cet avant-gardiste, lui-même originaire d'une région rurale, se soucie toujours de ses concitoyens des régions rurales. Il m'a dit à quel point il était important que les bibliothèques aient accès à Internet. Dans ma circonscription, les bibliothèques comptent souvent parmi les rares endroits où peuvent aller les jeunes Canadiens et Canadiennes pour consulter gratuitement Internet, en dehors de leur foyer.

Cela montre que les bibliothèques évoluent, mais nous devons nous assurer qu'elles demeurent un élément essentiel de nos collectivités. Dans les régions rurales du Canada, la bibliothèque est plus qu'un endroit où on peut trouver des livres ou naviguer sur Internet. C'est également un endroit où les mères et leurs enfants se réunissent, où de petits groupes de parents amènent leurs enfants pour rencontrer les nouvelles familles du quartier. Je sais que lorsque nous sommes arrivés à St. Paul, ma femme amenait nos enfants à la bibliothèque pour qu'ils puissent rencontrer d'autres enfants de leur âge, apprendre à lire et participer à différentes activités.

Sans les prêts entre bibliothèques et le tarif des livres de bibliothèque, nos bibliothèques seraient moins efficaces et seraient ouvertes moins souvent. Cette mesure législative est très importante pour nous.

Encore une fois, je remercie le député de Brandon—Souris d'avoir proposé ce projet de loi et d'avoir eu l'ingéniosité et la détermination de ne pas baisser les bras. Il est important pour nous de nous unir et de faire ce qu'il faut dans ce dossier. Comme je l'ai dit au début de mon intervention, l'important est qu'il s'agit d'un projet de loi non partisan. C'est une mesure qui profiterait aux Canadiens et aux jeunes qui habitent en région rurale. Je souhaite la meilleure des chances au député et je le remercie.

• (1405)

**M. Kevin Sorenson (Crowfoot, PCC):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de prendre la parole au sujet de ce projet de loi, qui a été présenté par mon collègue de Brandon—Souris. Permettez-moi d'abord, comme l'a fait mon collègue de Westlock—St. Paul, de le féliciter pour la persévérance dont il a fait preuve en ramenant toujours cette question sur le tapis. Il s'occupe de ce dossier depuis quatre ans et demi. Ce projet de loi a été présenté trois fois à la Chambre, et chaque fois, mon collègue a fait un travail extraordinaire.

Je viens de voir, en consultant mon BlackBerry, que le samedi 24 avril, j'étais à Chestermere Lake pour assister au gala du printemps de la bibliothèque publique de Chestermere. Je me souviens de m'être levé tôt ce jour-là et d'avoir affronté la tempête de neige pour me rendre à Hanna en vue d'une réunion qui avait lieu tôt le matin. J'ai participé ensuite à une réunion du conseil d'administration, puis je suis allé à Three Hills pour assister à une cérémonie de remise de diplômes. Enfin, je me suis rendu à Chestermere, près de Calgary, pour le gala qui avait pour thème les années 1920. Même si une tempête de neige printanière faisait rage, le hall était plein de gens. La soirée avait lieu au terrain de golf. Les gens arrivaient dans des costumes des années 1920. De plus, on faisait jouer de la musique de cette époque. Les gens étaient présents pour manifester leur appui à leur bibliothèque. Ils savaient qu'ils avaient un rôle à jouer pour que leur bibliothèque connaisse du succès et réponde aux besoins de la collectivité. Les membres de la collectivité ont été nombreux à participer. Ils étaient là surtout pour profiter de la soirée, mais aussi pour amasser une importante somme d'argent grâce à une vente aux enchères et un encan silencieux.

Ne vous y trompez pas, ce genre d'événements a lieu assez fréquemment partout dans ma circonscription rurale. Les gens étaient présents parce que la bibliothèque de Chestermere est remarquable. Je me rappelle être allé aux bibliothèques de Hanna et de Bashaw et avoir visité un certain nombre de bibliothèques dans ma circonscription. La question du tarif des livres de bibliothèques ainsi que du financement pour permettre l'échange et l'envoi de livres entre bibliothèques a toujours été portée à mon attention par les bibliothécaires et les parents.

Chez moi, à Killam, le bureau de poste est situé à proximité de l'école publique et de la bibliothèque communautaire. Je suis étonné par le nombre de personnes qui fréquentent cette bibliothèque. Durant l'été, il n'est pas rare de voir de jeunes mères avec un ou deux enfants dans une remorque ou dans une poussette se diriger vers la bibliothèque locale. Les jeunes...

**Mme Martha Hall Findlay:** Seulement de jeunes parents? Qu'en est-il des mères plus âgées?

**M. Kevin Sorenson:** Des mères plus âgées aussi. Monsieur le Président, la députée de Toronto demande ce qu'il en est des mères plus âgées. Je vois des mères âgées, mais ce sont généralement de jeunes mères qui transportent leur bébé ou leur enfant dans une remorque.

C'est donc un service qui est utilisé et il n'y a pas d'abus.

*Initiatives parlementaires*

Le député de Brandon—Souris a également parlé des personnes qui sont confinées chez elles ou dans leur collectivité et expliqué que ce service leur permet d'avoir accès aux bibliothèques.

Remercions le député de Brandon—Souris, à qui nous devons la présentation de ce projet de loi, que nous débattons en vue de le renvoyer au comité où il sera étudié. J'ai hâte que nous en sachions davantage sur l'ampleur des économies découlant de ce tarif. L'histoire de ce tarif est connue. En 1939, à une époque où le Canada était un pays jeune qui tentait de développer des collectivités locales nous avons compris que nous devons nous aider mutuellement et que pour réussir nous devons avoir accès aux ressources de nos bibliothèques locales. La mise en vigueur de ce tarif remonte à cette époque.

● (1410)

J'ai déjà dit ce que ce tarif représente pour les bibliothèques locales. Tous les députés souhaiteraient probablement que les personnes qui écoutent le débat aujourd'hui voient la quantité de commentaires que nous recevons à ce sujet. Les bibliothèques ont le don de mobiliser leurs utilisateurs, et je les en félicite. Nous pouvons mieux représenter les gens lorsque nous savons à quel point un projet de loi comme celui que nous débattons aujourd'hui est important pour eux.

J'aimerais revenir sur quelques-uns des points qui ont été soulevés. Aux quatre coins du Canada, plus de 2 000 bibliothèques ont droit au tarif des livres de bibliothèque. Chaque année, un million de Canadiens bénéficient de ce service. Il s'agit d'un aspect important du service que les bibliothèques offrent au public. Cela est important pour les mamans et les gens qui fréquentent les bibliothèques. Le projet de loi est aussi très important pour les écoles, car il permettra aux bibliothèques rurales qui sont situées

dans des écoles d'avoir accès à des ressources pour ces écoles. Cela aide les gens dans les circonscriptions rurales.

Je le répète, ma circonscription est en milieu rural et compte beaucoup de petits hameaux, villages et petites villes. Leurs finances se ressentent déjà de la situation. Je me souviens du moment où les tarifs des services publics ont légèrement augmenté en Alberta. J'avais alors reçu une lettre d'une bibliothèque où on me disait que celle-ci était gérée par des bénévoles, qu'elle n'avait qu'un petit budget et que l'augmentation des tarifs avait fait augmenter sa facture de 600 \$. J'ai reçu cette lettre il y a trois ou quatre ans et je me souviens que l'on m'y demandait quoi faire pour garder la bibliothèque ouverte.

Il est très important d'examiner les projets de loi comme celui-là et de reconnaître que l'on ne nous garantit pas l'universalité en tout temps ni l'accès à certaines des ressources, mais que dans les circonscriptions rurales, cela fait partie intégrante de la collectivité.

Je remercie le député de Brandon—Souris pour sa persévérance et pour avoir présenté le projet de loi. J'espère qu'il sera renvoyé à un comité où nous pourrions l'étudier plus à fond.

**Le vice-président:** Il restera deux minutes au député de Crowfoot pour terminer son discours sur le projet de loi.

Cependant, le temps prévu pour l'étude des initiatives parlementaires est écoulé et l'article tombe au bas de la liste des priorités au *Feuilleton*.

Comme il est 14 h 15, la Chambre s'ajourne à 11 heures lundi, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 14 h 15.)







**ANNEXE**

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR  
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION  
ET L’AFFILIATION POLITIQUE;  
COMITÉS DE LA CHAMBRE,  
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,  
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

**OCCUPANTS DU FAUTEUIL**

**Le Président**

L'HON. PETER MILLIKEN

**Le Vice-président et président des comités pléniers**

M. ANDREW SCHEER

**La vice-présidente des comités pléniers**

MME DENISE SAVOIE

**Le vice-président adjoint des comités pléniers**

M. BARRY DEVOLIN

---

**BUREAU DE RÉGIE INTERNE**

L'HON. PETER MILLIKEN

M. RODGER CUZNER

MME LIBBY DAVIES

M. JACQUES GOURDE

M. MICHEL GUIMOND

L'HON. JAY HILL

L'HON. GORDON O'CONNOR

M. JOE PRESTON

M. MARCEL PROULX

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Troisième session, Quarantième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Abbott, L'hon. Jim, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique	PCC
Ablonczy, L'hon. Diane, ministre d'État (Aînés)	Calgary—Nose Hill	Alberta	PCC
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de la Santé	Nunavut	Nunavut	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	Ontario	PCC
Allen, Malcolm	Welland	Ontario	NPD
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	PCC
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	Ontario	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine	Edmonton—Spruce Grove	Alberta	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	PCC
Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	PCC
André, Guy	Berthier—Maskinongé	Québec	BQ
Andrews, Scott	Avalon	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	Ontario	NPD
Armstrong, Scott	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	Nouvelle-Écosse	PCC
Arthur, André	Portneuf—Jacques-Cartier	Québec	Ind.
Ashfield, L'hon. Keith, ministre du Revenu national, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique	Fredericton	Nouveau-Brunswick	PCC
Ashton, Niki	Churchill	Manitoba	NPD
Asselin, Gérard	Manicouagan	Québec	BQ
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	Colombie-Britannique	NPD
Bachand, Claude	Saint-Jean	Québec	BQ
Bagnell, L'hon. Larry	Yukon	Yukon	Lib.
Bains, L'hon. Navdeep	Mississauga—Brampton-Sud	Ontario	Lib.
Baird, L'hon. John, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	PCC
Beaudin, Josée	Saint-Lambert	Québec	BQ
Bélangier, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	Québec	BQ
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	Alberta	PCC
Bernier, L'hon. Maxime	Beauce	Québec	PCC
Bevilacqua, L'hon. Maurizio	Vaughan	Ontario	Lib.
Bevington, Dennis	Western Arctic	Territoires du Nord-Ouest	NPD
Bezan, James	Selkirk—Interlake	Manitoba	PCC
Bigras, Bernard	Rosemont—La Petite-Patrie	Québec	BQ
Blackburn, L'hon. Jean-Pierre, ministre des Anciens Combattants et ministre d'État (Agriculture)	Jonquière—Alma	Québec	PCC
Blais, Raynald	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Québec	BQ
Blaney, Steven	Lévis—Bellechasse	Québec	PCC
Block, Kelly	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	PCC
Bonsant, France	Compton—Stanstead	Québec	BQ
Bouchard, Robert	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	BQ

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Boucher, Sylvie, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	Beauport—Limoilou .....	Québec .....	PCC
Boughen, Ray .....	Palliser .....	Saskatchewan .....	PCC
Bourgeois, Diane .....	Terrebonne—Blainville .....	Québec .....	BQ
Braid, Peter .....	Kitchener—Waterloo .....	Ontario .....	PCC
Breitkreuz, Garry .....	Yorkton—Melville .....	Saskatchewan .....	PCC
Brison, L'hon. Scott .....	Kings—Hants .....	Nouvelle-Écosse .....	Lib.
Brown, Gordon .....	Leeds—Grenville .....	Ontario .....	PCC
Brown, Lois .....	Newmarket—Aurora .....	Ontario .....	PCC
Brown, Patrick .....	Barrie .....	Ontario .....	PCC
Bruinooge, Rod .....	Winnipeg-Sud .....	Manitoba .....	PCC
Brunelle, Paule .....	Trois-Rivières .....	Québec .....	BQ
Byrne, L'hon. Gerry .....	Humber—St. Barbe—Baie Verte .....	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Cadman, Dona .....	Surrey-Nord .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Calandra, Paul .....	Oak Ridges—Markham .....	Ontario .....	PCC
Calkins, Blaine .....	Wetaskiwin .....	Alberta .....	PCC
Cannan, Ron .....	Kelowna—Lake Country .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Cannis, John .....	Scarborough-Centre .....	Ontario .....	Lib.
Cannon, L'hon. Lawrence, ministre des Affaires étrangères .....	Pontiac .....	Québec .....	PCC
Cardin, Serge .....	Sherbrooke .....	Québec .....	BQ
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé ...	Oshawa .....	Ontario .....	PCC
Carrier, Robert .....	Alfred-Pellan .....	Québec .....	BQ
Casson, Rick .....	Lethbridge .....	Alberta .....	PCC
Charlton, Chris .....	Hamilton Mountain .....	Ontario .....	NPD
Chong, L'hon. Michael .....	Wellington—Halton Hills .....	Ontario .....	PCC
Chow, Olivia .....	Trinity—Spadina .....	Ontario .....	NPD
Christopherson, David .....	Hamilton-Centre .....	Ontario .....	NPD
Clarke, Rob .....	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill .....	Saskatchewan .....	PCC
Clement, L'hon. Tony, ministre de l'Industrie .....	Parry Sound—Muskoka .....	Ontario .....	PCC
Coady, Siobhan .....	St. John's-Sud—Mount Pearl ..	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Coderre, L'hon. Denis .....	Bourassa .....	Québec .....	Lib.
Comartin, Joe .....	Windsor—Tecumseh .....	Ontario .....	NPD
Cotler, L'hon. Irwin .....	Mont-Royal .....	Québec .....	Lib.
Crombie, Bonnie .....	Mississauga—Streetsville .....	Ontario .....	Lib.
Crowder, Jean .....	Nanaimo—Cowichan .....	Colombie-Britannique ...	NPD
Cullen, Nathan .....	Skeena—Bulkley Valley .....	Colombie-Britannique ...	NPD
Cummins, John .....	Delta—Richmond-Est .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Cuzner, Rodger .....	Cape Breton—Canso .....	Nouvelle-Écosse .....	Lib.
D'Amours, Jean-Claude .....	Madawaska—Restigouche .....	Nouveau-Brunswick .....	Lib.
Davidson, Patricia .....	Sarnia—Lambton .....	Ontario .....	PCC
Davies, Don .....	Vancouver Kingsway .....	Colombie-Britannique ...	NPD
Davies, Libby .....	Vancouver-Est .....	Colombie-Britannique ...	NPD
Day, L'hon. Stockwell, président du Conseil du Trésor et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique .....	Okanagan—Coquihalla .....	Colombie-Britannique ...	PCC
DeBellefeuille, Claude .....	Beauharnois—Salaberry .....	Québec .....	BQ
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice ...	Mississauga—Erindale .....	Ontario .....	PCC
Del Mastro, Dean, secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien .....	Peterborough .....	Ontario .....	PCC
Demers, Nicole .....	Laval .....	Québec .....	BQ
Deschamps, Johanne .....	Laurentides—Labelle .....	Québec .....	BQ

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Desnoyers, Luc	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	BQ
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Ontario	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	Ontario	NPD
Dhaliwal, Sukh	Newton—Delta-Nord	Colombie-Britannique	Lib.
Dhalla, Ruby	Brampton—Springdale	Ontario	Lib.
Dion, L'hon. Stéphane	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	Colombie-Britannique	NPD
Dorion, Jean	Longueuil—Pierre-Boucher	Québec	BQ
Dosanjh, L'hon. Ujjal	Vancouver-Sud	Colombie-Britannique	Lib.
Dreeshen, Earl	Red Deer	Alberta	PCC
Dryden, L'hon. Ken	York-Centre	Ontario	Lib.
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	Québec	BQ
Dufour, Nicolas	Repentigny	Québec	BQ
Duncan, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	Alberta	NPD
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	St. Catharines	Ontario	PCC
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Faille, Meili	Vaudreuil-Soulanges	Québec	BQ
Fast, Ed	Abbotsford	Colombie-Britannique	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Haldimand—Norfolk	Ontario	PCC
Flaherty, L'hon. Jim, ministre des Finances	Whitby—Oshawa	Ontario	PCC
Fletcher, L'hon. Steven, ministre d'État (Réforme démocratique)	Charleswood—St. James—Assiniboia	Manitoba	PCC
Folco, Raymonde	Laval—Les Îles	Québec	Lib.
Foote, Judy	Random—Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Freeman, Carole	Châteauguay—Saint-Constant	Québec	BQ
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Gagnon, Christiane	Québec	Québec	BQ
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	Ontario	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	PCC
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Gaudet, Roger	Montcalm	Québec	BQ
Généreux, Bernard	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	Québec	PCC
Glover, Shelly, secrétaire parlementaire pour les Langues officielles	Saint-Boniface	Manitoba	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Alberta	PCC
Goodale, L'hon. Ralph, Wascana	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	Ontario	PCC
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	Québec	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	Ontario	NPD
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	Colombie-Britannique	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Guarnieri, L'hon. Albina	Mississauga-Est—Cooksville	Ontario	Lib.
Guay, Monique	Rivière-du-Nord	Québec	BQ
Guergis, L'hon. Helena, Simcoe—Grey	Simcoe—Grey	Ontario	Cons. ind.
Guimond, Claude	Rimouski-Neigette— Témiscouata—Les Basques	Québec	BQ
Guimond, Michel	Montmorency—Charlevoix— Haute-Côte-Nord	Québec	BQ
Hall Findlay, Martha	Willowdale	Ontario	Lib.
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	PCC
Harris, Jack	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	Colombie-Britannique	PCC
Hawn, Laurie, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Edmonton-Centre	Alberta	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock— Cloverdale	Colombie-Britannique	PCC
Hill, L'hon. Jay, leader du gouvernement à la Chambre des communes	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	PCC
Hoback, Randy	Prince Albert	Saskatchewan	PCC
Hoepfner, Candice	Portage—Lisgar	Manitoba	PCC
Holder, Ed	London-Ouest	Ontario	PCC
Holland, Mark	Ajax—Pickering	Ontario	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin— Kapuskasing	Ontario	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	NPD
Ignatieff, L'hon. Michael, chef de l'opposition	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	Lib.
Jean, Brian, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	Fort McMurray—Athabasca	Alberta	PCC
Jennings, L'hon. Marlene	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	Lib.
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	Colombie-Britannique	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans	Pitt Meadows—Maple Ridge— Mission	Colombie-Britannique	PCC
Kania, Andrew	Brampton-Ouest	Ontario	Lib.
Karygiannis, L'hon. Jim	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	South Shore—St. Margaret's	Nouvelle-Écosse	PCC
Kennedy, Gerard	Parkdale—High Park	Ontario	Lib.
Kenney, L'hon. Jason, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	Alberta	PCC
Kent, L'hon. Peter, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)	Thornhill	Ontario	PCC
Kerr, Greg, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Nova-Ouest	Nouvelle-Écosse	PCC
Komarnicki, Ed, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	Ontario	PCC
Laforest, Jean-Yves	Saint-Maurice—Champlain	Québec	BQ
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau— Mirabel	Québec	BQ
Lake, Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods— Beaumont	Alberta	PCC
Lalonde, Francine	La Pointe-de-l'Île	Québec	BQ



Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengary	Ontario	PCC
Lavallée, Carole	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	BQ
Layton, L'hon. Jack	Toronto—Danforth	Ontario	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	Roberval—Lac-Saint-Jean	Québec	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Nouveau-Brunswick	Lib.
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Ontario	Lib.
Lemay, Marc	Abitibi—Témiscamingue	Québec	BQ
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengary—Prescott—Russell	Ontario	PCC
Leslie, Megan	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
Lessard, Yves	Chambly—Borduas	Québec	BQ
Lévesque, Yvon	Abitibi—Baie-James—Nunavik —Eeyou	Québec	BQ
Lobb, Ben	Huron—Bruce	Ontario	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	PCC
Lunn, L'hon. Gary, ministre d'État (Sports)	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	PCC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Défense nationale	Nova-Centre	Nouvelle-Écosse	PCC
MacKenzie, Dave, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique	Oxford	Ontario	PCC
Malhi, L'hon. Gurbax	Bramalea—Gore—Malton	Ontario	Lib.
Malo, Luc	Verchères—Les Patriotes	Québec	BQ
Maloway, Jim	Elmwood—Transcona	Manitoba	NPD
Mark, Inky	Dauphin—Swan River— Marquette	Manitoba	PCC
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	Ontario	NPD
Martin, L'hon. Keith	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	Lib.
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	Manitoba	NPD
Martin, Tony	Sault Ste. Marie	Ontario	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Mathysen, Irene	London—Fanshawe	Ontario	NPD
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	PCC
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Ontario	Lib.
McColeman, Phil	Brant	Ontario	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Ontario	Lib.
McLeod, Cathy	Kamloops—Thompson— Cariboo	Colombie-Britannique	PCC
McTeague, L'hon. Dan	Pickering—Scarborough-Est	Ontario	Lib.
Ménard, Serge	Marc-Aurèle-Fortin	Québec	BQ
Mendes, Alexandra	Brossard—La Prairie	Québec	Lib.
Menzies, Ted, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Macleod	Alberta	PCC
Merrifield, L'hon. Rob, ministre d'État (Transports)	Yellowhead	Alberta	PCC
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	PCC
Milliken, L'hon. Peter, Président de la Chambre des communes	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Minna, L'hon. Maria	Beaches—East York	Ontario	Lib.
Moore, L'hon. James, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Moore, L'hon. Rob, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)	Fundy Royal	Nouveau-Brunswick	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Mourani, Maria	Ahuntsic	Québec	BQ
Mulcair, Thomas	Outremont	Québec	NPD
Murphy, Brian	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	Lib.
Murphy, L'hon. Shawn	Charlottetown	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Nadeau, Richard	Gatineau	Québec	BQ
Neville, L'hon. Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Manitoba	Lib.
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Niagara Falls	Ontario	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	Ontario	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Carleton—Mississippi Mills	Ontario	PCC
O'Neill-Gordon, Tilly	Miramichi	Nouveau-Brunswick	PCC
Obhrai, Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Calgary-Est	Alberta	PCC
Oda, L'hon. Bev, ministre de la Coopération internationale	Durham	Ontario	PCC
Oliphant, Robert	Don Valley-Ouest	Ontario	Lib.
Ouellet, Christian	Brome—Missisquoi	Québec	BQ
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Paillé, Daniel	Hochelaga	Québec	BQ
Paillé, Pascal-Pierre	Louis-Hébert	Québec	BQ
Paquette, Pierre	Joliette	Québec	BQ
Paradis, L'hon. Christian, ministre des Ressources naturelles	Mégantic—L'Érable	Québec	PCC
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Québec	Lib.
Payne, LaVar	Medicine Hat	Alberta	PCC
Pearson, Glen	London-Centre-Nord	Ontario	Lib.
Petit, Daniel, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	Québec	PCC
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Poilievre, Pierre, secrétaire parlementaire du premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales	Nepean—Carleton	Ontario	PCC
Pomerleau, Roger	Drummond	Québec	BQ
Prentice, L'hon. Jim, ministre de l'Environnement	Calgary-Centre-Nord	Alberta	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	Ontario	PCC
Proulx, Marcel	Hull—Aylmer	Québec	Lib.
Rae, L'hon. Bob	Toronto-Centre	Ontario	Lib.
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	Ontario	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre du Travail	Halton	Ontario	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	Alberta	PCC
Ratansi, Yasmin	Don Valley-Est	Ontario	Lib.
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	Alberta	PCC
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	Alberta	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	Alberta	PCC
Rickford, Greg	Kenora	Ontario	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	PCC
Rodriguez, Pablo	Honoré-Mercier	Québec	Lib.
Rota, Anthony	Nipissing—Timiskaming	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Roy, Jean-Yves	Haute-Gaspésie—La Mitis— Matane—Matapédia	Québec	BQ
Russell, Todd	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Savage, Michael	Dartmouth—Cole Harbour	Nouvelle-Écosse	Lib.
Savoie, Denise, La présidente suppléante	Victoria	Colombie-Britannique	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor	North Vancouver	Colombie-Britannique	PCC
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Scheer, Andrew, Le Vice-président	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	Ontario	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans	Egmont	Île-du-Prince-Édouard	PCC
Shipley, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	Ontario	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	Alberta	PCC
Siksay, Bill	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Silva, Mario	Davenport	Ontario	Lib.
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Simson, Michelle	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	Lib.
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	Manitoba	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	Alberta	PCC
St-Cyr, Thierry	Jeanne-Le Ber	Québec	BQ
Stanton, Bruce	Simcoe-Nord	Ontario	PCC
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	Alberta	PCC
Strahl, L'hon. Chuck, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord	Chilliwack—Fraser Canyon	Colombie-Britannique	PCC
Sweet, David	Ancaster—Dundas— Flamborough—Westdale	Ontario	PCC
Szabo, Paul	Mississauga-Sud	Ontario	Lib.
Thi Lac, Ève-Mary Thai	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	BQ
Thibeault, Glenn	Sudbury	Ontario	NPD
Thompson, L'hon. Greg, Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PCC
Tilson, David	Dufferin—Caledon	Ontario	PCC
Toews, L'hon. Vic, ministre de la Sécurité publique	Provencher	Manitoba	PCC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Ontario	Lib.
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	Saskatchewan	PCC
Trudeau, Justin	Papineau	Québec	Lib.
Tweed, Merv	Brandon—Souris	Manitoba	PCC
Uppal, Tim	Edmonton—Sherwood Park	Alberta	PCC
Valeriotte, Francis	Guelph	Ontario	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	Ontario	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, ministre du Commerce international	York—Simcoe	Ontario	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	PCC
Verner, L'hon. Josée, ministre des Affaires intergouvernementales, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie	Louis-Saint-Laurent	Québec	PCC
Vincent, Robert	Shefford	Québec	BQ
Volpe, L'hon. Joseph	Eglinton—Lawrence	Ontario	Lib.
Wallace, Mike	Burlington	Ontario	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Warawa, Mark, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement .....	Langley .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Warkentin, Chris .....	Peace River.....	Alberta .....	PCC
Watson, Jeff .....	Essex.....	Ontario .....	PCC
Weston, John .....	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country....	Colombie-Britannique ...	PCC
Weston, Rodney .....	Saint John .....	Nouveau-Brunswick.....	PCC
Wilfert, L'hon. Bryon .....	Richmond Hill .....	Ontario .....	Lib.
Wong, Alice, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme ....	Richmond .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Woodworth, Stephen .....	Kitchener-Centre .....	Ontario .....	PCC
Wrzesnewskyj, Borys .....	Etobicoke-Centre.....	Ontario .....	Lib.
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest) .....	Blackstrap .....	Saskatchewan .....	PCC
Young, Terence.....	Oakville.....	Ontario .....	PCC
Zarac, Lise .....	LaSalle—Émard.....	Québec .....	Lib.
VACANCE .....	Winnipeg-Nord.....	Manitoba .....	

N.B.: Sous le titre Affiliation politique: Lib. - Libéral; PCC - Conservateur; BQ - Bloc Québécois; NPD - nouveau parti démocratique; Ind. - indépendant

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Troisième session, Quarantième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
<b>ALBERTA (28)</b>		
Ablonczy, L'hon. Diane, ministre d'État (Aînés) .....	Calgary—Nose Hill .....	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine .....	Edmonton—Spruce Grove .....	PCC
Anders, Rob .....	Calgary-Ouest .....	PCC
Benoit, Leon .....	Vegreville—Wainwright .....	PCC
Calkins, Blaine .....	Wetaskiwin .....	PCC
Casson, Rick .....	Lethbridge .....	PCC
Dreeshen, Earl .....	Red Deer .....	PCC
Duncan, Linda .....	Edmonton—Strathcona .....	NPD
Goldring, Peter .....	Edmonton-Est .....	PCC
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre .....	Calgary-Sud-Ouest .....	PCC
Hawn, Laurie, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale .....	Edmonton-Centre .....	PCC
Jean, Brian, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités .....	Fort McMurray—Athabasca .....	PCC
Kenney, L'hon. Jason, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme .....	Calgary-Sud-Est .....	PCC
Lake, Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie .....	Edmonton—Mill Woods—Beaumont .....	PCC
Menzies, Ted, secrétaire parlementaire du ministre des Finances .....	Macleod .....	PCC
Merrifield, L'hon. Rob, ministre d'État (Transports) .....	Yellowhead .....	PCC
Obhrai, Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères .....	Calgary-Est .....	PCC
Payne, LaVar .....	Medicine Hat .....	PCC
Prentice, L'hon. Jim, ministre de l'Environnement .....	Calgary-Centre-Nord .....	PCC
Rajotte, James .....	Edmonton—Leduc .....	PCC
Rathgeber, Brent .....	Edmonton—St. Albert .....	PCC
Richards, Blake .....	Wild Rose .....	PCC
Richardson, Lee .....	Calgary-Centre .....	PCC
Shory, Devinder .....	Calgary-Nord-Est .....	PCC
Sorenson, Kevin .....	Crowfoot .....	PCC
Storseth, Brian .....	Westlock—St. Paul .....	PCC
Uppal, Tim .....	Edmonton—Sherwood Park .....	PCC
Warkentin, Chris .....	Peace River .....	PCC
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE (36)</b>		
Abbott, L'hon. Jim, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale .....	Kootenay—Columbia .....	PCC
Atamanenko, Alex .....	Colombie-Britannique-Southern Interior .....	NPD
Cadman, Dona .....	Surrey-Nord .....	PCC
Cannan, Ron .....	Kelowna—Lake Country .....	PCC
Crowder, Jean .....	Nanaimo—Cowichan .....	NPD
Cullen, Nathan .....	Skeena—Bulkley Valley .....	NPD
Cummins, John .....	Delta—Richmond-Est .....	PCC
Davies, Don .....	Vancouver Kingsway .....	NPD
Davies, Libby .....	Vancouver-Est .....	NPD
Day, L'hon. Stockwell, président du Conseil du Trésor et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique .....	Okanagan—Coquihalla .....	PCC
Dhaliwal, Sukh .....	Newton—Delta-Nord .....	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	NPD
Dosanjh, L'hon. Ujjal	Vancouver-Sud	Lib.
Duncan, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Île de Vancouver-Nord	PCC
Fast, Ed.	Abbotsford	PCC
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Lib.
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	PCC
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	PCC
Hill, L'hon. Jay, leader du gouvernement à la Chambre des communes	Prince George—Peace River	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	PCC
Lunn, L'hon. Gary, ministre d'État (Sports)	Saanich—Gulf Islands	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	PCC
Martin, L'hon. Keith	Esquimalt—Juan de Fuca	Lib.
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	PCC
McLeod, Cathy	Kamloops—Thompson—Cariboo	PCC
Moore, L'hon. James, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	PCC
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Lib.
Savoie, Denise, La présidente suppléante	Victoria	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor	North Vancouver	PCC
Siksay, Bill	Burnaby—Douglas	NPD
Strahl, L'hon. Chuck, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord	Chilliwack—Fraser Canyon	PCC
Warawa, Mark, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Langley	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	PCC
Wong, Alice, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Richmond	PCC
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)</b>		
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Lib.
Murphy, L'hon. Shawn	Charlottetown	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans	Egmont	PCC
<b>MANITOBA (13)</b>		
Ashton, Niki	Churchill	NPD
Bezan, James	Selkirk—Interlake	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	PCC
Fletcher, L'hon. Steven, ministre d'État (Réforme démocratique)	Charleswood—St. James—Assiniboia	PCC
Glover, Shelly, secrétaire parlementaire pour les Langues officielles	Saint-Boniface	PCC
Hoepfner, Candice	Portage—Lisgar	PCC
Maloway, Jim	Elmwood—Transcona	NPD
Mark, Inky	Dauphin—Swan River—Marquette	PCC
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Neville, L'hon. Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Lib.
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	PCC
Toews, L'hon. Vic, ministre de la Sécurité publique	Provencher	PCC
Tweed, Merv	Brandon—Souris	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
VACANCE.....	Winnipeg-Nord.....	
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK (10)</b>		
Allen, Mike .....	Tobique—Mactaquac .....	PCC
Ashfield, L'hon. Keith, ministre du Revenu national, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique .....	Fredericton .....	PCC
D'Amours, Jean-Claude .....	Madawaska—Restigouche.....	Lib.
Godin, Yvon .....	Acadie—Bathurst .....	NPD
LeBlanc, L'hon. Dominic .....	Beauséjour .....	Lib.
Moore, L'hon. Rob, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme) .....	Fundy Royal .....	PCC
Murphy, Brian .....	Moncton—Riverview—Dieppe .....	Lib.
O'Neill-Gordon, Tilly.....	Miramichi.....	PCC
Thompson, L'hon. Greg, Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest .....	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest.....	PCC
Weston, Rodney .....	Saint John .....	PCC
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE (11)</b>		
Armstrong, Scott.....	Cumberland—Colchester— Musquodoboit Valley .....	PCC
Brison, L'hon. Scott .....	Kings—Hants .....	Lib.
Cuzner, Rodger .....	Cape Breton—Canso .....	Lib.
Eyking, L'hon. Mark .....	Sydney—Victoria .....	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international.....	South Shore—St. Margaret's .....	PCC
Kerr, Greg, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants .....	Nova-Ouest.....	PCC
Leslie, Megan.....	Halifax .....	NPD
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Défense nationale.....	Nova-Centre .....	PCC
Regan, L'hon. Geoff.....	Halifax-Ouest.....	Lib.
Savage, Michael .....	Dartmouth—Cole Harbour .....	Lib.
Stoffer, Peter .....	Sackville—Eastern Shore.....	NPD
<b>NUNAVUT (1)</b>		
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de la Santé .....	Nunavut.....	PCC
<b>ONTARIO (106)</b>		
Albrecht, Harold .....	Kitchener—Conestoga .....	PCC
Allen, Malcolm .....	Welland .....	NPD
Allison, Dean .....	Niagara-Ouest—Glanbrook.....	PCC
Angus, Charlie .....	Timmins—Baie James .....	NPD
Bains, L'hon. Navdeep .....	Mississauga—Brampton-Sud.....	Lib.
Baird, L'hon. John, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités ..	Ottawa-Ouest—Nepean.....	PCC
Bélanger, L'hon. Mauril .....	Ottawa—Vanier .....	Lib.
Bennett, L'hon. Carolyn.....	St. Paul's.....	Lib.
Bevilacqua, L'hon. Maurizio .....	Vaughan .....	Lib.
Braid, Peter .....	Kitchener—Waterloo.....	PCC
Brown, Gordon .....	Leeds—Grenville .....	PCC
Brown, Lois.....	Newmarket—Aurora .....	PCC
Brown, Patrick .....	Barrie .....	PCC
Calandra, Paul .....	Oak Ridges—Markham .....	PCC
Cannis, John .....	Scarborough-Centre.....	Lib.
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé.....	Oshawa .....	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	NPD
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	PCC
Chow, Olivia	Trinity—Spadina	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	NPD
Clement, L'hon. Tony, ministre de l'Industrie	Parry Sound—Muskoka	PCC
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	NPD
Crombie, Bonnie	Mississauga—Streetsville	Lib.
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	PCC
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Mississauga—Erindale	PCC
Del Mastro, Dean, secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien	Peterborough	PCC
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	NPD
Dhalla, Ruby	Brampton—Springdale	Lib.
Dryden, L'hon. Ken	York-Centre	Lib.
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Lib.
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	St. Catharines	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Haldimand—Norfolk	PCC
Flaherty, L'hon. Jim, ministre des Finances	Whitby—Oshawa	PCC
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	PCC
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	NPD
Guarnieri, L'hon. Albina	Mississauga-Est—Cooksville	Lib.
Guergis, L'hon. Helena, Simcoe—Grey	Simcoe—Grey	Cons. ind.
Hall Findlay, Martha	Willowdale	Lib.
Holder, Ed	London-Ouest	PCC
Holland, Mark	Ajax—Pickering	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapusking	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	NPD
Ignatieff, L'hon. Michael, chef de l'opposition	Etobicoke—Lakeshore	Lib.
Kania, Andrew	Brampton-Ouest	Lib.
Karygiannis, L'hon. Jim	Scarborough—Agincourt	Lib.
Kennedy, Gerard	Parkdale—High Park	Lib.
Kent, L'hon. Peter, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)	Thornhill	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	PCC
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	PCC
Layton, L'hon. Jack	Toronto—Danforth	NPD
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Lib.
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	PCC
MacKenzie, Dave, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique	Oxford	PCC
Malhi, L'hon. Gurbax	Bramalea—Gore—Malton	Lib.
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	NPD
Martin, Tony	Sault Ste. Marie	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD
Mathysen, Irene	London—Fanshawe	NPD
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Lib.
McColeman, Phil	Brant	PCC



Nom	Circonscription	Affiliation politique
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Lib.
McTeague, L'hon. Dan	Pickering—Scarborough-Est	Lib.
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	PCC
Milliken, L'hon. Peter, Président de la Chambre des communes	Kingston et les Îles	Lib.
Minna, L'hon. Maria	Beaches—East York	Lib.
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Niagara Falls	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Carleton—Mississippi Mills	PCC
Oda, L'hon. Bev, ministre de la Coopération internationale	Durham	PCC
Oliphant, Robert	Don Valley-Ouest	Lib.
Pearson, Glen	London-Centre-Nord	Lib.
Poillievre, Pierre, secrétaire parlementaire du premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales	Nepean—Carleton	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	PCC
Rae, L'hon. Bob	Toronto-Centre	Lib.
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre du Travail	Halton	PCC
Ratansi, Yasmin	Don Valley-Est	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	PCC
Rickford, Greg	Kenora	PCC
Rota, Anthony	Nipissing—Timiskaming	Lib.
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Lib.
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	PCC
Silva, Mario	Davenport	Lib.
Simson, Michelle	Scarborough-Sud-Ouest	Lib.
Stanton, Bruce	Simcoe-Nord	PCC
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	PCC
Szabo, Paul	Mississauga-Sud	Lib.
Thibeault, Glenn	Sudbury	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	PCC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Lib.
Valeriot, Francis	Guelph	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, ministre du Commerce international	York—Simcoe	PCC
Volpe, L'hon. Joseph	Eglinton—Lawrence	Lib.
Wallace, Mike	Burlington	PCC
Watson, Jeff	Essex	PCC
Wilfert, L'hon. Bryon	Richmond Hill	Lib.
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	PCC
Wrzesnewskyj, Borys	Etobicoke-Centre	Lib.
Young, Terence	Oakville	PCC
<b>QUÉBEC (75)</b>		
André, Guy	Berthier—Maskinongé	BQ
Arthur, André	Portneuf—Jacques-Cartier	Ind.
Asselin, Gérard	Manicouagan	BQ
Bachand, Claude	Saint-Jean	BQ

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Beaudin, Josée	Saint-Lambert	BQ
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	BQ
Bernier, L'hon. Maxime	Beauce	PCC
Bigras, Bernard	Rosemont—La Petite-Patrie	BQ
Blackburn, L'hon. Jean-Pierre, ministre des Anciens Combattants et ministre d'État (Agriculture)	Jonquière—Alma	PCC
Blais, Raynald	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	BQ
Blaney, Steven	Lévis—Bellechasse	PCC
Bonsant, France	Compton—Stanstead	BQ
Bouchard, Robert	Chicoutimi—Le Fjord	BQ
Boucher, Sylvie, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	Beauport—Limoilou	PCC
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	BQ
Brunelle, Paule	Trois-Rivières	BQ
Cannon, L'hon. Lawrence, ministre des Affaires étrangères	Pontiac	PCC
Cardin, Serge	Sherbrooke	BQ
Carrier, Robert	Alfred-Pellan	BQ
Coderre, L'hon. Denis	Bourassa	Lib.
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Lib.
DeBellefeuille, Claude	Beauharnois—Salaberry	BQ
Demers, Nicole	Laval	BQ
Deschamps, Johanne	Laurentides—Labelle	BQ
Desnoyers, Luc	Rivière-des-Mille-Îles	BQ
Dion, L'hon. Stéphane	Saint-Laurent—Cartierville	Lib.
Dorion, Jean	Longueuil—Pierre-Boucher	BQ
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	BQ
Dufour, Nicolas	Repentigny	BQ
Faille, Meili	Vaudreuil-Soulanges	BQ
Folco, Raymonde	Laval—Les Îles	Lib.
Freeman, Carole	Châteauguay—Saint-Constant	BQ
Gagnon, Christiane	Québec	BQ
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Gaudet, Roger	Montcalm	BQ
Généreux, Bernard	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	PCC
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	PCC
Guay, Monique	Rivière-du-Nord	BQ
Guimond, Claude	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	BQ
Guimond, Michel	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	BQ
Jennings, L'hon. Marlene	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	Lib.
Laforest, Jean-Yves	Saint-Maurice—Champlain	BQ
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau—Mirabel	BQ
Lalonde, Francine	La Pointe-de-l'Île	BQ
Lavallée, Carole	Saint-Bruno—Saint-Hubert	BQ
Lebel, L'hon. Denis, ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	Roberval—Lac-Saint-Jean	PCC
Lemay, Marc	Abitibi—Témiscamingue	BQ
Lessard, Yves	Chambly—Borduas	BQ
Lévesque, Yvon	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	BQ
Malo, Luc	Verchères—Les Patriotes	BQ

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Ménard, Serge	Marc-Aurèle-Fortin	BQ
Mendes, Alexandra	Brossard—La Prairie	Lib.
Mourani, Maria	Ahunnsic	BQ
Mulcair, Thomas	Outremont	NPD
Nadeau, Richard	Gatineau	BQ
Ouellet, Christian	Brome—Missisquoi	BQ
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Lib.
Paillé, Daniel	Hochelaga	BQ
Paillé, Pascal-Pierre	Louis-Hébert	BQ
Paquette, Pierre	Joliette	BQ
Paradis, L'hon. Christian, ministre des Ressources naturelles	Mégantic—L'Érable	PCC
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Lib.
Petit, Daniel, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	PCC
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Pomerleau, Roger	Drummond	BQ
Proulx, Marcel	Hull—Aylmer	Lib.
Rodriguez, Pablo	Honoré-Mercier	Lib.
Roy, Jean-Yves	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane— Matapédia	BQ
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Lib.
St-Cyr, Thierry	Jeanne-Le Ber	BQ
Thi Lac, Ève-Mary Thai	Saint-Hyacinthe—Bagot	BQ
Trudeau, Justin	Papineau	Lib.
Verner, L'hon. Josée, ministre des Affaires intergouvernementales, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie	Louis-Saint-Laurent	PCC
Vincent, Robert	Shefford	BQ
Zarac, Lise	LaSalle—Émard	Lib.

#### SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé	Cypress Hills—Grasslands	PCC
Block, Kelly	Saskatoon—Rosetown—Biggar	PCC
Boughen, Ray	Palliser	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	PCC
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	PCC
Goodale, L'hon. Ralph, Wascana	Wascana	Lib.
Hoback, Randy	Prince Albert	PCC
Komarnicki, Ed, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail	Souris—Moose Mountain	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé	Battlefords—Lloydminster	PCC
Scheer, Andrew, Le Vice-président	Regina—Qu'Appelle	PCC
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Blackstrap	PCC

#### TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (7)

Andrews, Scott	Avalon	Lib.
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Coady, Siobhan .....	St. John's-Sud—Mount Pearl.....	Lib.
Foote, Judy.....	Random—Burin—St. George's .....	Lib.
Harris, Jack .....	St. John's-Est .....	NPD
Russell, Todd .....	Labrador .....	Lib.
Simms, Scott .....	Bonavista—Gander—Grand Falls— Windsor.....	Lib.
<b>TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)</b>		
Bevington, Dennis .....	Western Arctic .....	NPD
<b>YUKON (1)</b>		
Bagnell, L'hon. Larry.....	Yukon.....	Lib.

# LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 28 mai 2010 — 3<sup>e</sup> Session, 40<sup>e</sup> Législature)

## ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ÉTHIQUE

**Président:** Paul Szabo

**Vice-présidents:** Patricia Davidson  
Bill Siksay

Kelly Block  
Rick Casson

Wayne Easter  
Judy Foote

Carole Freeman  
Pierre Poilievre

Greg Rickford  
Ève-Mary Thai Thi Lac

(11)

### Membres associés

Jim Abbott	Claude DeBellefeuille	Ed Komarnicki	Scott Reid
Harold Albrecht	Bob Dechert	Daryl Kramp	Blake Richards
Mike Allen	Dean Del Mastro	Mike Lake	Lee Richardson
Dean Allison	Earl Dreeshen	Guy Lauzon	Andrew Saxton
Rob Anders	John Duncan	Jack Layton	Gary Schellenberger
David Anderson	Rick Dykstra	Pierre Lemieux	Bev Shipley
Charlie Angus	Ed Fast	Ben Lobb	Devinder Shory
Scott Armstrong	Christiane Gagnon	Tom Lukiwski	Michelle Simson
Leon Benoit	Royal Galipeau	James Lunney	Joy Smith
Maxime Bernier	Cheryl Gallant	Dave MacKenzie	Kevin Sorenson
James Bezan	Bernard Généreux	Jim Maloway	Bruce Stanton
Steven Blaney	Shelly Glover	Inky Mark	Brian Storseth
Sylvie Boucher	Yvon Godin	Pat Martin	David Sweet
Ray Boughen	Peter Goldring	Colin Mayes	Greg Thompson
Peter Braid	Jacques Gourde	Phil McColeman	David Tilson
Garry Breitkreuz	Nina Grewal	Cathy McLeod	Brad Trost
Gordon Brown	Michel Guimond	Serge Ménard	Merv Tweed
Lois Brown	Martha Hall Findlay	Ted Menzies	Tim Uppal
Patrick Brown	Jack Harris	Larry Miller	Dave Van Kesteren
Rod Bruinooge	Richard Harris	Anita Neville	Maurice Vellacott
Dona Cadman	Laurie Hawn	Rick Norlock	Mike Wallace
Paul Calandra	Russ Hiebert	Tilly O'Neill-Gordon	Mark Warawa
Blaine Calkins	Randy Hoback	Deepak Obhrai	Chris Warkentin
Ron Cannan	Candice Hoepfner	Robert Oliphant	Jeff Watson
Colin Carrie	Ed Holder	Pierre Paquette	John Weston
Michael Chong	Brian Jean	LaVar Payne	Rodney Weston
David Christopherson	Marlene Jennings	Daniel Petit	Alice Wong
Rob Clarke	Randy Kamp	Joe Preston	Stephen Woodworth
Joe Comartin	Gerald Keddy	James Rajotte	Borys Wrzesnewskyj
John Cummins	Greg Kerr	Brent Rathgeber	Terence Young

---

## AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD

**Président:** Bruce Stanton

**Vice-présidents:** Jean Crowder  
Todd Russell

Larry Bagnell  
Rob Clarke  
Earl Dreeshen

John Duncan  
Marc Lemay

Yvon Lévesque  
Anita Neville

LaVar Payne  
Greg Rickford

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Niki Ashton  
Gérard Asselin  
Carolyn Bennett  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
Dennis Bevington  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie

Rick Casson  
Michael Chong  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Jean Dorion  
Ken Dryden  
Kirsty Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Carole Freeman  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Bruce Hyer  
Brian Jean

Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Tony Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
John Rafferty  
James Rajotte

Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Justin Trudeau  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

**Président:** Larry Miller

**Vice-présidents:** André Bellavance  
Mark Eyking

Alex Atamanenko  
France Bonsant  
Wayne Easter

Randy Hoback  
Pierre Lemieux

Blake Richards  
Bev Shipley

Brian Storseth  
Francis Valeriote

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Malcolm Allen  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Niki Ashton  
Carolyn Bennett  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Bernard Bigras  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Paule Brunelle  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie

Rick Casson  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe Comartin  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Jean Dorion  
Ujjal Dosanjh  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Kirsty Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Claude Gravelle  
Nina Grewal  
Claude Guimond  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Candice Hoepfner  
Ed Holder

Carol Hughes  
Bruce Hyer  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Jean-Yves Laforest  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Tony Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Joyce Murray  
Anita Neville  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Christian Ouellet  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre

Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Peter Stoffer  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young



## ANCIENS COMBATTANTS

**Président:** David Sweet

**Vice-présidents:** Robert Oliphant  
Peter Stoffer

Guy André  
Bonnie Crombie  
Greg Kerr

Ben Lobb  
Colin Mayes

Phil McColeman  
Judy Sgro

Brian Storseth  
Robert Vincent

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Andrews  
Scott Armstrong  
Claude Bachand  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong

Rob Clarke  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Meili Faille  
Ed Fast  
Judy Foote  
Carole Freeman  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Jack Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Brian Jean  
Randy Kamp

Gerald Keddy  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Luc Malo  
Inky Mark  
Wayne Marston  
Pat Martin  
Tony Martin  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
LaVar Payne  
Glen Pearson  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber

Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Michael Savage  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

## CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

**Président:** David Tilson

**Vice-présidents:** Maurizio Bevilacqua  
Thierry St-Cyr

Paul Calandra  
Olivia Chow  
Denis Coderre

Rick Dykstra  
Nina Grewal

Jim Karygiannis  
Ève-Mary Thāi Thi Lac

Alice Wong  
Terence Young

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong  
David Christopherson  
Rob Clarke  
Joe Comartin  
Bonnie Crombie  
John Cummins

Patricia Davidson  
Don Davies  
Libby Davies  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Johanne Deschamps  
Sukh Dhaliwal  
Fin Donnelly  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Meili Faille  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Monique Guay  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Andrew Kania  
Gerald Keddy

Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Francine Lalonde  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Brian Masse  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Alexandra Mendes  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Richard Nadeau  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Robert Oliphant  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte

Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Bill Siksay  
Michelle Simson  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Judy Wasylcyia-Leis  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Stephen Woodworth  
Lise Zarac

## COMMERCE INTERNATIONAL

**Président:** Lee Richardson

**Vice-présidents:** John Cannis  
Jean-Yves Laforest

Dean Allison  
Scott Brison  
Ron Cannan

Claude Guimond  
Ed Holder

Peter Julian  
Gerald Keddy

Mario Silva  
Brad Trost

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Malcolm Allen  
Mike Allen  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Navdeep Bains  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Robert Bouchard  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Serge Cardin  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Chris Charlton  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Siobhan Coady

Bonnie Crombie  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Johanne Deschamps  
Paul Dewar  
Sukh Dhaliwal  
Ruby Dhalla  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Wayne Easter  
Ed Fast  
Judy Foote  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Bruce Hyer  
Brian Jean  
Randy Kamp

Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Francine Lalonde  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Wayne Marston  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Thomas Mulcair  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Robert Oliphant  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
John Rafferty  
James Rajotte  
Yasmin Ratansi  
Brent Rathgeber

Geoff Regan  
Scott Reid  
Blake Richards  
Greg Rickford  
Anthony Rota  
Michael Savage  
Denise Savoie  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Bryon Wilfert  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

**COMPTES PUBLICS****Président:** Shawn Murphy**Vice-présidents:** David Christopherson  
Daryl KrampJosée Beaudin  
Stéphane DionEarl Dreesen  
Meili FailleDerek Lee  
Andrew SaxtonBev Shipley  
Terence Young

(11)

**Membres associés**Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Malcolm Allen  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Diane Bourgeois  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Robert Carrier  
Rick Casson  
Michael Chong  
Rob ClarkeDenis Coderre  
Bonnie Crombie  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Paul Dewar  
Jean Dorion  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Martha Hall Findlay  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Gerard KennedyGreg Kerr  
Ed Komarnicki  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Jim Maloway  
Inky Mark  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Thomas Mulcair  
Richard Nadeau  
Anita Neville  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Daniel Paillé  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James RajotteYasmin Ratansi  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Gary Schellenberger  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Judy Wasylcyia-Leis  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Borys Wrzesnewskyj

**CONDITION FÉMININE****Président:** Hedy Fry**Vice-présidents:** Irene Mathysen  
Cathy McLeodSylvie Boucher  
Lois BrownPaul Calandra  
Nicole DemersLuc Desnoyers  
Anita NevilleMichelle Simson  
Alice Wong

(11)

**Membres associés**Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Niki Ashton  
Carolyn Bennett  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
France Bonsant  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Chris Charlton  
Michael Chong  
Olivia Chow  
Rob ClarkeJean Crowder  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Libby Davies  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Linda Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald KeddyGreg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Serge Ménard  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
LaVar Payne  
Glen Pearson  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent RathgeberScott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Judy Wasylcia-Leis  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Stephen Woodworth  
Terence Young

**DÉFENSE NATIONALE****Président:** Maxime Bernier**Vice-présidents:** Claude Bachand  
Bryon WilfertRay Boughen  
Peter Braid  
Ujjal DosanjhCheryl Gallant  
Jack HarrisLaurie Hawn  
Keith MartinPascal-Pierre Paillé  
LaVar Payne

(12)

**Membres associés**Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Guy André  
Scott Armstrong  
Larry Bagnell  
Leon Benoit  
Dennis Bevington  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Robert Bouchard  
Sylvie Boucher  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe Comartin  
Nathan Cullen  
John CumminsPatricia Davidson  
Don Davies  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Johanne Deschamps  
Paul Dewar  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
Nicolas Dufour  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Christiane Gagnon  
Royal Galipeau  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Monique Guay  
Richard Harris  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Mark Holland  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed KomarnickiDaryl Kramp  
Mike Lake  
Francine Lalonde  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Maria Mourani  
Richard Nadeau  
Anita Neville  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
Marcel Proulx  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee RichardsonGreg Rickford  
Anthony Rota  
Todd Russell  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Scott Simms  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Peter Stoffer  
Brian Storseth  
David Sweet  
Paul Szabo  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Borys Wrzesnewskyj  
Terence Young

## ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Président:** James Bezan

**Vice-présidents:** Bernard Bigras  
David McGuinty

Scott Armstrong  
Blaine Calkins  
Linda Duncan

Christian Ouellet  
Francis Scarpaleggia

Justin Trudeau  
Mark Warawa

Jeff Watson  
Stephen Woodworth

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
André Bellavance  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
Dennis Bevington  
Steven Blaney  
Kelly Block  
France Bonsant  
Robert Bouchard  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Paule Brunelle  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Ron Cannan  
Serge Cardin  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe Comartin

Jean Crowder  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Fin Donnelly  
Jean Dorion  
Earl Dreshen  
Nicolas Dufour  
John Duncan  
Kirsty Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Marc Garneau  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Claude Guimond  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Bruce Hyer  
Brian Jean  
Peter Julian

Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Thomas Mulcair  
Joyce Murray  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
John Rafferty  
James Rajotte  
Brent Rathgeber

Geoff Regan  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Pablo Rodriguez  
Denise Savoie  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Peter Stoffer  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Alan Tonks  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Francis Valeriote  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Chris Warkentin  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Terence Young

**FINANCES****Président:** James Rajotte**Vice-présidents:** Massimo Pacetti  
Daniel PailléKelly Block  
Robert Carrier  
Bernard GénéreuxRuss Hiebert  
John McCallumJohn McKay  
Ted MenziesThomas Mulcair  
Mike Wallace

(12)

**Membres associés**Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Gérard Asselin  
Navdeep Bains  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Diane Bourgeois  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Scott Brison  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Chris Charlton  
Michael Chong  
David Christopherson  
Rob ClarkeSiobhan Coady  
Denis Coderre  
Jean Crowder  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Libby Davies  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Ruby Dhalla  
Fin Donnelly  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Meili Faille  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Martha Hall Findlay  
Jack Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Brian Jean  
Peter JulianRandy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Jim Maloway  
Inky Mark  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
David McGuinty  
Cathy McLeod  
Larry Miller  
Maria Minna  
Richard Nadeau  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
Bob Rae  
Brent Rathgeber  
Scott ReidBlake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Anthony Rota  
Jean-Yves Roy  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Bill Siksay  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Judy Wasylcyia-Leis  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young



## INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE

**Président:** Michael Chong

**Vice-présidents:** Robert Bouchard  
Anthony Rota

Peter Braid  
Gordon Brown  
Serge Cardin

Marc Garneau  
Mike Lake

Brian Masse  
Dan McTeague

Dave Van Kesteren  
Mike Wallace

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Andrews  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Gérard Asselin  
Navdeep Bains  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
Dennis Bevington  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Garry Breitkreuz  
Scott Brison  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
David Christopherson  
Rob Clarke  
Joe Comartin  
Jean Crowder  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Patricia Davidson

Don Davies  
Libby Davies  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Sukh Dhaliwal  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Carole Freeman  
Hedy Fry  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Claude Gravelle  
Nina Grewal  
Claude Guimond  
Jack Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Bruce Hyer  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Andrew Kania  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Jean-Yves Laforest  
Guy Lauzon  
Carole Lavallée  
Jack Layton  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Luc Malo  
Jim Maloway  
Inky Mark  
Wayne Marston  
Pat Martin  
Tony Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
David McGuinty  
John McKay  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Massimo Pacetti  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Roger Pomerleau  
Joe Preston  
John Rafferty  
James Rajotte  
Yasmin Ratansi  
Brent Rathgeber

Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Jean-Yves Roy  
Andrew Saxton  
Francis Scarpaleggia  
Gary Schellenberger  
Judy Sgro  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Bill Siksay  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Peter Stoffer  
Brian Storseth  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Justin Trudeau  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Francis Valeriote  
Maurice Vellacott  
Joseph Volpe  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

## JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE

**Président:** Ed Fast

**Vice-présidents:** Serge Ménard  
Brian Murphy

Joe Comartin  
Bob Dechert  
Dominic LeBlanc

Marc Lemay  
Alexandra Mendes

Rick Norlock  
Daniel Petit

Brent Rathgeber  
Stephen Woodworth

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Larry Bagnell  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Irwin Cotler  
John Cummins  
Patricia Davidson

Don Davies  
Libby Davies  
Dean Del Mastro  
Jean Dorion  
Ujjal Dosanjh  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Linda Duncan  
Rick Dykstra  
Carole Freeman  
Hedy Fry  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Jack Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Mark Holland  
Brian Jean  
Marlene Jennings  
Randy Kamp  
Jim Karygiannis  
Gerald Keddy  
Greg Kerr

Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Carole Lavallée  
Derek Lee  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Wayne Marston  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
John McKay  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Maria Mourani  
Anita Neville  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Robert Oliphant  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Roger Pomerleau  
Joe Preston  
Bob Rae  
James Rajotte

Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Denise Savoie  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Bill Siksay  
Michelle Simson  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Terence Young

## LANGUES OFFICIELLES

**Président:** Steven Blaney

**Vice-présidents:** Mauril Bélanger  
Yvon Godin

Sylvie Boucher  
Jean-Claude D'Amours  
Bernard Généreux

Shelly Glover  
Monique Guay

Richard Nadeau  
Tilly O'Neill-Gordon

John Weston  
Lise Zarac

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Alex Atamanenko  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe Comartin  
John Cummins

Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Claude Gravelle  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Mike Lake  
Guy Lauzon  
Carole Lavallée  
Jack Layton  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Pascal-Pierre Paillé  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Roger Pomerleau  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards

Lee Richardson  
Greg Rickford  
Pablo Rodriguez  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Judy Wasylcia-Leis  
Jeff Watson  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

**LIAISON**

<b>Président:</b>	Dean Allison	<b>Vice-président:</b>	Shawn Murphy	
Leon Benoit	Ed Fast	Yasmin Ratansi	David Sweet	(24)
Maxime Bernier	Hedy Fry	Lee Richardson	Paul Szabo	
James Bezan	Candice Hoepfner	Gary Schellenberger	David Tilson	
Steven Blaney	Larry Miller	Joy Smith	Merv Tweed	
Garry Breitkreuz	Joe Preston	Bruce Stanton	Rodney Weston	
Michael Chong	James Rajotte			

**Membres associés**

Claude Bachand	Don Davies	Lawrence MacAulay	Marcel Proulx
Mauril Bélanger	Mark Eyking	Pat Martin	Pablo Rodriguez
André Bellavance	Raymonde Folco	Irene Mathysen	Anthony Rota
Maurizio Bevilacqua	Yvon Godin	David McGuinty	Todd Russell
Bernard Bigras	Michel Guimond	Cathy McLeod	Bill Siksay
Raynald Blais	Mark Holland	Serge Ménard	Thierry St-Cyr
Robert Bouchard	Daryl Kramp	Brian Murphy	Peter Stoffer
John Cannis	Jean-Yves Laforest	Joyce Murray	Alan Tonks
David Christopherson	Mario Laframboise	Robert Oliphant	Joseph Volpe
Jean Crowder	Francine Lalonde	Massimo Pacetti	Chris Warkentin
Nathan Cullen	Carole Lavallée	Daniel Paillé	Bryon Wilfert
Patricia Davidson	Yves Lessard	Bernard Patry	

**SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ**

<b>Président:</b>	Dean Allison	<b>Vice-président:</b>	Shawn Murphy	
James Bezan	Joe Preston	Paul Szabo	Merv Tweed	(7)
Larry Miller				

## OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

**Président:** Yasmin Ratansi

**Vice-présidents:** Pat Martin  
Chris Warkentin

Diane Bourgeois  
Patrick Brown

Rod Bruinooge  
Siobhan Coady

Jacques Gourde  
Martha Hall Findlay

Ed Holder  
Richard Nadeau

(11)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Robert Carrier  
Rick Casson  
Chris Charlton  
Michael Chong  
David Christopherson  
Rob Clarke  
John Cummins

Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Paul Dewar  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Meili Faille  
Ed Fast  
Judy Foote  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Nina Grewal  
Jack Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Carol Hughes  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr

Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Jim Maloway  
Inky Mark  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Thomas Mulcair  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Daniel Paillé  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards

Lee Richardson  
Greg Rickford  
Denise Savoie  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Judy Wasylcyia-Leis  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

## PATRIMOINE CANADIEN

**Président:** Gary Schellenberger**Vice-présidents:** Carole Lavallée  
Pablo RodriguezCharlie Angus  
Rod Bruinooge  
Dean Del MastroRuby Dhalla  
Royal GalipeauNina Grewal  
Roger PomerleauScott Simms  
Tim Uppal

(12)

**Membres associés**Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Niki Ashton  
Alex Atamanenko  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Robert Bouchard  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Serge Cardin  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong  
David Christopherson  
Rob Clarke  
Bonnie Crombie  
Jean CrowderNathan Cullen  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Don Davies  
Libby Davies  
Bob Dechert  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
Nicolas Dufour  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Hedy Fry  
Cheryl Gallant  
Marc Garneau  
Bernard Génèreux  
Shelly Glover  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Monique Guay  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Mark Holland  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Jim Karygiannis  
Gerald Keddy  
Greg KerrEd Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Wayne Marston  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Serge Ménard  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Brian Murphy  
Richard Nadeau  
Anita Neville  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Robert Oliphant  
Massimo Pacetti  
Pascal-Pierre Paillé  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
John Rafferty  
James RajotteBrent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Francis Scarpaleggia  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Bill Siksay  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Peter Stoffer  
Brian Storseth  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Justin Trudeau  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

## PÊCHES ET OCÉANS

**Président:** Rodney Weston

**Vice-présidents:** Raynald Blais  
Lawrence MacAulay

Mike Allen  
Scott Andrews  
Gerry Byrne

Blaine Calkins  
Fin Donnelly

Randy Kamp  
Yvon Lévesque

Tilly O'Neill-Gordon  
John Weston

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Malcolm Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Gérard Asselin  
Leon Benoît  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Jean Crowder  
Nathan Cullen

John Cummins  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreesen  
John Duncan  
Linda Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Roger Gaudet  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Jack Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Bruce Hyer  
Brian Jean  
Peter Julian

Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mario Laframboise  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards

Lee Richardson  
Greg Rickford  
Jean-Yves Roy  
Todd Russell  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Scott Simms  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Peter Stoffer  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

## PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

**Président:** Joe Preston

**Vice-présidents:** Michel Guimond  
Marcel Proulx

Harold Albrecht  
Rodger Cuzner  
Claude DeBellefeuille

Yvon Godin  
Randy Hoback

Marlene Jennings  
Guy Lauzon

Tom Lukiwski  
Scott Reid

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Gérard Asselin  
Mauril Bélanger  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Chris Charlton

Michael Chong  
David Christopherson  
Rob Clarke  
Joe Comartin  
Jean Crowder  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Libby Davies  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Christiane Gagnon  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Brian Jean  
Randy Kamp

Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Alexandra Mendes  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Joyce Murray  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Pierre Paquette  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Louis Plamondon  
Pierre Poilievre  
James Rajotte  
Brent Rathgeber

Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

---

### SOUS-COMITÉ DES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

**Président:** Harold Albrecht

**Vice-président:**

Chris Charlton

Christiane Gagnon

Marcel Proulx

Scott Reid

(5)



**RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET  
DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES**

**Président:** Candice Hoepfner

**Vice-présidents:** Raymonde Folco  
Yves Lessard

Josée Beaudin  
Ron Cannan  
Rick Casson

Ed Komarnicki  
Ben Lobb

Tony Martin  
Maria Minna

Michael Savage  
Maurice Vellacott

(12)

**Membres associés**

Jim Abbott	Jean-Claude D'Amours	Daryl Kramp	Todd Russell
Harold Albrecht	Patricia Davidson	Mike Lake	Denise Savoie
Malcolm Allen	Libby Davies	Guy Lauzon	Andrew Saxton
Mike Allen	Bob Dechert	Pierre Lemieux	Gary Schellenberger
Dean Allison	Dean Del Mastro	Megan Leslie	Judy Sgro
Rob Anders	Luc Desnoyers	Tom Lukiwski	Bev Shipley
David Anderson	Jean Dorion	James Lunney	Devinder Shory
Scott Armstrong	Earl Dreesen	Lawrence MacAulay	Bill Siksay
Niki Ashton	Nicolas Dufour	Dave MacKenzie	Joy Smith
Leon Benoit	John Duncan	Inky Mark	Kevin Sorenson
Maxime Bernier	Rick Dykstra	Wayne Marston	Thierry St-Cyr
James Bezan	Ed Fast	Pat Martin	Bruce Stanton
Steven Blaney	Carole Freeman	Irene Mathysen	Brian Storseth
Kelly Block	Hedy Fry	Colin Mayes	David Sweet
Sylvie Boucher	Royal Galipeau	Phil McColeman	Ève-Mary Thai Thi Lac
Ray Boughen	Cheryl Gallant	Cathy McLeod	Greg Thompson
Peter Braid	Bernard Généreux	Ted Menzies	David Tilson
Garry Breitreuz	Shelly Glover	Larry Miller	Brad Trost
Gordon Brown	Yvon Godin	Anita Neville	Justin Trudeau
Lois Brown	Peter Goldring	Rick Norlock	Merv Tweed
Patrick Brown	Jacques Gourde	Tilly O'Neill-Gordon	Tim Uppal
Rod Bruinooge	Nina Grewal	Deepak Obhrai	Francis Valeriote
Dona Cadman	Richard Harris	Christian Ouellet	Dave Van Kesteren
Paul Calandra	Laurie Hawn	LaVar Payne	Robert Vincent
Blaine Calkins	Russ Hiebert	Daniel Petit	Mike Wallace
Colin Carrie	Randy Hoback	Pierre Poilievre	Mark Warawa
Chris Charlton	Ed Holder	Joe Preston	Chris Warkentin
Michael Chong	Carol Hughes	James Rajotte	Judy Wasylcyia-Leis
Olivia Chow	Brian Jean	Brent Rathgeber	Jeff Watson
David Christopherson	Marlene Jennings	Scott Reid	John Weston
Rob Clarke	Peter Julian	Blake Richards	Rodney Weston
Siobhan Coady	Randy Kamp	Lee Richardson	Alice Wong
Jean Crowder	Gerald Keddy	Greg Rickford	Stephen Woodworth
Nathan Cullen	Gerard Kennedy	Pablo Rodriguez	Terence Young
John Cummins	Greg Kerr		

---

## RESSOURCES NATURELLES

**Président:** Leon Benoit

**Vice-présidents:** Nathan Cullen  
Alan Tonks

Mike Allen  
David Anderson  
Navdeep Bains

Paule Brunelle  
Claude Guimond

Richard Harris  
Russ Hiebert

Geoff Regan  
Devinder Shory

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Dean Allison  
Rob Anders  
Scott Andrews  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Larry Bagnell  
André Bellavance  
Maxime Bernier  
Dennis Bevington  
James Bezan  
Bernard Bigras  
Steven Blaney  
Kelly Block  
France Bonsant  
Robert Bouchard  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie

Rick Casson  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Jean Crowder  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Jean Dorion  
Earl Dreesen  
John Duncan  
Linda Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Claude Gravelle  
Nina Grewal  
Jack Harris  
Laurie Hawn  
Randy Hoback  
Candice Hoeppner  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Bruce Hyer

Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Christian Ouellet  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
John Rafferty  
James Rajotte

Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

## SANTÉ

**Président:** Joy Smith

**Vice-président:** Joyce Murray

Carolyn Bennett  
Patrick Brown  
Colin Carrie

Patricia Davidson  
Nicolas Dufour  
Kirsty Duncan

Megan Leslie  
Luc Malo

Cathy McLeod  
Tim Uppal

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Malcolm Allen  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Guy André  
Scott Armstrong  
Alex Atamanenko  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Robert Bouchard  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Serge Cardin  
Rick Casson  
Chris Charlton  
Michael Chong

Rob Clarke  
Jean Crowder  
Nathan Cullen  
John Cummins  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Jean Dorion  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Carole Freeman  
Hedy Fry  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoeppner  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy

Gerard Kennedy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Jack Layton  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Keith Martin  
Pat Martin  
Brian Masse  
Irene Mathysen  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Maria Minna  
Anita Neville  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Robert Oliphant  
Pascal-Pierre Paillé  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre

Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Lise Zarac

### SOUS-COMITÉ SUR LES MALADIES NEUROLOGIQUES

**Président:** Joy Smith

**Vice-président:** Kirsty Duncan

Patrick Brown

Megan Leslie

Luc Malo

(5)

## SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

**Président:** Garry Breitkreuz

**Vice-présidents:** Don Davies  
Mark Holland

Luc Desnoyers  
Shelly Glover  
Andrew Kania

Dave MacKenzie  
Phil McColeman

Maria Mourani  
Rick Norlock

Brent Rathgeber  
Borys Wrzesnewskyj

(12)

### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Claude Bachand  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
France Bonsant  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Dona Cadman  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong  
Olivia Chow

Rob Clarke  
Joe Comartin  
John Cummins  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
John Duncan  
Kirsty Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Raymonde Folco  
Judy Foote  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Jack Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy

Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Inky Mark  
Wayne Marston  
Pat Martin  
Irene Mathysen  
Colin Mayes  
Cathy McLeod  
Serge Ménard  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Brian Murphy  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Robert Oliphant  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
Bob Rae  
James Rajotte  
Scott Reid

Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Bill Siksay  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

---



## COMITÉS MIXTES PERMANENTS

### BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

**Coprésidents:** Rob Anders  
Percy Downe

**Vice-coprésidents:** Mauril Bélanger  
Louis Plamondon

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Stephen Greene  
Jean Lapointe

Michael MacDonald  
Terry Stratton

Scott Armstrong  
Gérard Asselin  
Carolyn Bennett  
Dona Cadman  
Rob Clarke

Carol Hughes  
Gurbax Malhi  
Devinder Shory  
Brad Trost

(17)

#### Membres associés

Jim Abbott  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
David Anderson  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Gerry Byrne  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Robert Carrier  
Rick Casson  
Michael Chong  
John Cummins

Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Ken Dryden  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Mike Lake  
Guy Lauzon  
Carole Lavallée  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
Daniel Paillé  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Roger Pomerleau  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid

Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

## EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

**Coprésidents:** Andrew Kania  
Yonah Martin

**Vice-coprésidents:** Royal Galipeau  
Brian Masse

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Pierre-Hugues Boisvenu  
Mac Harb  
Céline Hervieux-Payette  
Léo Housakos

Wilfred P. Moore  
Rose-May Poirier  
John Wallace

Harold Albrecht  
Scott Armstrong  
Gérard Asselin  
Ray Boughen  
Dona Cadman

Christiane Gagnon  
Cheryl Gallant  
Derek Lee  
Paul Szabo

(20)

### Membres associés

Jim Abbott  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Leon Benoit  
Maxime Bernier  
James Bezan  
Steven Blaney  
Kelly Block  
Sylvie Boucher  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Rick Casson  
Michael Chong  
Rob Clarke  
John Cummins  
Patricia Davidson

Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreshen  
John Duncan  
Rick Dykstra  
Ed Fast  
Carole Freeman  
Bernard Généreux  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mario Laframboise  
Mike Lake

Guy Lauzon  
Marc Lemay  
Pierre Lemieux  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Inky Mark  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Serge Ménard  
Ted Menzies  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill-Gordon  
Deepak Obhrai  
LaVar Payne  
Daniel Petit  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson

Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Bruce Stanton  
Brian Storseth  
David Sweet  
Greg Thompson  
David Tilson  
Brad Trost  
Merv Tweed  
Tim Uppal  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
Alice Wong  
Stephen Woodworth  
Terence Young

**Comité des présidents des comités législatifs**

**Le Vice-président et président des comités pléniers**

M. ANDREW SCHEER

**La vice-présidente des comités pléniers**

MME DENISE SAVOIE

**Le vice-président adjoint des comités pléniers**

M. BARRY DEVOLIN



## MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Stephen Harper	premier ministre
L'hon. Rob Nicholson	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Jean-Pierre Blackburn	ministre des Anciens Combattants et ministre d'État (Agriculture)
L'hon. Marjory LeBreton	leader du gouvernement au Sénat
L'hon. Chuck Strahl	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord
L'hon. Peter MacKay	ministre de la Défense nationale
L'hon. Stockwell Day	président du Conseil du Trésor et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique
L'hon. Vic Toews	ministre de la Sécurité publique
L'hon. Rona Ambrose	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine
L'hon. Diane Finley	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Bev Oda	ministre de la Coopération internationale
L'hon. Jim Prentice	ministre de l'Environnement
L'hon. John Baird	ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités
L'hon. Lawrence Cannon	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Tony Clement	ministre de l'Industrie
L'hon. Jim Flaherty	ministre des Finances
L'hon. Josée Verner	ministre des Affaires intergouvernementales, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie
L'hon. Jay Hill	leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Peter Van Loan	ministre du Commerce international
L'hon. Gerry Ritz	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé
L'hon. Jason Kenney	ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme
L'hon. Christian Paradis	ministre des Ressources naturelles
L'hon. James Moore	ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles
L'hon. Leona Aglukkaq	ministre de la Santé
L'hon. Lisa Raitt	ministre du Travail
L'hon. Gail Shea	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Keith Ashfield	ministre du Revenu national, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique
L'hon. Gary Lunn	ministre d'État (Sports)
L'hon. Gordon O'Connor	ministre d'État et whip en chef du gouvernement
L'hon. Diane Ablonczy	ministre d'État (Aînés)
L'hon. Rob Merrifield	ministre d'État (Transports)
L'hon. Lynne Yelich	ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)
L'hon. Steven Fletcher	ministre d'État (Réforme démocratique)
L'hon. Gary Goodyear	ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)
L'hon. Denis Lebel	ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)
L'hon. Peter Kent	ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)
L'hon. Rob Moore	ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)

## SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

M. Pierre Poilievre	du premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales
M. Daniel Petit	du ministre de la Justice
M. Bob Dechert	du ministre de la Justice
M. Jacques Gourde	du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national
M. Greg Kerr	du ministre des Anciens Combattants
M. John Duncan	du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
M. Laurie Hawn	du ministre de la Défense nationale
M. Gerald Keddy	du ministre du Commerce international
M. Andrew Saxton	du président du Conseil du Trésor
M. Ed Komarnicki	de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail
L'hon. Jim Abbott	de la ministre de la Coopération internationale
M. Mark Warawa	du ministre de l'Environnement
M. Brian Jean	du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités
M. Deepak Obhrai	du ministre des Affaires étrangères
M. Mike Lake	du ministre de l'Industrie
M. Ted Menzies	du ministre des Finances
M. Tom Lukiwski	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
M. Dave MacKenzie	du ministre de la Sécurité publique
M. Pierre Lemieux	du ministre de l'Agriculture
M. David Anderson	du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé
M. Rick Dykstra	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
Mme Alice Wong	pour le Multiculturalisme
M. Dean Del Mastro	du ministre du Patrimoine canadien
Mme Sylvie Boucher	pour la Condition féminine
Mme Shelly Glover	pour les Langues officielles
M. Colin Carrie	de la ministre de la Santé
M. Randy Kamp	de la ministre des Pêches et des Océans

## TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 28 mai 2010

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

#### Travaux des subsides

##### Motion de l'opposition — Le secteur pétrolier et gazier

Mme Duncan (Edmonton—Strathcona).....	3083
Motion.....	3083
M. Bigras.....	3084
M. Allen (Welland).....	3085
Mme Crowder.....	3085
Mme Davies (Vancouver-Est).....	3086
M. Harris (St. John's-Est).....	3087
M. Godin.....	3087
Motion.....	3087
Adoption de la motion.....	3087
M. Paradis.....	3087
M. McGuinty.....	3090
M. Bigras.....	3090
Mme Duncan (Edmonton—Strathcona).....	3090
M. Harris (Cariboo—Prince George).....	3091

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

#### L'Initiative parlementaire de mise en forme

M. Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country).....	3091
---	------

#### L'Ukraine

M. Wrzesnewskyj.....	3091
----------------------	------

#### La Francophonie

Mme Guay.....	3091
---------------	------

#### Le projet de mémoire intergénérationnelle

M. Gravelle.....	3092
------------------	------

#### Le bénévolat

M. Rickford.....	3092
------------------	------

#### Les pensions

Mme Sgro.....	3092
---------------	------

#### L'assurance-emploi

M. Poilievre.....	3092
-------------------	------

#### Amnistie internationale

M. Dorion.....	3093
----------------	------

#### Le registre des armes à feu

M. Abbott.....	3093
----------------	------

#### Le registre des armes à feu

Mr. Proulx.....	3093
-----------------	------

#### La fiscalité

M. Gourde.....	3093
----------------	------

#### Le secteur minier

M. Allen (Welland).....	3093
-------------------------	------

#### L'assurance-emploi

M. Tweed.....	3094
---------------	------

#### La santé maternelle

Mme Faille.....	3094
-----------------	------

#### Le registre des armes à feu

M. McGuinty.....	3094
------------------	------

#### La fiscalité

M. Lukiwski.....	3094
------------------	------

### QUESTIONS ORALES

#### La sécurité publique

M. Holland.....	3095
M. MacKenzie.....	3095
M. Holland.....	3095
M. MacKenzie.....	3095
M. Holland.....	3095
M. MacKenzie.....	3095

#### La citoyenneté et l'immigration

Mme Folco.....	3095
M. Dykstra.....	3095
Mme Folco.....	3096
M. Dykstra.....	3096

#### Les valeurs mobilières

Mme DeBellefeuille.....	3096
M. Paradis.....	3096
Mme DeBellefeuille.....	3096
M. Paradis.....	3096
M. Paillé (Hochelaga).....	3096
M. Paradis.....	3096
M. Paillé (Hochelaga).....	3096
M. Paradis.....	3096

#### La sécurité publique

M. Dewar.....	3097
M. MacKenzie.....	3097
M. Dewar.....	3097
M. MacKenzie.....	3097
M. Godin.....	3097
M. MacKenzie.....	3097

#### L'éthique

M. Easter.....	3097
M. Poilievre.....	3097
M. Easter.....	3098
M. Poilievre.....	3098

#### L'environnement

Mme Mendes.....	3098
M. Paradis.....	3098
Mme Mendes.....	3098
M. Paradis.....	3098

#### Le registre des armes à feu

M. Dufour.....	3098
M. MacKenzie.....	3098
M. Dufour.....	3099
M. Paradis.....	3099

#### La citoyenneté et l'immigration

M. St-Cyr.....	3099
M. Dykstra.....	3099
M. St-Cyr.....	3099

M. Dykstra .....	3099
<b>L'environnement</b>	
Mme Duncan (Etobicoke-Nord) .....	3099
M. Warawa .....	3099
Mme Duncan (Etobicoke-Nord) .....	3099
M. Warawa .....	3099
<b>L'agriculture</b>	
M. Valeriote .....	3100
M. Ritz .....	3100
M. Valeriote .....	3100
M. Ritz .....	3100
<b>L'économie</b>	
M. Van Kesteren .....	3100
M. Saxton .....	3100
<b>Le logement</b>	
Mme Davies (Vancouver-Est) .....	3100
M. Komarnicki .....	3101
Mme Davies (Vancouver-Est) .....	3101
M. Komarnicki .....	3101
<b>Les feux de forêt</b>	
M. Laforest .....	3101
M. Duncan (Île de Vancouver-Nord) .....	3101
<b>L'industrie forestière</b>	
M. André .....	3101
M. Gourde .....	3101
<b>Le port de Sydney</b>	
M. Eyking .....	3101
M. MacKay .....	3101
M. Eyking .....	3101
M. MacKay .....	3102
<b>L'environnement</b>	
Mme Duncan (Edmonton—Strathcona) .....	3102
M. Warawa .....	3102
Mme Duncan (Edmonton—Strathcona) .....	3102
M. Warawa .....	3102
<b>Le registre des armes à feu</b>	
M. Reid .....	3102
M. MacKenzie .....	3102
<b>L'environnement</b>	
M. Scarpaleggia .....	3102
M. Warawa .....	3103
<b>La citoyenneté et l'immigration</b>	
Mme Faille .....	3103
M. Dykstra .....	3103
<b>L'industrie forestière</b>	
M. Rafferty .....	3103

M. Paradis .....	3103
<b>Les pêches</b>	
M. Armstrong .....	3103
Mme Shea .....	3103

## AFFAIRES COURANTES

<b>Réponse du gouvernement à des pétitions</b>	
M. Lukiwski .....	3103
<b>Pétitions</b>	
<b>Les boissons contenant de la caféine</b>	
M. Maloway .....	3103
<b>La déclaration des droits des passagers aériens</b>	
M. Maloway .....	3104
<b>Questions au Feuilleton</b>	
M. Lukiwski .....	3104

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

<b>Travaux des subsides</b>	
<b>Motion de l'opposition — Le secteur pétrolier et gazier</b>	
Motion .....	3104
M. McGuinty .....	3104
M. Bigras .....	3107
Mme Duncan (Edmonton—Strathcona) .....	3107
M. Tonks .....	3108
M. Bigras .....	3108
M. Maloway .....	3110
M. Laframboise .....	3111
M. Carrier .....	3111
M. Gravelle .....	3111
M. Harris (St. John's-Est) .....	3112
Demande et report d'office du vote .....	3113

## INITIATIVES PARLEMENTAIRES

<b>La Loi sur la Société canadienne des postes</b>	
M. Tweed .....	3113
Projet de loi C-509. Deuxième lecture .....	3113
M. Maloway .....	3115
M. Laframboise .....	3115
M. Storseth .....	3115
Mme Hall Findlay .....	3115
M. Laframboise .....	3116
M. Maloway .....	3117
M. Storseth .....	3118
M. Sorenson .....	3119

## ANNEXE



**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>